

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTE DE DROIT

LE GAGE SANS DESSAISSEMENT
ET LE CRÉDIT AGRICOLE

DES WARRANTS AGRICOLES

Loi du 18 juillet 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

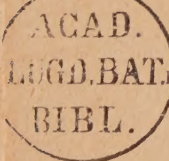
SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le lundi 24 avril 1899, à 4 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

G. GALLIET



Diplômé de l'École Nationale d'Agriculture de Grignon
Avocat à la Cour d'Appel de Caen

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut
membre du Conseil supérieur de l'Instruction
publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. *), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. *), professeur de *Droit commercial et
de Droit maritime*.
Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie
politique*, chargé du cours de *Droit constitu-
tionnel comparé* (DOCTORAT).
LAISNÉ DES HAYES (☉, A. *), professeur de *Droit
romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.
GUILLOUARD (*, I. *, C. *), professeur de *Code civil*.
LEBRET (I. *), professeur de *Code civil* (député du
Calvados, Garde de Sceaux, Ministre de la Justice).
CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international
public et privé*, et de *Législation industrielle*.
MARIE (I. *), assesseur du doyen, professeur de
Droit criminel, et chargé du cours sur la
Coutume de Normandie.

MM. Ambroise COLIN (I. ☿), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*
(DOCTORAT).

BIVILLE (A. ☿), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit*
français (LICENCE).

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*
(en congé).

René WORMS (A. ☿), chargé des cours d'*Histoire*
des Doctrines économiques et d'*Économie poli-*
tique (DOCTORAT).

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public*
français et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du
cours de *Pandectes*.

CHARGÉ DE COURS :

M. SUMIEN, chargé d'un cours de *Droit romain* et
du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☿), secrétaire de l'Université de Caen.



A MON COUSIN ERNEST DELAUNAY

Chevalier de la Légion d'honneur,
Ancien Député,
Conseiller général de la Seine-Inférieure.

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

RENÉ WORMS, *agrégé*.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — *Précis de Droit romain*, tome II. Paris, Pichon, 1886.
- AUBRY ET RAU. — *Cours de Droit civil français*, tome IV, *du Nantissement*. Paris, Marchal-Billard, 1871.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit civil*, tome III. Paris, Larose, 1896.
- BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES. — *Traité théorique et pratique de Droit civil, du Nantissement, des Privilèges et Hypothèques*, tome I. Paris, Larose, 1896.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique de Droit civil, de la Société, du Prêt et du Dépôt*. Paris, Larose, 1898.
- BEAUNE. — *Droit coutumier français, les Contrats*. Paris, Larose, 1889.
- BORIE. — *Étude sur le Crédit Agricole et le Crédit Foncier en France et à l'Étranger*. Paris, librairie Agricole, 1877.
- Bulletin du Ministère de l'Agriculture: documents officiels, statistique, rapports, comptes rendus de missions en France et à l'étranger, 17^e année, n^o 6. Paris, imprimerie nationale, novembre 1898.

- DEMANGEAT. — *Cours de Droit romain*. Paris, Marescq, 1866.
- DURAND. — *Le Crédit Agricole en France et à l'Étranger*. Paris, Marescq, 1891.
- Enquête agricole. (Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.) Première série : documents généraux, décrets, rapports, etc., séances de la Commission supérieure, tomes II et III. Paris, imprimerie Impériale, MDCCCLXIX.
- Enquête sur le crédit agricole, faite sur la demande de M. le Ministre de l'Agriculture, et publiée par les soins de J.-A. Barral, secrétaire perpétuel de la Société nationale d'agriculture de France, tome I, 1884, tome II, 1885. Paris, hôtel de la Société.
- ESTERNO (D'). — *De la Crise agricole et de son remède, le Crédit agricole*. Paris, 1868.
- FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, 15 vol. Paris, 1836.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de Droit et de pratique, v^o frais de justice*.
- GALISSET. — *Corpus juris civilis academicum parisiense, decima editio*. Paris, Cotelle, MDCCCLXXVIII.
- GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*, tome VII. Paris, Larose, 1897.
- GIRARD. — *Manuel de Droit romain*. Paris, Arthur Rousseau, 1896.
- GUILLOUARD. — *Traité du Nantissement et du droit de Réten-tion*. Paris, Pedone, 1895.
- GUILLOUARD. — *Traité des Privilèges et Hypothèques*, 3 vol. Paris, Pedone, 1896, 1897, 1898.
- HOGREL. — *Des Warrants agricoles*, commentaire théorique et pratique de la loi du 18 juillet 1898. Paris, Marescq, 1898.

HOÜARD. — *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*.
Rouen, Leboucher jeune, MDCCCLXXX.

JOSSEAU. — *Traité du Crédit Foncier*, tomes I et II. Paris,
Marchal-Billard, 1884.

LAURENT. — *Principes de Droit civil français*, tome
XXVIII. Paris, Marescq, 1878.

LOCRÉ. — *La Législation civile, commerciale et crimi-
nelle de la France*, tome XVI. Paris, Treuttel et
Würtz, 1829.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Manuel de Droit commercial*.
Paris, Pichon, 1894.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit commercial*,
tome III. Paris, Pichon, 1889.

MAYNZ. — *Cours de Droit romain*, 3 vol. Paris, A. Du-
rand et Pedone, 1870.

MOLITOR. — *Cours de Droit romain approfondi, les
Obligations*, tome II. Paris, Thorin, 1874.

Note sur le crédit agricole mobilier, rédigée et publiée
par ordre de M. le Ministre de l'Agriculture et du
Commerce, juillet 1880. Paris, imprimerie na-
tionale, MDCCCLXXX.

PERRIN. — *Les Warrants agricoles*, loi du 18 juillet 1898,
texte et commentaire. Paris, Marchal-Billard, 1898.

PONT. — *Explication théorique et pratique du Code
civil*, tome IX, du *Nantissement*. Paris, Delamotte
et fils, 1867.

POTHIER. — (*Œuvres de*), tome VI. Paris, Dabo jeune,
1825.

Suite à la note sur le crédit agricole mobilier, publiée
par ordre de M. le Ministre de l'Agriculture et du
Commerce, août 1881. Paris, imprimerie nationale,
MDCCCLXXXI.

TROPLONG. — *Le Droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code*, tome XIX, *du Nantissement, du Gage et de l'Antichrèse*. Paris, Hingray, 1847.

VAN-VETTER. — *Cours élémentaire de Droit romain*, tome I. Paris, A. Durand et Pedone, 1871.



LE GAGE SANS DESSAISISSEMENT ET LE CRÉDIT AGRICOLE



DES WARRANTS AGRICOLES

Loi du 18 juillet 1898

INTRODUCTION

L'Agriculture et le Crédit

A l'époque de la rédaction du Code civil, l'agriculture était dans une situation très peu avancée; les procédés étaient simples. La culture, biennale dans le Midi ou triennale dans le Nord, ne comportait qu'un outillage informe et de peu de valeur; le cheptel était sans importance; la jachère nue, inculte, occupait la moitié ou le tiers des terres arables. Aussi le capital argent nécessaire aux entreprises agricoles ne constituait-il qu'une minime fraction

du capital engagé dans l'entreprise : la propriété immobilière était à peu près tout. Dans cette situation, le législateur, ne pouvant prévoir les profondes modifications économiques que cinquante années de progrès ont produites, ne s'est occupé que de la sauvegarde du fonds.

Aujourd'hui, les conditions d'exploitation du sol sont notablement modifiées. Grâce au développement et à l'amélioration des voies de communication, ainsi qu'aux découvertes de la science, on peut dire que l'agriculture s'est transformée. L'outillage, totalement modifié, représente un capital important; le nombre et surtout la valeur des animaux ont considérablement augmenté; les améliorations foncières ont été multipliées; enfin la culture, de plus en plus intensive, nécessite des avances de plus en plus considérables. Par une suite toute naturelle, le capital d'exploitation exige une somme plus importante ¹.

L'agriculture est devenue une véritable industrie; et il faut aujourd'hui, sous peine de mort ou de ruine, si elle veut résister à ses adversaires de toutes sortes, si elle veut supporter surtout les effets de la concurrence

1. N° 407, Sénat, Annexe au procès-verbal de la séance du 20 juillet 1882, projet de loi de Mahy-Léon Say, exposé des motifs, page 3.

étrangère, il faut qu'elle emprunte à l'industrie sa méthode, ses procédés, sa formule ¹.

Il est actuellement parfaitement reconnu, en effet, que le cultivateur est un manufacturier qui, au lieu de fabriquer des étoffes de soie, de laine ou de coton, des meubles, du fer, etc., confectionne des denrées agricoles, les unes servant à la consommation alimentaire, les autres utilisées comme matières premières par l'industrie manufacturière.

Pour arriver à confectionner ses produits, le cultivateur doit, comme tout autre manufacturier d'ailleurs, posséder des instruments de travail et un capital en argent servant à couvrir les achats de semences et d'engrais, les dépenses de main-d'œuvre, les frais généraux de l'exploitation et les dépenses du ménage jusqu'au jour de la réalisation des denrées qui font l'objet de sa spéculation. Les instruments de travail sont les outils, le matériel agricole, facteurs de la main-d'œuvre, et les animaux de travail et de rente, les premiers également facteurs de la main-d'œuvre, et les uns et les autres facteurs de l'engrais, facteur lui-même, en partie du moins, de la récolte.

La valeur de ces instruments de travail,

1. Journ. Off. du 29 novembre 1883, — Sénat, débats parlementaires, page 1397, réponse de M. Méline à M. Oudet.

cheptel mort et cheptel vivant, et le capital argent destiné à couvrir les dépenses forment le capital d'exploitation. Ce capital doit généralement atteindre le quart de la valeur vénale du sol exploité, sous cette réserve toutefois qu'il varie suivant les cultures formant la principale spéculation agricole du domaine.

Si ce fonds de roulement est insuffisant, ou s'il le devient par suite de pertes ou d'une succession de mauvaises récoltes, le cultivateur est obligé de recourir au crédit pour le compléter. Mais alors les conditions de ce crédit doivent varier suivant la nature des besoins qui se produisent.

En effet, si le cultivateur est obligé d'acquérir des instruments ou machines agricoles dont le prix est élevé, mais la durée longue, il sera nécessaire que le crédit soit accordé pour un certain nombre d'années, afin de permettre la reconstitution du capital par les profits obtenus de l'emploi de ce matériel.

Si l'agriculteur doit se procurer des animaux de travail ou de rente, une durée moins longue, mais encore étendue à quelques années, sera nécessaire.

Mais, s'il s'agit de l'achat d'animaux destinés à être engraisés et vendus dans l'année, de semences, d'engrais ou de sommes appliquées à la main-d'œuvre, aux frais généraux ou aux

dépenses du ménage, c'est-à-dire de capitaux qui se consomment et se reproduisent dans le courant de l'année, le crédit ne devra être demandé et accordé que dans la même limite.

Ainsi, on peut dire que, pour le premier cas, le crédit devrait avoir une durée variant entre trois et cinq ans ; pour le second cas, une durée de un à deux ans, et pour le dernier cas, une durée de six à neuf mois ¹.

Or, dans les deux premiers cas, la nécessité des dépenses ne se présente qu'à de longs intervalles ; et, les prévoyant d'avance, le cultivateur n'effectue ordinairement ces débours qu'au jour où il a réuni, si ce n'est tous les fonds nécessaires pour faire ces acquisitions, au moins une forte partie. Tout au plus a-t-il besoin d'un délai pour couvrir ces acquisitions, et ce délai, il le trouve généralement chez les fournisseurs.

Quant aux dépenses pour les semences, engrais, main-d'œuvre, etc., leur échéance s'impose annuellement, et c'est surtout pour y satisfaire que le cultivateur a besoin du crédit, soit dans des banques, soit chez des capitalistes : sa situation est identique à celle du commerçant ou de l'industriel.

Les cultivateurs doivent, en septembre,

1. *Le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, par Louis DURAND, pages 85 et suiv.

octobre, novembre, février et mars, couvrir les frais des labours et ceux d'achat des engrais chimiques venant en supplément des fumiers ; en mars, la main-d'œuvre de la taille des vignes, des hersages et des diverses façons à donner aux cultures emblavées. A la même époque, le cultivateur qui se livre aux spéculations de l'engraissement ou « embouche », doit faire ses achats de bestiaux maigres. De juin à août, il faut couvrir les frais de la fenaison et ceux de la moisson et, fin septembre ou octobre, ceux de la vendange et de la récolte des betteraves, pommes de terre, etc.

Les débours sont donc ainsi morcelés ; les rentrées le sont également. En juin, le cultivateur peut vendre ses laines ; en août, ses foin ; en septembre et octobre, ses céréales ; en novembre, ses plantes industrielles ou légumineuses ; en février et mars, ses vins. C'est donc une erreur de dire que le cultivateur doit attendre un an pour ses rentrées : comme chez le commerçant, elles s'échelonnent.

On dit encore que les industries commerciale et manufacturière, ayant des ventes journalières, peuvent prendre des échéances fixes pour le paiement des billets qu'elles créent, mais qu'il n'en est pas de même pour l'industrie agricole, parce que les rentrées du cultivateur non seulement ne s'effectuent qu'une fois par

an, 'mais encore parce qu'elles sont soumises aux aléas des saisons et des circonstances atmosphériques.

Sur ce point, il y a encore une erreur, parce qu'on n'examine pas à fond la condition des industries commerciale et manufacturière.

En effet, lorsque le commerçant achète des marchandises, il suppose que le débit pourra en être opéré dans un délai déterminé, sur lequel il fait reposer ses échéances de paiement. Mais, d'une part, des causes politiques ou économiques peuvent tromper ses prévisions, et, d'une autre part, la détérioration de la marchandise, les retards dans les paiements et les faillites de quelques débiteurs peuvent lui faire éprouver des pertes qui trompent ses calculs.

Le manufacturier subit les mêmes aléas. Il y a, en outre, des industries qui ne peuvent convertir la matière première en produits vendables que dans un laps de temps de six, huit, dix mois, un an et un an et demi même : la tannerie, par exemple.

La condition des commerçants, ainsi que celle des manufacturiers, diffère donc fort peu, si même elle diffère, de celle des cultivateurs, que la concurrence étrangère oblige d'ailleurs à augmenter leurs moyens d'action, afin de soutenir avantageusement la lutte.

Comme le commerçant, comme l'industriel, l'agriculteur est donc forcé de recourir au crédit. Il ne peut s'en passer : il en a besoin pour renouveler son matériel, augmenter son cheptel et ses engrais, payer les mains-d'œuvre, dont la charge grossit proportionnellement à l'augmentation à donner aux façons d'une culture améliorée.

Sans le crédit, en effet, c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation destinés à combattre l'épuisement de la terre ; c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut des bras et accélèrent la rapidité du travail : l'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent tous ces moyens d'accroître sa production et de diminuer ses frais. Sans le crédit, il ne peut le plus souvent, après sa récolte, attendre un moment favorable pour la livrer au commerce ¹. Pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci de l'usurier des campagnes, de se défaire de sa marchandise en temps inopportun ; et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année, l'encombrement des céréales sur les marchés devient une

1. Voyez la proposition de loi Delannay, exposé des motifs, p. 2. N^o 2341. Chambre. Annexe au procès-verbal de la séance du 13 mars 1897.

cause bien connue de l'avilissement des cours. La conséquence fatale de cet état de choses, c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne donnent point au cultivateur les moyens de réparer les pertes que lui occasionnent les années de disette, ainsi que les fléaux, les accidents et les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses récoltes et ses bestiaux.

« L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier, soit au point de vue de l'intérêt public, auquel il est intimement lié. Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens d'acheter, en temps opportun et au meilleur marché possible, des outils, des bestiaux et des engrais ; de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration ; de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques, et alimenter les sources de la prospérité du pays ¹. »

D'où vient donc que, jusqu'à ce jour, l'agriculteur n'a pas joui d'un crédit égal à celui qu'obtiennent si facilement l'industriel et le

1. Rapport Josseau, *Enquête agricole*, t. II, p. 778 et suiv., et Rapport Chastenot, p. 3 et 4, extrait du discours de M. Graux, ministre des finances, devant le Sénat belge, en 1884.

commerçant ? D'où vient qu'avec une valeur personnelle et un matériel agricole qui semblent devoir offrir tant de sécurité, la première de toutes nos industries trouve si difficilement les capitaux nécessaires à son développement ?

C'est que le crédit ne s'offre à lui que sous deux formes : sous la forme de crédit personnel, sous la forme de crédit réel immobilier.

Or, en quoi le crédit personnel peut-il être utile au petit cultivateur ? En rien. Comme le dit Goodolphim, « l'homme qui ne possède que son travail trouve difficilement dans la société quelqu'un qui l'aide. Quelle garantie offre le pauvre ? Qui lui prêterait ses capitaux pour le tirer d'une situation difficile ? Personne » ¹.

La confiance est en effet très limitée ; elle ne se donne qu'à un petit nombre, et les risques qu'elle comporte trouvent leur compensation dans une surélévation du taux de l'intérêt qui pèse d'autant plus lourdement sur la dette.

Reste le crédit immobilier. Mais le prêt foncier est interdit aux cultivateurs non propriétaires des terres exploitées par eux. En outre, « l'hypothèque, avec sa législation bâtarde et surannée, ses formalités compliquées et sa procédure onéreuse, ne peut guère s'adapter qu'à des prêts de longues échéances, et elle aboutit

1. COSTA GOODOLPHIM. *A providencia*, p. 4.

trop souvent à la ruine et non au relèvement des débiteurs ^{1 2 3}.

D'ailleurs, c'est surtout pour couvrir les déboursés d'améliorations foncières permettant d'augmenter la production que l'agriculteur recourt au prêt foncier. Or, les capitaux qui reçoivent cette destination ne se reconstituent que lentement, et il faut alors que le bénéfice d'un long délai soit assuré à l'emprunteur pour qu'il puisse se libérer dans des conditions qui rendent l'opération profitable. Ce n'est qu'à cette dernière nature d'opérations, qui est du reste de beaucoup la moins fréquente, que le crédit foncier peut être appliqué avec fruit. Car, pour les autres emplois, les avantages à en retirer sont hors de proportion avec les frais inévitables du contrat, lorsqu'il s'agit de prêts hypothécaires.

Remarquons, en outre, que les améliorations foncières réalisées entraînent à leur suite de nouveaux besoins de capitaux pour tirer le profit attendu de ces améliorations. Il faut alors, en effet, ou plus de main-d'œuvre ou plus d'animaux, soit pour cultiver, soit pour utiliser les suppléments de produits obtenus, selon la

1. N° 2869, Chambre, annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1897, rapport Chastenot, page 2.

2. Rapport Josseau, *Enquête agricole*, t. II, page 781.

3. Note sur le Crédit Agricole Mobilier, page 181.

nature de la spéculation entreprise. C'est ainsi que le crédit foncier doit avoir pour complément indispensable, en agriculture, le crédit mobilier; et l'on est dès lors amené à reconnaître que c'est par ce dernier crédit, plus encore que par le crédit foncier, qu'il est possible de satisfaire aux besoins les plus nombreux et les plus considérables des agriculteurs ¹.

Or, le crédit mobilier, ou crédit agricole proprement dit, se heurte à une législation qui paralyse toutes les initiatives : c'est, d'une part, le privilège du propriétaire sur tous les produits de la ferme et sur tout ce qui sert à son exploitation ², et, d'autre part, l'impossibilité de constituer en nantissement des biens mobiliers sans les remettre en la possession réelle et effective du créancier ^{3 4}.

Quelle est, en effet, la situation de l'agriculture avant la loi du 18 juillet 1898 ?

En voulant le protéger contre lui-même, le législateur l'a mis dans la situation d'un fils de famille à qui on a lié les mains pour sa prodigalité ⁵ : l'art. 2102 lui enlève son élément de crédit

1. Rapport Bozérian, p. 4 et suiv. Suite à la Note sur le Crédit Mobilier.

2. Art. 2102 C. c.

3. Art. 2076 C. c.

4. Rapport Chastenet, p. 2.

5 V. BORIE, *Le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, p. 217.

le plus sérieux ; le cultivateur ne peut disposer de ses meubles en faveur de ses créanciers. Cependant, il possède outils, bétail, récoltes, etc., et, malgré cela, aux yeux du législateur, il n'offre pas la garantie d'un capital, tandis qu'il en est autrement des machines, outils, produits de l'industriel et des marchandises du négociant.

Cependant, les récoltes rentrées ou détachées du sol se transforment, deviennent des objets mobiliers ordinaires, deviennent la propriété incommutable du cultivateur, qui, par conséquent, doit pouvoir en disposer. Au moment des labours d'automne, ses récoltes engrangées ne sont pas encore vendues ; il a besoin d'acheter des engrais ; le voila possesseur d'un gage, ses récoltes : peut-il emprunter dessus ? Non, il peut vendre ; il ne peut mettre en gage ¹.

Aux termes de l'article 2102, en effet, tous les fruits de la récolte de l'année, tout ce qui garnit la ferme, tout ce qui sert à son exploitation, constituent le privilège du bailleur. Et ce privilège est si solidement assis par le Code, que si le fermier déplace sans le consentement de son propriétaire un quelconque de ses meubles, le propriétaire n'en conserve pas moins sur le meuble déplacé son privilège : la loi lui accorde

1. V. BORIE, p 227.

l'action en revendication, même contre le possesseur de bonne foi, bien qu'il ne soit pas propriétaire des meubles garnissant la ferme ou des récoltes : il a un véritable droit de suite par exception à la règle de l'article 2119 ; il lui suffit d'agir dans les quarante jours.

C'est que le bailleur a sur ces meubles un droit de gage ; l'efficacité du privilège est subordonnée à la possession du bailleur, possession qui résulte de ce fait que les meubles sont placés dans la maison appartenant au bailleur .

C'est sur le fondement de ce droit qu'il les revendique ; l'action qu'il exerce est une *pignoris vindictio*. Le fermier ne peut donc engager le produit de ses récoltes ; il engagerait, ce faisant, le gage de son propriétaire. Nous verrons comment la loi du 18 juillet 1898 a su sauvegarder de la façon la plus heureuse le privilège du propriétaire, tout en permettant au fermier d'emprunter sur ses récoltes.

Quelle est maintenant la situation du cultivateur propriétaire du sol qu'il fait valoir ? Lui n'a rien à voir avec l'article 2102 ; mais, peut-il emprunter sur ses récoltes ? Non ; car, sans compter les formalités longues et coûteuses de la constitution du gage civil, il ne peut donner en nantissement des biens mobiliers sans les

1. Cass. 14 décembre 1892 (S. 93, 1, 169).

remettre en la possession réelle et effective du créancier ¹.

Or, le cultivateur ne possède le plus souvent, en fait de biens meubles, que des ustensiles agricoles, des bestiaux, des récoltes, toutes choses qui, par leur nature même, ne peuvent pas être facilement déplacées, ou dont la perte de possession aurait pour l'exercice de sa profession de graves inconvénients ².

Ainsi, il y aurait pour lui impossibilité matérielle, en admettant que la loi le lui permit ³, à envoyer le produit de ses récoltes dans les magasins généraux existants. Il en serait empêché par les frais que lui imposeraient le transport, le plus souvent à de longues distances, de marchandises lourdes ou encombrantes, ainsi que le paiement de droits divers assez élevés. Le montant de ces frais dépasserait certainement le profit qu'il pourrait réaliser sur l'amélioration des cours ⁴.

1. Art. 2076 C. c., art. 92. C. comm.

2. N° 464. Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1883, rapport Labiche, p. 10.

3. D'après LYON-CAEN et RENAULT, seuls le commerçant et l'industriel peuvent déposer aux magasins généraux ; l'agriculteur, n'étant ni commerçant ni industriel, ne peut y déposer. (Voyez t. III, p. 261.) MM. Méline, Brindeau, Labiche (voyez leurs rapports) admettent, eux, la possibilité pour le cultivateur de déposer au magasin général : il y a là un point de droit que nous n'avons pas à trancher ici.

4. Projet du gouvernement, exposé des motifs, p. 2, et Rapport Brindeau, p. 2.

Il est donc presque impossible au cultivateur de faire usage du crédit réel mobilier, et la rigueur des principes édictés par le législateur de 1804 stérilise, au point de vue du crédit, une immense quantité de valeurs mobilières.

Rien d'étonnant donc à ce que les agriculteurs se soient plaints des entraves créées par l'ancienne législation ¹.

Depuis un demi-siècle, les besoins se sont modifiés; et, comme le propre de toute bonne loi est de se trouver en rapport constant avec la situation présente, la législation actuelle a dû se plier aux besoins nouveaux, et recevoir les modifications que ces besoins réclament ².

L'agriculture étant devenue une véritable industrie, le législateur a dû lui accorder, au point de vue du crédit, dans ce qu'ils ont d'applicable à l'industrie agricole, les avantages particuliers qu'il avait jusqu'ici réservés aux seuls commerçants et manufacturiers.

Qu'a donc fait le législateur? Il a modifié la loi en ce qu'elle était un obstacle au crédit mobilier; il a changé du tout au tout la théorie jusqu'alors admise en matière de gage; il a

1. Note sur le Crédit agricole mobilier, 2^e partie, réponses des Conseils généraux, annexe n° 12, p. 234, — et Suite à la Note sur le Crédit agricole mobilier, annexes, p. 160, — et Enquête sur le Crédit agricole, p. 15 à 369.

2. Projet de loi sur l'organisation du Crédit agricole mobilier : de Mahy, rapporteur, p. 3.

décrété que la dépossession du débiteur aux mains du créancier n'était plus une condition essentielle du contrat: en un mot, il a créé ce qu'il a appelé le gage sans dessaisissement, le gage à domicile; il a ressuscité, à notre avis, l'ancienne hypothèque mobilière, armée du droit de préférence et non du droit de suite.

Une telle réforme, on le comprend, contraire à tous les principes de notre Code civil, ne s'est pas faite en un jour; longtemps, on a hésité avant de l'accomplir; il a fallu plus de quarante ans pour que l'idée première se fit jour dans la loi. Elle a donné lieu à bien des discussions; elle a occasionné de nombreuses recherches; elle a été le principe de plusieurs projets de loi.

Ce sont ces travaux sur lesquels nous devons d'abord nous arrêter : l'étude que nous en ferons, en suivant l'ordre chronologique, nous montrera comment, partant de l'idée de gage sans dessaisissement, le législateur en est arrivé à la conception du warrant agricole: en un mot, nous verrons l'idée se faire jour, d'abord timidement, puis grandir et enfin passer dans la loi, en devenir le principe. Telle sera la première partie de cet ouvrage.

Dans la seconde, nous chercherons à établir quelle est la véritable théorie du warrant agricole, tel que l'a conçu le législateur; et nous déduirons les conséquences qui en découlent.

Enfin, dans la troisième et dernière partie, nous ferons le commentaire de la loi du 18 juillet 1898, sur les warrants agricoles.

Nous terminerons, et ce sera notre conclusion, en examinant le degré d'utilité de la loi, et en indiquant le sens suivant lequel elle devra être modifiée.



PREMIÈRE PARTIE

Le gage sans dessaisissement et le crédit agricole

Commission de 1856

« Pour l'étude du crédit agricole, on peut bien dire que la France a été le cerveau de l'Europe ; on peut admirer le zèle et la sollicitude avec lesquels les gouvernements qui se sont succédé ont examiné le problème, — la fécondité d'invention des auteurs de projets, puisque les moyens, plans et systèmes proposés dépassent le chiffre de deux cents, — et la tenace persévérance de certains défenseurs de l'agriculture, qui ont patiemment ouvert la voie à l'opinion publique ¹. »

1. JOAQUIN DIAZ DE RABAGO, *El Credito Agricola*, p. 62.

Nous n'avons pas ici (cette étude si étendue sortirait non seulement du cadre de notre ouvrage, mais elle est encore étrangère au sujet que nous traitons), nous n'avons pas ici à nous occuper de tous ces moyens, plans ou systèmes: nous bornerons nos recherches à ceux qui vraiment se rapportent à notre thèse, à ceux qui s'occupent incidemment du gage à domicile, ou qui nettement le proposent comme un moyen de crédit.

Laissons donc de côté le projet de banque spéciale à l'agriculture, sous forme de société par actions, élaboré dès 1837 ¹; les efforts faits par le Conseil supérieur de l'Agriculture de 1840 à 1845; les résolutions que M. Wolowski proposa au Congrès, alors nommé, d'adopter. Ne nous préoccupons pas davantage des nombreux projets, presque tous utopiques et plus bizarres les uns que les autres, qui surgirent lors de l'époque troublée de 1848 ².

Notons seulement en passant, en 1853, la création par M. Wolowski de la Banque Foncière de Paris, qui est devenue le Crédit Foncier de France, et arrêtons-nous à l'année 1856: à

1. LOUIS DURAND, *Le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, p. 635.

2. Citons, entre autres, celui de M. Lefour, inspecteur général de l'Agriculture: il proposait de faire distribuer le crédit par les communes. (Voyez LOUIS DURAND, *Le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, p. 637.)

cette époque, pour la première fois, nous voyons surgir cette idée d'où sortit le warrant agricole, l'idée de gage sans déplacement.

L'année 1856 fut une année de disette ¹. Les chambres et les comices agricoles, les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, consultés par le Gouvernement, s'accordèrent à signaler, comme l'une des causes du défaut de production agricole, l'absence d'un capital ou d'un crédit suffisant pour permettre au cultivateur de se procurer les engrais nécessaires au renouvellement de la puissance fertilisante du sol, et les bestiaux qu'exigeait l'étendue des exploitations rurales.

C'est dans ces circonstances qu'une commission spéciale fut chargée par le ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, d'examiner les systèmes proposés et de donner un avis sur les mesures à prendre pour favoriser l'extension d'un crédit au profit de l'agriculture ^{2 3}.

Cette commission se mit à l'œuvre. Parmi

1. *Enquête agricole*, 1^{re} série, t. II, p. 787, séance du 22 avril 1869, rapport Josseau.

2. Cette commission était présidée par M. Suin, et elle comprenait, en outre, des hommes très autorisés en matière agricole : MM. de Germiny, Josseau, etc.

3. D'ailleurs, dès 1852, le Ministère de l'Agriculture avait ouvert une enquête sur le mécanisme des institutions agricoles en France et à l'Étranger.

les très nombreux systèmes sur lesquels porta son examen, la plupart sont étrangers au sujet que nous traitons ; nous n'avons donc pas à en parler ici. Retenons seulement que quelques-uns demandaient la réforme et le perfectionnement de nos lois, qui enlèvent aux valeurs fournies par le cultivateur en représentation du crédit qu'il demande la confiance qui lui est nécessaire, et restreignent dans des limites trop étroites la facilité de réalisation du gage qu'il peut offrir.

La Commission s'arrêta aux propositions de M. le comte de Germiny, l'un de ses membres, et de M. Mosselmann, qui, se préoccupant moins, et avec raison, de faire naître des capitaux pour les besoins de l'agriculture que de la mettre à même de profiter de ceux existants, concluaient à la création d'une société servant d'intermédiaire entre le cultivateur et le capitaliste, garantissant par sa solvabilité celle de l'emprunteur, donnant un état civil, pour ainsi dire, à sa dette, et lui permettant de bénéficier, comme le commerçant et l'industriel, des avantages que pourrait lui procurer l'escompte de son papier par la Banque de France.

Quant à la Compagnie intermédiaire, elle devait être garantie, soit par la solvabilité générale de l'emprunteur, soit par un gage fourni par lui, gage qui pouvait être laissé entre les

main de l'emprunteur. C'était le gage à domicile, autrement dit le gage sans déplacement¹.

Cette idée du gage sans dessaisissement, nous la retrouvons encore dans les systèmes proposés par MM. d'Esterno et de Beaumont, dans celui de M. Constant, avocat à Thiers, etc.

Tous, entre autres choses, réclamaient une modification de l'article 2076 du Code civil, afin de permettre le nantissement d'objets mobiliers agricoles sans déplacement².

Les vœux de la Commission paraissaient devoir rester platoniques, quand l'Empereur³ donna l'ordre au Ministre de compléter l'œuvre. Ce fut alors que le Crédit Foncier de France organisa une Société nouvelle sur les bases indiquées par la Commission.

Le 28 juillet 1860, cette nouvelle Société était reconnue par la loi : c'était la Société du Crédit Agricole, qui, en 1876, sombra si malheureusement dans « l'affaire égyptienne »⁴.

1. *Enquête Agricole*, t. II, séance du 22 avril 1869, et — Note sur le Crédit Agricole Mobilier, p. 14.

2. On trouvera le résumé des travaux de la Commission de 1856, dans la « Note sur le Crédit Agricole Mobilier », p. 10 à 17.

3. *Moniteur* du 5 janvier 1860.

4. Sur la Société du Crédit Agricole et ses deux Sociétés annexes, le Comptoir de l'Agriculture et l'Approvisionnement, Société de Crédit des Halles et Marchés, bientôt remplacée par la Société Parisienne, — sur le Comptoir Agricole de Seine-et-Marne, Société fondée sous le patronage du Crédit Agricole, — consulter : 1° *Enquête Agricole*, t. II, p. 789; 2° Louis DURAND, *Le Crédit Agricole*, p. 639; 3° et surtout la remarquable étude de M. Josseau, du Crédit Foncier, t. II, p. 376.

En résumé, c'est donc à la Commission de 1856 que nous devons l'idée du gage à domicile; les Commissions instituées postérieurement pour l'étude du Crédit Agricole, aussi bien en 1866 qu'en 1879 et en 1890-91, vont reprendre successivement cette idée et la développer. Suivons leurs travaux sur ce point; nous verrons alors comment de l'idée de gage sans déplacement, on en est arrivé à l'idée du Warrant Agricole: avec la loi du 28 juillet 1860, c'est la fleur non encore ouverte, en bouton; avec la loi du 18 juillet 1898, c'est la fleur épanouie; l'idée a mis trente-huit ans pour se développer et atteindre sa réalisation pratique.

Commission de 1866

En 1866, le Gouvernement ouvrit une nouvelle enquête, et nomma une nouvelle Commission, chargée de préparer un projet de loi ayant pour objet de favoriser le Crédit Agricole. Une commission spéciale, composée de MM. Migneret, président, du Miral, Dailly, le comte de Hon, Boitel et Vaïsse, secrétaire, fut chargée par la Commission Supérieure d'examiner les questions relatives au Crédit Agricole. Elle fut d'avis

de se référer, quant aux propositions tendant à modifier la loi civile en vue de favoriser le Crédit Agricole, à un rapport que présenta M. Josseau au nom d'une Commission instituée tout exprès pour l'étude de ces questions ¹.

Comme en 1856, les projets soumis à la Commission furent très nombreux. Il faudrait plus d'un volume pour en faire une étude, même incomplète. D'ailleurs, à part trois, tous sont en dehors de la question que nous traitons. Étudions donc seulement ces systèmes qui ont trait au gage sans dessaisissement, encore bien que l'un d'eux, celui de M. Dufey, ne se rapporte que peu, comme nous allons le voir, au sujet de notre thèse.

M. Dufey présenta à l'Empereur « un projet d'organisation d'un Magasin Général des céréales dans tous les centres de production et de vente, sous le patronage et la surveillance du Gouvernement, pour faciliter la publication des existences effectives et disponibles des grains propres aux subsistances, et destiné à la formation d'un crédit sans consignation, spécial à la production pour parvenir au nivellement normal des cours, à leur stabilité par l'encouragement à la culture du blé, puis, enfin, à la sécurité publique au sujet des subsistances »².

1. *Enquête Agricole*, t. II, Séance du 22 avril 1869, p. 777.

2. *Enquête Agricole*, t. II, p. 793.

La Société ne s'arrêta pas à l'étude de ce système, qui ne répondait nullement à l'objet des études qui lui étaient confiées.

En effet, ce projet a pour but plutôt d'assurer les subsistances et le prix normal des cours par une connaissance exacte des quantités en magasin que de créer ou de perfectionner d'une manière générale le crédit à l'agriculture¹. Notons d'ailleurs, en passant, que ce projet était impossible à réaliser pratiquement : il n'est pas besoin, en effet, d'être agriculteur pour savoir qu'une fermentation très active se produirait au sein des récoltes amassées dans le Magasin Général. Et, s'il n'en résultait pas les plus déplorables accidents, cette fermentation aurait tout au moins pour conséquence d'avarier la plus grande partie des céréales mises en gage et de diminuer le gage d'autant. Sans compter la très réelle difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité pour le cultivateur, d'amener au Magasin Général toute une récolte de blé. Inutile donc de nous arrêter plus longtemps sur ce projet : faisons comme la Commission, rejetons-le. Mais, comme elle aussi, prenons en sérieuse considération le second projet, celui qui fut présenté par MM. le comte de Beaumont, d'Esterno, Gareau et autres².

1. L'idée de M. Dufey a été reprise en 1891 par M. Martinon, qui proposa la création de docks-greniers. (Rapport Chastenot, p. 8.)

2. Ce projet est développé longuement dans une brochure

Ce projet consiste à introduire dans la législation civile certaines dispositions destinées à favoriser le crédit à l'agriculture. Avec lui, nous sommes en plein dans notre sujet ; car, parmi les modifications qu'il apporte au Code civil, il en est une relative à l'article 2076, qui nous intéresse au premier chef. En effet, les auteurs du projet réunirent en cinq articles leurs propositions :

1° Déclarer meubles, contrairement à l'article 521 du Code Napoléon, les coupes de bois réglées ou non réglées, abattues ou sur pied, quels qu'en soient la nature, l'âge ou l'aménagement ;

2° Oter aux objets indiqués dans les articles 520, 521 et 524 du Code Napoléon, et qui sont meubles par nature, leur qualité d'immeubles par destination, lorsqu'ils sont engagés par leurs propriétaires en nantissement d'un capital prêté ou acheté des deniers d'un prêteur qui se les est fait donner en garantie ;

3° Punir des peines prévues par l'article 401 du Code pénal le détournement ou la vente par le cheptelier de tout ou partie d'un cheptel ;

4° Supprimer dans les articles 1811, 1819 et 1828 les dispositions qui portent atteinte à la

liberté des conventions en matière de cheptel ;

5° Créer, par exception à l'article 2076, la faculté de constituer un gage *sans déplacement*, laissé sous la garde et la responsabilité du débiteur, lorsqu'il s'agit de récoltes, de bestiaux, d'ustensiles et autres objets encombrants attachés à une exploitation rurale.

On le voit, ce cinquième article n'est que l'expression de l'idée du gage à domicile, qu'on retrouve à l'état d'embryon dans les travaux de la Commission de 1856. Ici, l'idée a pris corps ; elle est manifestée de telle sorte qu'elle peut recevoir sa réalisation pratique : c'est presque sous cette forme qu'elle va passer dans le projet de loi préparé d'après les résolutions adoptées par la Commission ; c'est presque sous cette forme que nous la retrouvons dans le troisième et dernier projet dont nous nous occuperons.

Ce projet est celui de M. Frémy, Gouverneur du Crédit Agricole, et de M. Delbard, Directeur du Comptoir Agricole de Seine-et-Marne ¹. Ces Messieurs signalaient, comme l'une des principales causes des entraves qui paralysent l'extension des prêts à l'agriculture, ce fait que les cultivateurs n'offrent pas au même degré que les commerçants les conditions de sécurité et d'exactitude que désire le capitaliste. Aussi la

1. *Enquête Agricole*, t. II, p. 800.

Banque de France hésitait-elle à prendre le papier de la culture, et le Crédit Agricole était-il obligé par là même de restreindre ses opérations.

Ils proposaient donc l'assimilation du cultivateur au commerçant, lui imposaient les mêmes charges, voulant l'amener par d'utiles réformes à changer ses habitudes et à inspirer confiance au prêteur dans son exactitude à remplir ses engagements. Ces réformes consistaient dans d'importantes modifications à la législation alors en vigueur, et en particulier dans la possibilité pour le cultivateur de constituer le gage à domicile. Nous pouvons résumer leurs propositions en six articles :

1° Abrogation de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt ;

2° Application au gage civil des facilités créées par la loi du 23 mai 1863 pour la constitution du gage commercial ;

3° Possibilité, en ce qui touche les récoltes, engrais, bestiaux et instruments garnissant la ferme ou l'exploitation agricole, de les donner en gage sans déplacement, au moyen d'une inscription au bureau des hypothèques ou de toute autre formalité semblable ;

4° Réduction du privilège du propriétaire aux fermages échus, à l'année courante et à une seule des années à courir.

5° Établissement d'un privilège pour les créances provenant de la livraison d'engrais, bestiaux et instruments ;

6° Juridiction commerciale pour toute personne ayant apposé sa signature sur un effet négociable.

Tel est le projet soumis à la commission par MM. Frémy et Delbard. Dès à présent, faisons à son sujet deux constatations :

1° La même idée, l'assimilation du cultivateur au commerçant, domine ce système, comme elle domine la proposition de loi ayant pour but la création et la négociation de warrants agricoles présentée par MM. Ernest Delaunay, Louis Brindeau, etc., en 1897. L'article 10, en effet, de cette proposition de loi est ainsi conçu : « Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 28 mai 1858, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles ci-dessus, seront applicables aux warrants agricoles. » Nous reviendrons sur cette idée en temps utile, c'est-à-dire quand nous étudierons la proposition de loi de M. Delaunay ¹.

2° Le projet de MM. Frémy et Delbard, comme d'ailleurs le système de MM. de Beaumont et d'Esterno, se différencie de la loi du 18 juillet 1898 sur deux points :

1. Séance du 13 mars 1897, Chambre, Annexe 2341.

α. — D'abord en permettant au cultivateur de donner en gage, non seulement les produits de son fonds (art. 1^{er}, loi du 18 juillet 1898), mais encore ses bestiaux, ses engrais, les instruments garnissant sa ferme ou son exploitation agricole. Nous verrons plus tard, lors de la discussion de la loi sur les Warrants Agricoles si, comme on l'a soutenu, MM. Frémy et Delbard ont été beaucoup trop loin : bornons-nous, pour l'instant, à la constatation de ce fait et aussi de cet autre, à savoir :

β. — Que la constitution du gage, dans le projet qui nous occupe, s'opère en principe au moyen d'une inscription au bureau des hypothèques, tandis que, d'après la loi du 18 juillet dernier, elle s'opère au moyen d'une inscription faite au Greffe de la Justice de paix. Ultérieurement, nous verrons lequel des deux systèmes il nous faut préférer.

Nous avons déjà dit que M. Josseau, député au Corps Législatif, et très expert en la matière qui nous occupe, fut nommé rapporteur de la Sous-Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la législation civile dans le but de favoriser le crédit agricole. S'inspirant des projets que nous venons de voir, il fit son rapport, rapport qu'il nous faut connaître ; car c'est là que cet homme éminent a vraiment mis au point les idées diverses soumises à la

discussion sur le gage sans déplacement ¹.

M. Josseau débute dans son rapport par des considérations sur le Crédit Agricole, considérations que nous avons vues dans la première partie de notre ouvrage, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Puis, après réfutation de quelques objections qu'il prévoit relativement au gage à domicile, il entre vraiment dans son sujet, et donne son opinion sur les six questions suivantes, en lesquelles il résume toute la discussion :

1° Sur quels objets le gage pourra-t-il être établi ?

2° Quelle sera la sanction de la fidélité du débiteur à la garde duquel les objets seront confiés ?

3° Quelle sera la forme du contrat ?

4° A quelles conditions donnera-t-il naissance à un privilège vis-à-vis des tiers ?

5° Quels seront le rang et l'étendue de ce privilège ?

6° En cas de non-paiement, quel sera le mode de réalisation du gage ?

Le gage pourra porter, non seulement sur les produits agricoles ou industriels provenant de l'exploitation ², mais encore sur les ustensils aratoires, sur les animaux et autres objets

1. *Enquête Agricole*, t. II, p. 806 et suivantes.

2. Comparer avec l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1898.

attachés au service du fonds, sur les choses qualifiées par la loi d'immeubles par nature parce qu'elles sont adhérentes au sol (article 520 et 521 C. c.), c'est-à-dire :

1° Sur les récoltes pendantes par branches et par racines, même avant les six semaines qui précèdent la maturité, c'est-à-dire avant l'époque où elles sont réputées meubles ¹ ;

2° Sur les coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies régulièrement aménagées, pourvu que ce soit dans l'année qui précède l'époque de l'abatage.

Mais, le gage étant ainsi laissé en la possession du débiteur, quelle garantie aura le créancier de sa bonne conservation ? M. Josseau, sur ce point, voulait qu'on n'ajoutât rien à la législation ordinaire : l'article 401 du Code Pénal lui paraissait garantir suffisamment les droits du créancier, en cas de détournement ou de destruction du gage. En cas de diminution des sûretés promises, la dette devenait immédiatement exigible ². Mais il reconnaissait au cultivateur le droit de vendre les objets mis en gage, pourvu que ce dernier en mît le prix à la disposition du créancier, ou qu'il les remplaçât par d'autres objets de même espèce ou d'égale valeur.

1. Article 626 du Code de Procédure.

2. Comparer avec l'art. 13 de la loi sur les Warrants Agricoles.

Quant à la forme du contrat de gage sans déplacement, elle était réglée par le nouvel article 2077, dont nous exposerons le texte quand nous transcrirons le projet de loi émané de la Commission. D'après ce nouvel article, le contrat ne peut donner naissance à un privilège vis-à-vis des tiers qu'autant que le gage est constaté par un acte public ou sous seing privé, ayant date certaine, et cela même lorsque la somme prêtée n'excède pas 150 fr. Mais ici, dira-t-on, il y a dérogation à l'article 2074? Évidemment, mais cette dérogation est nécessaire : « L'écrit et la date certaine nous paraissent nécessaires, dit M. Josseau ¹, lorsque la dation ou gage ne se manifeste pas par un fait extérieur, tel que la tradition. Autrement, il serait facile à un débiteur de favoriser un créancier au détriment des autres ». Les privilèges seront d'ailleurs exercés d'après l'ordre des dates.

A la nécessité d'un écrit ayant date certaine, faut-il joindre la publicité? Jugeant cette mesure utile à plusieurs points de vue, la Commission fit de sérieuses tentatives pour l'application de la publicité au gage sans déplacement. Était-il possible d'adopter le même mode de publicité que pour les créances hypothécaires? Effrayée par les frais, la Commission ne le pensa pas.

1. Rapport Josseau, p. 39.

Elle songea un instant¹ à n'exiger l'inscription par le Conservateur des hypothèques qu'au delà d'une certaine somme. C'était, elle le reconnut, rendre l'inscription illusoire : on aurait en effet divisé les prêts faits par un même créancier.

Après mûr examen, la Commission rejeta le système qui consistait à prescrire l'inscription du privilège, au chef-lieu de canton, sur un registre spécial tenu par le Receveur de l'enregistrement. Bref, comme mode de publicité, elle n'en adopta aucun. Pour parer au défaut de publicité, la Commission se borna, modifiant l'article 2059, à assimiler l'emprunteur au sté-lionataire, en cas de non-déclaration par lui des privilèges existants. Malgré l'habile défense que fit de ce système M. Josseau², nous verrons combien a été plus sage la loi du 18 juillet 1898 : on peut dire qu'en matière de publicité, elle a su heureusement concilier toutes les difficultés³.

Le privilège du gage sans tradition étant

1. « Lorsque le prêt sera supérieur à 500 fr., le privilège ne subsistera vis-à-vis des tiers qu'autant qu'il sera inscrit au bureau du Conservateur des hypothèques de l'arrondissement où est située l'exploitation agricole. Les formalités prescrites par les chapitres iv et v du titre xviii (Code Napoléon) sont applicables à l'inscription de ce privilège.

Toutefois, l'inscription ne conserve le privilège que pendant deux ans à compter du jour de sa date. » Cette proposition fut rayée du projet de loi. (*Enquête Agricole*, t. II, p. 813.)

2. Voir son rapport, p. 41 et 42.

3. Comparez avec les art. 3 et 5 de cette loi.

admis, il fallait en déterminer le rang. Sur ce point, il a paru juste à la Commission, le créancier n'étant pas nanti réellement, puisque le gage reste entre les mains du débiteur; de faire primer le privilège du créancier par celui du propriétaire; toutefois, la Commission réduisait ce dernier privilège aux loyers échus, à ceux de l'année courante et de l'année qui suit.

De plus, se basant sur ce fait que le vendeur introduit la chose dans le patrimoine du débiteur, la Commission pensa également que le privilège de celui-ci devait primer le privilège du créancier ¹. Dans le cas où les immeubles par destination donnés en gage mobilièrement auraient été, par description spéciale dans un contrat hypothécaire, engagés à la garantie d'une précédente créance, le droit du créancier gagiste ne peut préjudicier au droit acquis par le créancier hypothécaire. Mais, si l'hypothèque ne frappe les immeubles par destination que comme accessoires de la propriété grevée, et sans affectation spéciale, il devrait en être autrement: le débiteur, en effet, peut les aliéner librement; donc il doit pouvoir les donner en gage. Nous verrons d'ailleurs bientôt, dans l'exposé du projet de loi, comment la Commission, modifiant l'article 2102 du Code civil, en

1. Comparez avec l'art. 11 de la loi sur les Warrants Agricoles.

cas de préférence du créancier hypothécaire, permet au créancier gagiste d'exercer encore utilement son droit.

Nous arrivons maintenant à la sixième et dernière question : en cas de non-paiement, quel sera le mode de réalisation du gage? Maintenir les formalités de l'article 2078, la Commission ne pouvait y songer un instant : « Ne sont-elles pas inspirées, dit M. Josseau ¹, par un respect exagéré des droits du débiteur sur une chose qu'il a, en définitive, spécialement affectée à l'acquit de sa créance. Quelque opinion que l'on doive avoir à cet égard, si l'on veut attirer le capital vers les placements agricoles, il faut simplifier ces formalités. » Bref, prenant pour exemple la loi du 21 mai 1863 ², relative au gage commercial, la Commission adopta, pour le gage agricole, une disposition analogue, disposition qui forma un nouvel alinéa, inséré, comme nous allons le voir, dans l'article 2078 du Code civil ³.

Nous avons ainsi étudié brièvement, mais nous pouvons dire complètement, les travaux de la Commission de 1866 relatifs au gage à domicile. Ces travaux, la Commission les syn-

1. Voir son rapport, p. 43.

2. Art. 93 du Code de Commerce.

3. Une disposition analogue se trouve dans l'art. 10 de la loi sur les Warrants Agricoles.

thétisa dans un projet de loi, le premier vraiment complet sur la matière qui nous occupe. Aussi, de ce projet, nous voulons transcrire d'une manière intégrale, mais sans commentaires, tout ce qui est relatif au nantissement. Cela nous permettra de nous y reporter quand nous verrons la loi sur les warrants agricoles, et d'établir une discussion qui complétera notre étude, après comparaison avec les autres projets de loi qu'il nous reste à étudier.

Projet de loi tendant à favoriser le Crédit Agricole

Préparé d'après les résolutions adoptées par la Commission

ARTICLE 1^{er}

Les articles 2059, 2071, 2076, 2077, 2078, 2090, 2102, 1^o, alinéa 4, 2^o et 4^o du Code Napoléon, sont modifiés ainsi qu'il suit :

TITRE XVI

De la contrainte par corps en matière civile

ART. 2059

Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu :

« *Est considéré comme stellionataire celui qui a constitué un gage sur objets laissés en sa pos-*

session, ainsi qu'il est dit au second paragraphe de l'article 2076 ci-après :

« S'il s'abstient de déclarer les privilèges, hypothèques et autres droits réels existant sur lesdits objets au moment de la constitution du gage ;

« S'il fait un bail sans déclaration préalable au propriétaire de l'existence du nantissement ;

« S'il vend ou hypothèque l'immeuble auquel ils se rattachent par destination, sans avoir fait semblable déclaration à l'acquéreur ou au créancier. »

TITRE XVII

Du nantissement

ART. 2071

Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Il peut être donné par un tiers pour le débiteur. (Art. 2077 du Code Napoléon, transporté ici.)

ART. 2076

Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.

« Néanmoins, pour les ustensiles aratoires, les animaux de toute espèce et autres objets atta-

chès au service d'un fonds rural, même à titre d'immeubles par destination, les produits récoltés, les récoltes coupées ou pendantes par branches ou par racines, les coupes ordinaires de bois taillis et de futaies régulièrement aménagées, dans l'année qui précède l'époque de l'abatage, il peut être convenu que les objets resteront en la garde et possession, soit du propriétaire exploitant son fonds par lui-même, soit du fermier ou métayer qui les aura donnés en gage, suivant que lesdits objets appartiennent à l'un ou à l'autre, à charge par lui de pourvoir à leur entretien et à leur conservation.

« En cas de vente par le débiteur des objets ainsi engagés, il est tenu d'en mettre immédiatement le prix à la disposition de son créancier, ou de les remplacer par des objets d'égale valeur, lesquels seront de plein droit soumis à l'effet de la convention. »

ART. 2077.

« Le privilège constitué comme il est dit au dernier alinéa de l'article précédent ne subsiste, à l'égard des tiers, qu'autant qu'il est constaté par un acte public ou sous seing privé, ayant date certaine.

« Les créanciers exerceront leur privilège dans l'ordre des dates de leurs créances. »

ART. 2078

Le créancier ne peut, à défaut de payement, disposer du gage, sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en payement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

« Néanmoins, lorsque le gage est constitué sans déplacement, conformément au dernier alinéa de l'article 2076, le créancier peut, quinze jours après une mise en demeure et en vertu d'une ordonnance du Juge de Paix du domicile du débiteur contenant indication du jour et du lieu de la vente, faire procéder à l'adjudication des objets donnés en gage dans les formes établies pour les ventes de meubles. »

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus est nulle.

ART. 2090

Les dispositions de l'article 2083 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

N. B. *Le renvoi à l'article 2077 a dû être ici supprimé, par suite du report de sa disposition au deuxième alinéa de l'article 2071.*

TITRE XVIII

Des privilèges et hypothèques

ART. 2102

1° Quatrième alinéa.

Néanmoins les sommes dues pour les semences, pour les frais de la récolte de l'année, pour les engrais et amendements, sont payées sur le prix de ces ustensiles par préférence au propriétaire.

« A l'égard des sommes dues pour les engrais et amendements, le privilège du propriétaire conserve son premier rang pour les loyers ou fermages échus, ceux de l'année courante et ceux de l'année qui la suit, si, dans la quinzaine de l'avis qui lui a été donné, il a notifié son opposition au vendeur. »

2° La créance sur le gage dont le créancier est saisi :

« Si le gage est resté en la possession du débiteur, conformément au dernier alinéa de l'article 2076, le privilège du créancier ne peut s'exercer qu'après celui du propriétaire, tel qu'il est limité par le quatrième alinéa du n° 1 du présent article, après celui conféré au vendeur par le n° 4 et après les droits à la garantie desquels les immeubles par destination qui seraient ainsi donnés en gage,

auraient été spécialement et hypothécairement affectés à une époque antérieure.

« Dans ce dernier cas, les droits des créanciers antérieurs ne s'exercent sur la partie du prix applicable au gage qu'après épuisement de celle applicable au surplus du prix de l'immeuble vendu. »

4° Le prix de meubles non payés, même lorsqu'ils sont devenus immeubles par destination, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme.

ART. 3

« Les actes relatifs au gage constitué, avec ou sans déplacement, sur les objets désignés au deuxième alinéa de l'article 2076 du Code Napoléon, ne sont soumis qu'à la moitié des droits d'enregistrement perçus par les lois en vigueur.

« En cas de vente du gage à la requête du créancier, pour cause de non-paiement à l'échéance, le droit d'enregistrement de la vente est fixé à 10 centimes par 100 francs, et les émoluments des officiers ministériels chargés de la vente ne peuvent excéder ceux alloués en matière commerciale. »

ART. 4

« Les tiers porteurs d'effets négociables, créés pour règlements de fermages, frais de récoltes,

achats de semences, engrais, instruments et bestiaux, ou avances faites pour lesdites opérations, sont subrogés de plein droit dans le privilège assurant le payement desdites créances, à la condition que le libellé des effets ou des endossements mentionne le total de la créance dont fait partie l'effet négocié, sa date, la nature du privilège et de la garantie, la situation de l'exploitation.

« Les établissements publics de Crédit peuvent recevoir les effets ainsi libellés avec dispense d'une des signatures exigées par les statuts. »

ART. 5

« Les indemnités dues par les Compagnies d'Assurances contre l'incendie, la grêle, la gelée, la mortalité des bestiaux et autres risques agricoles, ainsi que les prix encore dus par les acquéreurs d'objets engagés, sont attribués de plein droit, et nonobstant toute cession, aux créanciers privilégiés dans l'ordre de leurs privilèges respectifs.

« Néanmoins, les payements faits de bonne foi avant toute opposition ou déclaration desdits créanciers sont valables. »

Ce projet de loi fut présenté à la discussion de la Commission Supérieure le 22 avril 1869. Vivement attaqué par M. Suin, le très distingué Président de la Commission de 1856, par MM. du Miral, Migneret, rapporteurs d'autres projets

de loi, il fut non moins vaillamment défendu par M. Josseau. Inutile de nous appesantir sur cette discussion ¹ : elle n'aboutit pas. Le 8 juillet 1869, le rapport de la Sous-Commission revint en discussion : les conclusions tendant au rejet des premiers projets furent admises sans aucun débat ; puis l'ordre du jour appela celles relatives au rapport et au projet de loi de M. Josseau. Après une discussion fort vive, la Commission Supérieure de l'Enquête Agricole rejeta ce projet de loi en déclarant : « que le gouvernement devait laisser à l'industrie privée le soin de créer les institutions de crédit agricole, et que celles-ci n'avaient à attendre pour leur fonctionnement aucune dérogation aux règles du droit commun ². »

Le travail de M. Josseau fut renvoyé au Conseil d'État ; jamais il ne franchit le seuil de l'Assemblée Législative ³.

1. Séance du 22 avril 1869. On trouvera le compte rendu sténographique de la discussion dans « l'Enquête Agricole », p. 867 à 901.

2. P. 149 et 150 du 3^e volume des *Documents Généraux de l'Enquête Agricole*.

3. Le Conseil d'État n'a jamais rendu d'avis sur le projet de loi dont M. Josseau avait été le rédacteur, parce que les événements de 1870 interrompirent au sein de cette Assemblée l'examen de cette proposition, qui fut ainsi abandonnée. Mais il résulte d'une déclaration faite par M. de Boureuille, Conseiller d'État, au cours de l'Enquête Agricole, dans la séance du 8 juillet 1869, que le Conseil d'État n'aurait pas accepté le système de la Commission et n'en aurait retenu que les dispositions relatives à la modification de l'article 2102 du Code Civil. On lit en effet, dans le 3^e volume des *Documents généraux de l'Enquête Agricole*, p. 141 :

M. de Boureuille : « Le Conseil d'État n'a pas accepté le système

De 1870 à 1879

MM. Josseau et d'Esterno ne perdirent pas courage. Ils en appelèrent du jugement de la Commission Supérieure devant la Société des Agriculteurs de France ¹. Sur leurs instances et après un long débat, la Société conclut par le vœu suivant :

1° Que les peines prévues par l'article 408 C. P. soient appliquées au détournement du gage ;

2° ;

3° ;

4°² ;

5° Qu'il soit permis d'engager mobilièrement les fruits et récoltes pendantes par racines et les bois taillis ou futaies ;

6° ;

Les stipulations ci-dessus laissent subsister dans son intégralité le privilège du propriétaire.

dont M. Josseau était rapporteur ; seulement il a introduit dans l'article 2102 une disposition pour faire payer, non pas seulement le vendeur de semences de préférence au propriétaire, mais également le vendeur d'engrais et d'amendements sur les produits de l'année courante..... »

Voyez d'autre part : Note sur le *Crédit Agricole Mobilier*, p. 21.

1. Session de 1870, séance du 29 janvier.

2. Les art. 2, 3, 4, 6, sont étrangers au sujet que nous traitons.

Après 1870, M. d'Esterno fit de nouvelles démarches auprès des divers Ministres qui ont dirigé le Département de l'Agriculture ; mais, chaque fois, le Ministre, se fondant sur les décisions du Conseil d'État et de la Commission Supérieure de l'Enquête Agricole, déclarait qu'il ne pouvait donner suite au rapport de la Commission de 1866 ¹.

Sur la demande de M. d'Esterno, en 1874, la Société des Agriculteurs de France déclara en termes généraux « qu'elle renouvelait les vœux qu'elle avait émis en 1868 et 1870 ».

En 1878, sur l'initiative de cette Société, un Congrès International s'ouvrit à Paris, lors de l'Exposition Universelle. M. Josseau souleva de nouveau la question du gage sans déplacement ; mais le Congrès se sépara sans avoir formulé une opinion. ²

Commission de 1879

L'année suivante, le Gouvernement nomma une Commission ³ chargée de faire une nouvelle enquête, et de rédiger un nouveau projet. Pour

1. Note sur le Crédit Agricole Mobilier, juillet 1880, p. 25.

2. JOSSEAU, *Du Crédit Foncier*, p. 407.

3. Arrêté Ministériel des 21 et 24 novembre 1878.

éclairer les travaux de la Commission, le Ministre prescrivit une enquête auprès des Conseils Généraux, et demanda, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Étrangères, à nos représentants à l'Étranger, des renseignements sur les institutions fondées dans les autres pays, en vue de faciliter aux cultivateurs l'accès du Crédit Mobilier ¹. En possession des vœux des Conseils Généraux, ayant reçu les réponses de nos Consuls, la Commission se divisa en deux Sous-Commissions; la première, dite *de législation*, étudia les diverses modifications utiles à apporter à nos Codes, afin de faciliter aux agriculteurs l'accès des capitaux. La seconde, dite *des voies et moyens*, dut rechercher, soit dans les systèmes proposés, soit en dehors de ces systèmes, les moyens de faciliter les opérations financières qui permettraient de donner à la question une solution pratique. De celle-ci nous n'avons rien à dire; seules, les conclusions de la première Sous-Commission nous intéressent, car elles sont en grande partie relatives au gage à domicile.

Ces conclusions, M. Mauguin, rapporteur de la Sous-Commission, les réunit dans le rapport

1. Les vœux de nos Conseils Généraux, les renseignements sur les institutions étrangères, ont été condensés, sur l'ordre du Ministre de l'Agriculture, en une « Note sur le Crédit Agricole Mobilier, juillet 1880 ». On y trouvera également les divers systèmes proposés à la Commission, p. 27 à 65.

qu'il présenta à la Commission Supérieure¹.

1. Voir : Suite à la Note sur le Crédit Agricole, août 1881, rapport présenté à la Commission du Crédit Agricole Mobilier, au nom de la première Sous-Commission, sur les questions de législation autres que celles du bail à cheptel, par M. Mauguin, secrétaire et rapporteur, p. 46 à 65. — Voici d'ailleurs le texte du projet de loi présenté à la Commission du Crédit Agricole par la Sous-Commission, dite de Législation ; ce projet de loi n'est que le résumé du rapport de M. Mauguin.

Texte du projet de loi sur les questions de législation

*Présenté à la Commission du Crédit Agricole par la première
Sous-Commission, dite de Législation*

ARTICLE PREMIER

Le privilège de l'article 2102-2° du Code Civil existe, indépendamment de la mise en possession du créancier gagiste, quand le gage a pour objet une récolte encore pendante, des produits récoltés, des coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies régulièrement aménagées dans l'année qui précède celle de l'abatage, des ustensiles agricoles, des animaux et, en général, tous autres objets attachés au service d'un fonds rural. (*Dérogation à l'article 2076 et à l'article 524 du Code civil.*)

ARTICLE 2

Dans ce cas, le privilège n'est opposable aux tiers qu'à partir du jour où l'acte de constitution de gage a été transcrit, sur un registre spécial, au bureau du receveur de l'enregistrement dans la circonscription duquel est situé l'immeuble auquel se rattachent les objets donnés en gage.

A défaut de bureau d'enregistrement dans le canton, la transcription est faite au greffe de la Justice de Paix.

ARTICLE 3

L'écrit exigé par l'article 2074 du Code Civil peut être remplacé par une déclaration verbale faite par les deux parties.

Cette déclaration devra être portée immédiatement sur le registre des transcriptions, et contenir toutes les mentions prescrites par l'article 2074 du Code civil.

Dans tous les cas, l'emprunteur sera interpellé sur la situation des objets engagés. Mention sera faite de la réponse.

La transcription sera soumise au droit fixe d'enregistrement de 2 francs.

ARTICLE 4

Lorsqu'il s'agit de récoltes pendantes, si le débiteur néglige de faire en temps utile sa récolte ou l'une des opérations qui la constituent, le créancier peut, après une mise en demeure et sur simple ordonnance du Juge de Paix du canton, être autorisé à effectuer ladite récolte au lieu et place du débiteur négligent. Il avance les frais nécessaires, lesquels lui sont remboursés en addition au principal de la créance et par privilège sur la récolte ou son produit.

ARTICLE 5

A défaut de payement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une signification faite au débiteur, faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage sans déplacement, dans les formes prescrites par les articles 617 et suivants du Code de Procédure Civile. (*Dérogation à l'article 2078 du Code Civil et aux articles 583 à 617 du Code de Procédure Civile*)

ARTICLE 6

Le créancier gagiste est réputé saisi du gage à partir de la transcription. En conséquence, son privilège a, à l'égard des autres privilèges mobiliers établis, soit par les articles 2101 et 2102 du Code civil, soit par des lois spéciales, le même rang que s'il avait été mis réellement en possession.

ARTICLE 7

Le privilège du bailleur d'un fonds rural ne peut être exercé à l'encontre du créancier gagiste, même quand le bail a acquis date certaine, que pour les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'expiration de l'année courante, ainsi que pour tout ce qui concerne l'exécution du bail. (*Dérogation à l'article 2102-1^o du Code Civil.*)

Les dispositions de l'article 2 de la loi du 12 février 1872 seront applicables.

ARTICLE 8

En cas de conflit avec des créanciers hypothécaires, le privilège du créancier gagiste ne prend rang qu'après les hypothèques grevant l'immeuble qui ont été inscrites antérieurement à la transcription du contrat de gage, ou dont le rang est fixé par la loi à une date antérieure.

Cependant, les créanciers hypothécaires antérieurs ne peuvent exercer leur droit de préférence sur la portion du prix représentant les objets engagés sans déplacement qu'autant que la portion du prix correspondant à la valeur du fonds serait insuffisante.

ARTICLE 9

Les privilèges des créanciers gagistes dont les titres auront été transcrits le même jour, viennent en concurrence, nonobstant la différence des heures de transcriptions.

Il en est de même des hypothèques inscrites dans la journée pendant laquelle ces transcriptions ont été opérées.

ARTICLE 10

Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans l'ordre de leur classement, sur les indemnités dues par les Compagnies d'Assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques agricoles.

ARTICLE 11

Le créancier gagiste ne peut, en aucun cas, exercer son privilège au préjudice du tiers acheteur qui a été mis en possession des objets engagés. Il conserve seulement son droit de préférence sur le prix de la vente.

ARTICLE 12

L'article 408 du Code Pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre représentant du propriétaire, à tout fermier, colon ou métayer qui aura détourné ou dissipé, en tout ou en partie, les objets engagés au préjudice du créancier gagiste, ainsi qu'à tout emprunteur qui aura frauduleusement présenté comme libres des objets déjà engagés.

L'article 463 du Code Pénal pourra être appliqué aux délits prévus par le présent article.

ARTICLE 13

Les Tribunaux de commerce connaîtront des actions exercées contre tout propriétaire d'un fonds rural, tout fermier, colon ou métayer qui aura apposé sa signature sur un billet à ordre ou un chèque, ou même un billet simple, quand son obligation aura pour cause une opération agricole, ainsi que des actions en règlement de comptes courants ouverts à son profit dans un établissement de banque ou de commerce. (*Dérogation à l'article 636 du Code de Commerce.*)

Les billets à ordre et les chèques souscrits par l'une de ces personnes seront censés faits pour les besoins de l'agriculture.

Outre ce projet de loi, la première Sous-Commission propose d'émettre le vœu suivant :

« Que la loi du 3 septembre 1807, sur le taux de l'intérêt légal, soit abrogée. »

Le Rapporteur,
CH. MAUGUIN.

C'est ce rapport, ainsi que le projet de loi qui y fut annexé, qui servirent de base à la discussion générale ¹.

Devait-on donner aux articles 2076 et 2077 une rédaction nouvelle permettant de créer le nantissement sans déplacement ni tradition du gage? Longtemps, la Commission hésita; car c'était accepter un principe contraire à l'essence du contrat pignoratif : « On ne saurait convenir que le nantissement est de sa nature un contrat réel, c'est-à-dire un contrat qui, outre le consentement des parties, exige la tradition de la chose; et cette exigence résulte de ce que le débiteur n'offre pas, par lui-même, les garanties jugées suffisantes pour assurer le remboursement de la dette qu'il a contractée. Or, si le nantissement est fait sans tradition du gage, il subit une altération radicale, puisque la garantie résultant de la remise des objets disparaît en ne laissant subsister que cette garantie personnelle du débiteur, contre laquelle le créancier avait jugé nécessaire de prendre ses précautions ² ». Tel était l'avis du rapporteur général, M. Bozérian; mais la Commission, voulant

1. Consulter le rapport général présenté à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au nom de la Commission du Crédit Agricole Mobilier, par M. J. Bozérian, Président et Rapporteur général de cette Commission, p. 12 à 19. (Suite à la Note sur le Crédit Agricole Mobilier.)

2. Rapport Bozérian, p. 12.

venir en aide à l'agriculture, prenant d'ailleurs en considération les vœux émis par la Société des Agriculteurs de France en 1870 et 1874, admit le principe posé par la première Sous-Commission ; pour la seconde fois, la règle du nantissement sans tradition était reconnue par une Commission Supérieure.

Passant aux applications, la Commission admit que le nantissement pourrait porter sur les récoltes pendantes, sur les produits récoltés et sur les coupes de bois dans l'année qui précède l'abatage. Allant moins loin que la Sous-Commission, elle admit que le privilège attaché au nantissement sans tradition du gage pourrait être étendu aux ustensiles agricoles et aux animaux, mais dans le cas seulement où ceux-ci appartiendraient à un fermier, à un colon ou à un métayer. Dans les mains de ces derniers, en effet, les ustensiles agricoles et les animaux ne sont plus que des meubles dont l'engagement est toujours possible, sous la réserve, bien entendu, des droits du propriétaire ¹. Aux mains des agriculteurs propriétaires, ces ustensiles et animaux constituent des immeubles par destination. Donc, dans le cas où la propriété serait hypothéquée, soit avant, soit après le contrat de nantissement, il pour-

1. Suite à la note sur le Crédit Agricole Mobilier, p. 15.

rait s'élever entre les divers créanciers des conflits qui donneraient lieu à de nombreux litiges. De plus, en cas d'exécution du gage, il faudrait signifier la saisie aux créanciers hypothécaires, comme il faudrait encore recourir à une purge légale pour éviter les conséquences des poursuites, dans le cas, toujours incertain, où il existerait des hypothèques occultes.

Ayant admis le privilège, ayant déterminé les objets sur lesquels il devait porter, la Commission devait se demander par quels moyens de publicité les tiers intéressés pourraient se renseigner. A la transcription de l'acte constitutif du gage faite par le greffier de la Justice de Paix, elle a préféré la transcription faite sur un registre spécial, tenu par le Receveur de l'Enregistrement. On peut se demander pourquoi, d'autant qu'un certain nombre de nos cantons sont privés de bureau d'Enregistrement, ce qui obligeait les contractants à faire de longs déplacements, et lésait les intérêts des tiers en favorisant les fraudes. Malgré ces objections présentées par un membre de la Sous-Commission, la Commission Supérieure pensa que, pour accomplir la formalité de la transcription, le Receveur de l'Enregistrement « était plus compétent que le Greffier de la Justice de Paix ¹. »

1. Suite à la Note sur le Crédit Agricole Mobilier, p. 49.

D'ailleurs, en matière de transcription, la Commission Supérieure se montra beaucoup plus large que sa devancière : elle admit que les parties auraient le droit de se borner à faire au Receveur de l'Enregistrement une déclaration verbale, pourvu toutefois, dans ce dernier cas, que les parties comparussent simultanément.

Sans doute, en émettant ce vote, la Commission a voulu simplifier les formes de la convention, et réduire les frais dans les plus faibles proportions. D'ailleurs, la déclaration devait être immédiatement portée sur le registre des transcriptions, ouvert à tous, comme celui des hypothèques.

La transcription admise, il fallait déterminer pendant combien de temps elle conserverait son effet ; il fallait fixer le délai de la péremption : pour cet objet, on proposa d'adopter une durée de cinq années, mais la majorité jugea qu'un délai de deux ans serait suffisant¹, et cela par les motifs suivants : d'abord, pour l'engagement des récoltes pendantes, des produits récoltés et des coupes de bois, l'opération sera nécessairement liquidée dans ce laps de temps. D'autre part, s'il s'agit de matériel agricole ou d'animaux, on peut toujours renouveler l'acte de prêt et la transcription.

1. Suite à la Note sur le Crédit Agricole, p. 16.

Arrivée à cette phase de la discussion, la Commission Supérieure devait tout naturellement penser à résoudre la question de la responsabilité du Receveur, en cas d'une erreur volontaire ou involontaire qu'il pourrait commettre dans la délivrance des états. Ce fut alors que tous les membres de la Commission reconnurent que, dans tous les cas, le Receveur devait être responsable de ses erreurs. Elle admit que son erreur, volontaire ou involontaire, ne pouvait préjudicier au créancier dont le titre aurait été régulièrement transcrit avant la délivrance de l'état; en un mot, elle établit une analogie complète entre la transcription mobilière et l'inscription hypothécaire.

Passant alors à un autre ordre d'idées, la Commission étudia le cas où le débiteur négligerait de faire en temps utile la récolte qu'il a engagée ¹; elle maintint la rédaction proposée par la Sous-Commission, en supprimant toutefois les mots « ou l'une des opérations qui la constituent » ²; elle craignit que ces expressions ne donnent lieu à des litiges que les juges ne pourraient pas trancher facilement à raison de la diversité des modes de culture. D'ailleurs, n'est-il pas improbable qu'un agriculteur auquel

1. Voir la loi du 24 juin 1874.

2. Voir le texte du projet de loi présenté par la Sous-Commission, texte donné en note, art. 4.

on n'a prêté qu'une somme représentant la moitié de sa récolte (nous prenons le cas ordinaire), sacrifie volontairement l'autre moitié, dont le profit lui reste, dans le but d'occasionner une perte à son créancier?

Mais où la Commission Supérieure se sépara nettement de la Sous-Commission, c'est lorsqu'elle refusa d'admettre qu'un emprunteur qui aurait fait un premier engagement sans tradition du gage, pût en faire un second, en remettant au nouveau créancier les objets précédemment donnés en nantissement sans déplacement ¹.

Sagement, elle a pensé que cette disposition pourrait devenir l'occasion de fraudes nombreuses, et, par la disposition qu'elle-même a adoptée, elle a respecté les droits de tous les créanciers ².

Restait une grosse question à examiner. Parmi les divers créanciers qui peuvent se trouver en conflit, par suite de l'application du nantissement sans tradition du gage, se trouve en première ligne le propriétaire, lorsque le débiteur est un fermier.

Le principe de la proposition adoptée par la Sous-Commission ³ fut maintenu par la Commis-

1. Suite à la Note sur le *Crédit Agricole*, p. 17 et 18.

2. Art. 10 du projet de loi présenté par la Commission Supérieure.

3. Art. 7 du projet de la Sous-Commission. Consulter, pour la

sion, mais le texte en fut heureusement modifié¹. « La Commission a pensé, dit M. Bozérien dans son rapport ², qu'il était juste d'appliquer au fermier tombé en déconfiture la disposition relative au commerçant déclaré en faillite, puisque leur situation est la même ; qu'il convenait de ne point aggraver outre mesure les pertes qui atteignent les créanciers et les débiteurs malheureux ; qu'enfin il serait injuste que, dans un désastre commun à plusieurs personnes, l'une d'elles, non seulement ne subît aucune perte, mais encore pût réaliser un bénéfice au détriment des autres intéressés. Tels sont les motifs qui ont déterminé le vote de l'article 13 du projet. »

Voilà les seules modifications que la Commission Supérieure crut devoir apporter au projet de loi préparé par les soins de la Sous-Commission. Les articles 11 à 18 du projet de loi de la Commission Supérieure ont été, en effet, votés conformément au texte présenté par la Sous-Commission : il suffit de comparer les deux projets de loi pour s'en convaincre ; et,

discussion, le rapport de M. Mauguin, rapporteur de la Sous-Commission, p. 51 à 55.

1. Art 13 du projet de la Commission Supérieure : la restriction apportée par cet article au privilège du propriétaire a été empruntée à l'article 2 de la loi du 12 février 1872, ainsi qu'au projet de la Commission de 1866, comme on peut s'en rendre compte en se reportant à ce dernier projet.

2. Rapport Bozérien à la Commission Supérieure, p. 19.

pour expliquer les très légères modifications qu'on peut trouver lors de l'examen, on peut penser que la Commission Supérieure a voulu seulement établir une concordance plus exacte entre les différentes dispositions.

D'ailleurs, voici la proposition relative au nantissement, telle qu'on la trouve dans les conclusions définitives de la Commission Supérieure ¹ :

PROPOSITION RELATIVE AU NANTISSEMENT

ARTICLE 1^{er}

Le privilège de l'article 2102-2^o du Code civil existe, indépendamment de la mise en possession du créancier gagiste, quand le gage a pour objet une récolte encore pendante, des produits récoltés, des coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies régulièrement aménagées dans l'année qui précède celle de l'abatage, des ustensiles agricoles et des animaux, mais seulement lorsque ces ustensiles et animaux ont été attachés au fonds rural par un fermier, colon ou métayer ².

1. Suite à la Note sur le Crédit Agricole Mobilier, p. 29, 30, 31, 32.

2. Dérogation à l'article 2076 du Code Civil.

ARTICLE 2.

Dans ce cas, le privilège n'est opposable aux tiers qu'à partir du jour où l'acte de constitution de gage a été transcrit, sur un registre spécial, au bureau du Receveur de l'Enregistrement dans la circonscription duquel est situé l'immeuble auquel se rattachent les objets donnés en gage.

ARTICLE 3

A défaut d'écrit, le gage est valablement constitué par une déclaration verbale faite par les deux parties devant le Receveur.

Cette déclaration doit être portée immédiatement sur le registre des transcriptions.

ARTICLE 4

L'acte de constitution de gage ou la déclaration verbale doivent contenir, outre les mentions prescrites par l'article 2074 du Code Civil, l'indication de l'immeuble auquel les objets donnés en gage sont attachés.

ARTICLE 5

L'emprunteur, sur l'interpellation du Receveur, doit déclarer si l'objet offert en garantie est déjà engagé.

Mention est faite de l'interpellation et de la réponse.

Il en est donné lecture aux parties.

ARTICLE 6

La transcription conserve le privilège pendant deux ans, à partir du jour de sa date.

Son effet cesse de plein droit à l'expiration de ce délai, si elle n'a pas été renouvelée.

ARTICLE 7

Le Receveur de l'Enregistrement, lorsqu'il en est requis, délivre, sous sa responsabilité, l'état spécial ou général des transcriptions.

L'omission d'une transcription dans l'état délivré par le Receveur ne peut préjudicier au créancier omis.

ARTICLE 8

L'enregistrement et la transcription de l'acte ou de la déclaration sont soumis à un droit fixe de deux francs.

Le renouvellement est soumis à un droit fixe de un franc.

Les salaires du Receveur de l'Enregistrement seront déterminés par un règlement d'administration publique.

ARTICLE 9

Lorsqu'il s'agit de récoltes pendantes, si le débiteur néglige de faire en temps utile sa récolte, le créancier peut, après une mise en demeure, et sur simple ordonnance du Juge de Paix du canton, être autorisé à effectuer ladite récolte au lieu et place du débiteur. Il avance les frais nécessaires, lesquels lui sont remboursés par privilège sur la récolte ou son produit.

ARTICLE 10

Le débiteur ne peut, sans le consentement du créancier, engager avec déplacement des objets engagés sans déplacement.

ARTICLE 11

A défaut de paiement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une signification faite au débiteur, faire procéder à la vente publique des objets qui lui ont été donnés en gage sans déplacement, dans les formes prescrites par les articles 617 et suivants du Code de Procédure Civile ¹.

Toute clause qui autoriserait le créancier à

1. Dérogation à l'article 2073 du Code Civil et aux articles 583 et 616 du Code de Procédure Civile.

s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus prescrites est nulle.

ARTICLE 12

Le créancier gagiste est réputé saisi du gage à partir de la transcription. En conséquence, le privilège, à l'égard des autres privilèges mobiliers établis, soit par les articles 2101 et 2102 du Code Civil, soit par des lois spéciales, a le même rang que si le créancier avait été mis réellement en possession.

ARTICLE 13

Le privilège du bailleur d'un fonds rural ne peut être exercé à l'encontre du créancier gagiste, même quand le bail a acquis date certaine, que pour les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'expiration de l'année courante, ainsi que pour tout ce qui concerne l'exécution du bail ¹.

La disposition contenue dans le paragraphe précédent ne s'applique pas aux baux ayant acquis date certaine avant la promulgation de la présente loi.

Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a un privilège pour tout ce qui est échu

1. Dérogation à l'article 2102-1° du Code Civil.

et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra s'en prévaloir sur les objets donnés en gage dans les conditions déterminées par la présente loi, si les autres biens suffisent pour le désintéresser.

ARTICLE 14

Lorsque le propriétaire a engagé une récolte pendante, et que les fruits sont immobilisés en vertu des articles 2176 du Code Civil et 682 du Code de Procédure Civile, le privilège du créancier gagiste ne prend rang qu'après les hypothèques qui ont été inscrites antérieurement à la transcription du contrat de gage ou dont le rang est fixé par la loi à une date antérieure.

Cependant, les créanciers hypothécaires antérieurs ne peuvent exercer leur droit de préférence sur la portion du prix représentant la récolte qu'autant que la portion du prix correspondant à la valeur de l'immeuble est insuffisante.

ARTICLE 15

Les privilèges des créanciers gagistes dont les titres auront été transcrits le même jour, viennent en concurrence, nonobstant la différence des heures des transcriptions.

Il en est de même des hypothèques inscrites dans la journée pendant laquelle ces transcriptions ont été opérées.

ARTICLE 16

Tous les privilèges mobiliers s'exercent, dans l'ordre de leur classement, sur les indemnités dues par les Compagnies d'Assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques agricoles.

ARTICLE 17

Le créancier gagiste ne peut, en aucun cas, exercer son privilège au préjudice du tiers acheteur qui a été mis en possession des objets engagés. Il conserve seulement son droit de préférence sur le prix de la vente.

ARTICLE 18

L'article 408 du Code Pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre représentant du propriétaire, à tout fermier, colon ou métayer qui aura frauduleusement déplacé, détourné ou dissipé, en tout ou en partie, les objets engagés au préjudice du créancier gagiste, ainsi qu'à tout emprunteur qui aura frauduleusement présenté comme libres des objets déjà engagés.

L'article 463 du Code Pénal pourra être appliqué aux délits prévus par le présent article.

Avant de saisir le Parlement de ce projet, le Ministre de l'Agriculture dut le communiquer aux Ministres de la Justice et des Finances, parce que le texte des résolutions adoptées touchait à des questions relevant directement de la compétence du Département confié à ces deux Ministres. Des observations furent apportées, qui ont déterminé des changements assez sensibles au texte primitif ; et, ainsi modifié, le projet de loi de la Commission Supérieure fut déposé au Sénat dans la séance du 20 juillet 1882, par deux Ministres bien connus, MM. de Mahy et Léon Say ¹.

Les modifications apportées par le projet du Gouvernement sont les suivantes :

1° Les observations faites par le Ministre des Finances ² amenèrent le remplacement des dispositions contenues dans l'article 2 de la proposition par celles inscrites dans l'article 5 du projet de loi, et qui substituent aux Receveurs de l'Enregistrement les Conservateurs des Hypothèques : « L'aptitude de ces agents, dit le Ministre, en résumant ses observations, est manifeste, et ils rempliraient cette nouvelle mission avec une exactitude et une régularité qu'on

1. N° 407. Sénat, Session 1882. (Annexe au procès-verbal de la séance du 20 juillet.)

2. L'avis motivé du Ministre des Finances est relaté entièrement aux pages 7, 8, 9 et 10 de la susdite annexe. (Exposé des motifs du présent projet de loi.)

ne pourrait attendre au même degré de la part des Receveurs de l'Enregistrement. En outre, le cautionnement fourni par les Conservateurs procurerait au public des garanties de beaucoup supérieures à celles que présenteraient les cautionnements spéciaux à exiger des Receveurs de l'Enregistrement. »

Une modification en entraîne une autre : c'est ce qui arriva. La rédaction de l'article 7 de la proposition de la Commission passa sous une forme nouvelle dans le projet de loi du Gouvernement¹. « Le contrat constitutif du gage sera transcrit au bureau de la situation des immeubles auxquels se rapportent les objets donnés en nantissement, et cette même mention donnera lieu aux mêmes mentions, sur le répertoire et sur la table de ce répertoire, que les actes translatifs de propriété. Les conservateurs des hypothèques auront ainsi, à l'égard de ces transcriptions nouvelles, des droits et des devoirs analogues à ceux qui sont édictés par le droit commun au sujet des transcriptions anciennes de cette nature². » C'est d'ailleurs avec regret que cette modification fut acceptée par l'Administration de l'Agriculture, car elle contenait le germe de formalités qui auraient entraîné la

1. Art 7 du projet du Gouvernement.

2. Observations du Ministre des Finances, Sénat, 1882, n° 407, p. 11.

perception de droits fiscaux devant peser lourdement sur les opérations de crédit, qu'on aurait dû au contraire faciliter, en les réduisant aux moindres frais possible ¹.

Une troisième modification fut demandée et obtenue par le Ministre des Finances: les Juges de Paix, assistés des greffiers, furent, au cas de constitution du gage par déclaration verbale, substitués aux Conservateurs des hypothèques ². Ce faisant, le Ministre était logique avec lui-même ; il faut, en effet, que le fonctionnaire chargé de recevoir une telle déclaration soit en état, sinon d'apprécier la capacité entière des déclarants, du moins de constater leur identité: sans cela, les déclarations seraient l'objet de continuels désaveux. Or, une telle chose est impossible de la part des Conservateurs. Toutefois, le Ministre eût dû songer qu'une telle mesure déterminait un accroissement de frais pour l'opération. Mieux eût valu adopter le système de la loi du 18 juillet 1898 ³ : personne n'y songea.

Enfin, le Ministre de la Justice présenta, lui aussi, une observation : l'article 17 du projet de loi reconnaît expressément au créancier gagiste un droit de préférence sur le prix des objets

1. Id., p. 12.

2. Art. 2 du projet de loi.

3. Art. 3, loi du 18 juillet 1898.

engagés dont un tiers acheteur aurait été mis en possession. Sur l'avis du Ministre, il fut mentionné expressément que le prêteur aurait le droit de saisir et arrêter entre les mains de l'acheteur le prix des objets engagés ¹. Remarquons qu'en pratique, cette disposition additionnelle pouvait avoir rarement un effet utile : les denrées agricoles et les animaux attachés à une exploitation ne sont-ils pas, en effet, toujours vendus au comptant ?

Tel est, brièvement exposé, le projet de loi que le Gouvernement soumit à la discussion du Sénat. Il nous reste maintenant à en faire connaître le texte.

PROJET DE LOI SUR L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER

TITRE PREMIER

Du Nantissement

ARTICLE 1^{er}

Le privilège de l'article 2102-2° du Code Civil existe, indépendamment de la mise en possession du créancier gagiste quand le gage a pour

1. Art. 17 du projet de loi.

objet : une récolte encore pendante, des produits récoltés, des coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies régulièrement aménagées dans l'année qui précède celle de l'abatage, des ustensiles agricoles ou des animaux, mais seulement lorsque ces ustensiles ou animaux ont été attachés au fonds rural par un fermier, colon ou métayer.

ARTICLE 2

A défaut d'écrit, le gage est valablement constitué par une déclaration verbale faite par les deux parties, et reçue par le Juge de Paix du canton où réside l'emprunteur.

Le Juge de Paix doit toujours être assisté de son greffier, lequel porte immédiatement la déclaration sur un registre spécial.

ARTICLE 3

L'acte de constitution du gage ou la déclaration verbale doivent contenir, outre les mentions prescrites par l'article 2074 du Code Civil, l'indication de l'immeuble auquel les objets donnés en gage sont attachés.

ARTICLE 4

L'emprunteur, sur l'interpellation du Juge de Paix, doit déclarer si l'objet offert en garantie est déjà engagé.

Mention est faite de l'interpellation et de la réponse.

Il en est donné lecture aux parties.

ARTICLE 5

Dans le cas prévu par l'article 1^{er}, le privilège n'est opposable aux tiers qu'à partir du jour où l'acte de constitution du gage ou l'expédition de la déclaration verbale devant remplacer l'écrit, a été transcrit sur un registre spécial par le Conservateur des hypothèques de l'arrondissement dans lequel est situé l'immeuble auquel se rattachent les objets donnés en gage.

ARTICLE 6

La transcription conserve le privilège pendant deux ans à partir du jour de sa date.

Son effet cesse de plein droit à l'expiration de ce délai, si elle n'a pas été renouvelée.

ARTICLE 7

Les dispositions du Code civil relativement à la publicité des registres et à la responsabilité des Conservateurs, ainsi qu'aux radiations et autres formalités, sont applicables aux transcriptions faites en exécution de la présente loi.

ARTICLE 8

L'acte exclusivement relatif à la constitution du gage est enregistré provisoirement moyennant le droit fixe de trois francs.

Les droits ordinaires deviennent exigibles dès qu'il est fait usage de l'acte en justice ou dans un acte public.

La transcription de l'acte constitutif du gage ou de la déclaration verbale est faite au droit fixe de un franc.

Le renouvellement de la transcription est soumis au même droit fixe de un franc.

Le prix de la vacation du Juge de Paix pour la déclaration verbale, ainsi que le salaire du greffier du Juge de Paix et celui du Conservateur des hypothèques seront déterminés par un règlement d'administration publique.

ARTICLE 9

Lorsqu'il s'agit des récoltes pendantes, si le débiteur néglige de faire en temps utile sa récolte, le créancier peut, après une mise en demeure et sur simple ordonnance du Juge de Paix du canton, être autorisé à effectuer ladite récolte au lieu et place du débiteur. Il avance les frais nécessaires, lesquels lui sont rem-

boursés par privilège sur la récolte ou son produit.

ARTICLE 10

Le débiteur ne peut, sans le consentement du créancier, engager avec déplacement des objets engagés sans déplacement.

ARTICLE 11

A défaut de paiement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une signification faite au débiteur, faire procéder à la vente publique des objets qui lui ont été donnés en gage sans déplacement, dans les formes prescrites par les articles 617 et suivants du Code de Procédure Civile.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

ARTICLE 12

Le créancier gagiste est réputé saisi du gage à partir de la transcription. En conséquence, son privilège à l'égard des autres privilèges mobiliers établis, soit par les articles 2101 et 2102 du Code civil, soit par des lois spéciales, a le même rang que si le créancier avait été mis réellement en possession.

ARTICLE 13

Le privilège du bailleur d'un fonds rural ne peut être exercé à l'encontre du créancier gagiste, même quand le bail a acquis date certaine, que pour les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'expiration de l'année courante, ainsi que pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

La disposition contenue dans le paragraphe précédent ne s'applique pas aux baux ayant acquis date certaine avant la promulgation de la présente loi.

Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a un privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra s'en prévaloir sur les objets donnés en gage dans les conditions déterminées par la présente loi, si les autres biens suffisent pour le désintéresser.

ARTICLE 14

Lorsque le propriétaire a engagé une récolte pendante ou une coupe de bois, et que les fruits sont immobilisés en vertu des articles 2176 du Code Civil et 682 du Code de Procédure Civile, le privilège du créancier gagiste ne prend rang qu'après les hypothèques qui ont été inscrites

antérieurement à la transcription du contrat de gage, ou dont le rang est fixé par la loi à une date antérieure.

Cependant, les créanciers hypothécaires antérieurs ne peuvent exercer leur droit de préférence sur la portion du prix représentant la récolte ou la coupe qu'autant que la portion du prix correspondant à la valeur de l'immeuble est insuffisante.

ARTICLE 15

Les privilèges des créanciers gagistes dont les titres auront été transcrits le même jour, viennent en concurrence, nonobstant la différence des heures des transcriptions.

Il en est de même des hypothèques inscrites dans la journée pendant laquelle ces inscriptions ont été opérées.

ARTICLE 16

Tous les privilèges mobiliers s'exercent, dans l'ordre de leur classement, sur les indemnités dues par les Compagnies d'Assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques agricoles.

ARTICLE 17

Le créancier gagiste ne peut, en aucun cas, exercer son privilège au préjudice du tiersache-

teur qui a été mis en possession des objets engagés.

Il conserve seulement son droit de préférence sur le prix de la vente.

Il peut néanmoins, pour sauvegarder ce droit, saisir et arrêter, entre les mains de l'acheteur, le prix des objets engagés.

ARTICLE 18

L'article 403 du Code Pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre représentant du propriétaire, à tout fermier, colon ou métayer qui aura frauduleusement déplacé, détourné ou dissipé, en tout ou en partie, les objets engagés au préjudice du créancier gagiste, ainsi qu'à tout emprunteur qui aura frauduleusement présenté comme libres des objets déjà engagés.

L'article 463 du Code Pénal pourra être appliqué aux délits prévus par le présent article.

Dans l'esprit du Gouvernement, ce projet présentait de sérieux avantages. Il créait vraiment le Crédit Agricole Mobilier, dégageant l'État de toute immixtion, et, par conséquent, de toute responsabilité dans les opérations tentées pour réaliser l'application de ce Crédit. Il nous reste à voir ce qu'il en advint lors de la discussion devant le Sénat.

Le projet fut renvoyé à la Commission Sénatoriale chargée d'examiner la proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent. M. Émile Labiche fut nommé rapporteur¹. Sans parler des quelques modifications de détail, dont on pourra se rendre compte en comparant le texte du projet de la Commission Sénatoriale avec le texte du projet du Gouvernement, établissons dès l'instant les deux points sur lesquels ces projets sont nettement différents :

Premier point. — M. Bozérian, dont le nom nous est déjà connu, attaqua l'article relatif au nantissement à domicile, comme contraire au principe d'égalité entre les citoyens devant la loi². La Commission Sénatoriale admit cette idée, conforme, si l'on veut bien se le rappeler, aux conclusions de la Commission Supérieure, et elle généralisa la nouvelle législation de telle sorte qu'elle constituât une règle de droit commun applicable à tous les citoyens, sans distinction de profession³. Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser de cette prétendue réforme.

Deuxième point. — La convention de nantis-

1. N° 464, Sénat, session 1883. (Annexe au procès-verbal de la séance du 31 juillet, rapport Labiche.)

2. JOSSEAU, *Traité du Crédit Foncier*, t. II, p. 423.

3. M. Labiche, dans son rapport, p. 11 et 12, donne longuement les raisons qui ont déterminé la Commission du Sénat à ne pas réserver, ainsi que le fait le projet du Gouvernement, le bénéfice de la réforme aux seuls agriculteurs.

sement dut être, d'après le projet, constatée dans un acte écrit notarié ou sous seing privé. Cet écrit devait d'ailleurs recevoir date certaine par l'enregistrement.

Mais était-il nécessaire d'exiger, comme condition essentielle à l'existence du contrat, la publicité au moyen de la transcription ? C'est cette question qui arrêta le plus longtemps la Commission. Après une discussion fort ardente ¹, où M. Batbie se montra le champion résolu de la publicité, la Commission ne crut pas utile d'exiger la publicité de l'acte au moyen de la transcription ; elle la rendit seulement facultative ², pensant que la véritable garantie ne résultait pas de la transcription, mais de la sanction pénale infligée au débiteur infidèle.

Ainsi profondément modifié, le projet du Gouvernement devint la proposition de loi de la Commission Sénatoriale dont nous donnons maintenant le texte, afin que le lecteur puisse, par comparaison avec les projets de loi antérieurs, se faire une notion exacte de la marche de l'idée du gage sans déplacement, lorsque

1. Cette discussion se trouve résumée dans le rapport de M. Labiche, p. 12 à 19. — Pour M. Batbie, le gage sans publicité n'est que l'établissement d'une hypothèque occulte sur les meubles.

2. Nous rappelons que la Commission extraparlamentaire de 1866 avait conclu de même : « La Commission a dû renoncer à soumettre à la publicité l'existence du privilège résultant du gage sans déplacement », dit M. Josseau, rapporteur. (Voir plus haut.)

pour la première fois cette idée vint en discussion devant le Sénat.

PROJET DE LA COMMISSION

LOI SUR LE CRÉDIT MOBILIER ¹

TITRE PREMIER

Du nantissement sans déplacement du gage

NOTA. — Les modifications apportées au projet du Gouvernement sont imprimées en *caractères italiques*.

ARTICLE PREMIER

Le privilège de l'article 2102-2° du Code Civil existe, indépendamment de la mise en possession du créancier gagiste, quand le *contrat a eu lieu dans les conditions stipulées par la présente loi*.

ARTICLE 2

Suivant la convention, le nantissement sans déplacement peut être constitué avec ou sans transcription.

1. On trouvera l'explication de ces articles au chapitre iv du rapport de M. Labiche, p. 23 à 44.

SECTION I^{re}. — *Du Nantissement
sans transcription*

ARTICLE 3

Tout bien meuble corporel peut être donné en gage sans déplacement par le débiteur qui a le droit d'en disposer.

ARTICLE 4

Quelle que soit la somme prêtée, le contrat de nantissement devra être constaté par écrit, soit par acte public, soit par acte sous seing privé. Il énoncera la somme prêtée, l'espèce et la nature des objets donnés en gage; il sera enregistré sur un registre spécial, au bureau d'enregistrement du domicile du débiteur.

ARTICLE 5

Si les objets sont attachés à un immeuble, l'acte contiendra en outre la désignation de cet immeuble.

ARTICLE 6

L'acte constitutif du gage contiendra la déclaration de l'emprunteur qu'il a le droit de disposer de l'objet offert en garantie, et que cet objet est ou n'est pas déjà engagé; s'il existe des enga-

gements antérieurs, l'emprunteur devra en énoncer l'importance et les conditions.

ARTICLE 7

Le créancier gagiste est réputé saisi du gage à partir de *l'enregistrement*. En conséquence, son privilège, à l'égard des autres privilèges mobiliers établis soit par les articles 2101 et 2102 du Code Civil, soit par des lois spéciales, a le même rang que si le créancier avait été mis réellement en possession, *sauf ce qui est dit au paragraphe 2 de l'article 10.*

Si le gage sans déplacement a été donné successivement, sans transcription, à plusieurs créanciers, ils seront préférés suivant la date de l'enregistrement de l'acte constitutif de leur gage.

Si plusieurs actes ont été enregistrés le même jour, les privilèges des créanciers viennent en concurrence, nonobstant la différence des heures de l'enregistrement.

ARTICLE 8

L'acte *nécessaire* à la constitution du gage est enregistré moyennant un *droit proportionnel de 0 fr. 25 pour 100.*

Ce droit ne pourra être moindre de 0 fr. 25 ni dépasser 3 francs.

Le complément des droits ordinaires devient

exigible dès qu'il est fait usage de l'acte en justice ou dans un acte public.

ARTICLE 9

Si le débiteur néglige de faire en temps utile *l'une des opérations nécessaires à la conservation du gage, notamment la récolte engagée*, le créancier peut, après une mise en demeure, et sur simple ordonnance du Juge de Paix du canton, être autorisé à effectuer *les travaux nécessaires au lieu et place du débiteur*. Il en avance les frais, lesquels lui sont remboursés par privilège sur le *prix de vente de l'objet donné en gage*.

ARTICLE 10

Le débiteur ne peut, sans le consentement du créancier, *vendre* ou engager avec déplacement des objets engagés sans déplacement.

Si, nonobstant cette prohibition, ces objets ont été livrés à un acquéreur de bonne foi, ou engagés avec déplacement à un créancier de bonne foi, ou engagés sans déplacement à un créancier de bonne foi ayant fait transcrire, cet acquéreur ou ce créancier sera préféré.

Si le débiteur s'est réservé la faculté de vendre les objets engagés, il sera tenu d'en mettre immédiatement le prix à la disposition du créancier, ou de les remplacer par des objets de même valeur,

lesquels seront de plein droit soumis à l'effet de la convention.

ARTICLE 11

A défaut de paiement à l'échéance, le créancier peut, huit jours après une signification faite au débiteur, faire procéder à la vente publique des objets qui lui ont été donnés en gage sans déplacement, dans les formes prescrites par les articles 617 et suivants du Code de Procédure Civile.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

ARTICLE 12

Lorsque le propriétaire a engagé une récolte pendante ou une coupe de bois, et que les fruits sont immobilisés en vertu des articles 2176 du Code Civil et 682 du Code de Procédure Civile, le privilège du créancier gagiste ne prend rang qu'après les hypothèques.

Cependant, les créanciers hypothécaires ne peuvent exercer leur droit de préférence sur la portion du prix représentant la récolte ou la coupe engagée qu'autant que la portion du prix correspondant à la valeur de l'immeuble est insuffisante.

ARTICLE 13

Lorsque le tiers acheteur de bonne foi a été mis en possession des objets engagés, le créancier gagiste ne conserve qu'un droit de préférence sur le prix de la vente.

Pour sauvegarder ce droit, il peut saisir et arrêter entre les mains de l'acheteur le prix des objets engagés.

ARTICLE 14

L'article 408 du Code pénal est applicable à tout emprunteur sur nantissement qui aura frauduleusement présenté, comme lui appartenant et comme libres, des objets dont il n'avait pas le droit de disposer, et à quiconque aura, au préjudice du créancier gagiste, frauduleusement engagé, déplacé, détourné ou dissipé, en tout ou en partie, les objets engagés.

L'article 463 du Code Pénal pourra être appliqué aux délits prévus par le présent article.

SECTION II. — *Du nantissement avec transcription*

ARTICLE 15

Le nantissement sans déplacement du gage peut être constitué avec transcription par tout débiteur qui a le droit de disposer du gage,

lorsque ce gage a pour objet une récolte pendante, des produits récoltés, des coupes de bois taillis ou futaies dans l'année qui précède celle de leur abatage, des ustensiles ou des animaux attachés à un immeuble par un locataire, fermier, colon ou métayer, ou par un propriétaire qui exploite lui-même son immeuble.

ARTICLE 16

La transcription sera faite sur un registre spécial par le Conservateur des hypothèques de l'arrondissement dans lequel est situé l'immeuble auquel se rattachent les objets donnés en gage.

ARTICLE 17

La transcription conserve le privilège pendant deux ans, à partir du jour de sa date.

Son effet cesse de plein droit à l'expiration de ce délai, si elle n'a pas été renouvelée.

ARTICLE 18

Les dispositions du Code Civil, relativement à la publicité des registres et à la responsabilité des conservateurs, ainsi qu'aux radiations et autres formalités, sont applicables aux transcriptions faites en exécution de la présente loi.

ARTICLE 19

La transcription de l'acte constitutif du gage est faite au droit fixe de 1 fr.

Le renouvellement de la transcription est soumis au même droit fixe de 1 fr.

ARTICLE 20

Le créancier gagiste est réputé saisi du gage à partir de la transcription. En conséquence, son privilège, à l'égard des autres privilèges mobiliers établis soit par les articles 2101 et 2102 du Code Civil, soit par des lois spéciales, a le même rang que si le créancier avait été mis réellement en possession.

Les privilèges des créanciers gagistes sont classés suivant la date de la transcription ; ceux dont les titres ont été transcrits le même jour viennent en concurrence, nonobstant la différence des heures des transcriptions.

Il en est de même des hypothèques inscrites dans la journée pendant laquelle ces inscriptions ont été opérées.

ARTICLE 21

Si les objets engagés avec transcription ont été, sans autorisation du créancier, livrés à un acquéreur de bonne foi, engagés avec déplacement à un

créancier de bonne foi, cet acquéreur ou ce créancier sera préféré.

ARTICLE 22

Lorsque le propriétaire a engagé une récolte pendante ou une coupe de bois, et que les fruits sont immobilisés en vertu des articles 2176 du Code Civil, et 682 du Code de Procédure Civile, le privilège du créancier gagiste ne prend rang qu'après les hypothèques qui ont été inscrites antérieurement à la transcription du contrat de gage, ou dont le rang est fixé par la loi à une date antérieure.

Cependant, les créanciers hypothécaires antérieurs ne peuvent exercer leur droit de préférence sur la portion du prix représentant la récolte ou la coupe qu'autant que la portion du prix correspondant à la valeur de l'immeuble est insuffisante.

ARTICLE 23

Sont applicables aux nantissements avec transcription les dispositions des articles 4 à 6, 8, 9, 11, 13 et 14.

TITRE II

Restriction du privilège du bailleur

ARTICLE 24

Le privilège du bailleur ne peut être exercé, même quand le bail a acquis date certaine, que

pour les fermages *ou loyers* des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'expiration de l'année courante, ainsi que pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

La disposition contenue dans le paragraphe précédent ne s'applique pas aux baux ayant acquis date certaine avant la promulgation de la présente loi.

Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra s'en prévaloir sur les objets donnés en gage dans les conditions déterminées par la présente loi, si les autres biens suffisent pour le désintéresser.

TITRE III

Attribution des indemnités dues pour assurances

ARTICLE 25

Tous les privilèges mobiliers s'exercent, dans l'ordre de leur classement, sur les indemnités dues par les Compagnies d'Assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques.

Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

Ce projet de loi fut discuté au Sénat le 29 et le 30 novembre 1883 ¹.

Lors de la première séance, M. Oudet prononça, suivant l'heureuse expression de M. Labiche, rapporteur, « un véritable réquisitoire ² » contre le projet de loi. Quoique plus mesuré en ses termes, M. de Gavardie, le second jour, ne demanda pas avec moins de force le rejet de la proposition. Alors, malgré les efforts de M. Léon Say et de M. Labiche, en dépit des paroles convaincantes de M. Méline, si expert en la matière du crédit agricole ³, l'article 1 du projet

1. Journal Officiel, 29 novembre 1883. (Sénat, débats parlementaires, p. 1387.)

Journal Officiel, 30 novembre 1883. (Sénat, débats parlementaires, p. 1403.)

D'autre part, on trouvera le résumé de la discussion dans JOSSEAU, *Traité du Crédit Foncier*, p. 429 à 436, et dans LOUIS DURAND, *le Crédit Agricole en France et à l'Étranger*, p. 695 à 710.

2. « Ce projet, je puis le dire avec tout le respect que je dois aux Membres de la Commission, est l'organisation du discrédit universel, la constitution de l'usure, le dépouillement, avec exécution sommaire, du cultivateur, du petit négociant, de l'ouvrier; la perturbation incessante dans les fermages agricoles et les locations urbaines; c'est la destruction de toutes les règles, de tous les principes tutélaires de notre Droit Civil en faveur de l'homme peu aisé, du débiteur, de l'ouvrier, de la femme, de la famille, des gens de service; c'est le bouleversement de notre législation commerciale en matière de gage; c'est, en un mot, à prétexte de réforme, ce que, dans aucun pays, on n'a jamais vu, et ce que, j'espère bien, nous ne verrons pas chez nous, à moins d'avoir perdu le sens commun. Je n'exagère rien, Messieurs, cela paraît bien étrange, mais c'est la loi qui vous est proposée par le Gouvernement; et, quelque étrange qu'elle vous paraisse, cette loi n'est encore rien à côté du projet de la Commission. » (M. Oudet, page 1388.)

3. Réponse de M. Méline à M. Oudet, p. 1397.

fut rejeté. C'était la ruine du projet entier. Il fallait sauver la situation, et, pour cela, M. de Parieu demanda le renvoi du projet à la Commission pour que celle-ci l'étudiât à nouveau : par assis et levé, le Sénat décida cette mesure.

La Commission voulut alors s'entourer de nouvelles lumières. Elle pria le Ministre de demander l'avis de la Société d'Agriculture, et celle-ci nomma dans son sein une Commission spéciale ¹.

Cette Commission voulut associer à son travail la Société tout entière : elle ouvrit une enquête à laquelle tous les membres purent prendre part, soit par eux-mêmes, soit en provoquant les réponses de la part des Sociétés d'Agriculture ou Comices des départements auxquels ils appartenaient. Elle demanda même l'avis des correspondants étrangers ².

Sur 58 réponses faites par nos nationaux, 33 sont favorables à une dérogation aux articles 2076 et suivants du Code Civil, quelques-unes faisant toutefois des réserves sur tel ou tel objet destiné au gage sans nantissement. Il y a seulement 25 réponses opposées ; enfin, il y a 44 abstentions ^{3 4}. Par 33 voix contre 11, la ma-

1. *Enquête sur le Crédit Agricole*, t. 1^{er}, p. 7, 8, 9 et suivantes.

2. Leurs réponses sont condensées dans le deuxième volume de l'Enquête.

3. *Enquête sur le Crédit Agricole*, t. 1^{er}, p. 392.

4. Du côté de l'opposition, citons la réponse de M. Morière,

majorité fut favorable à l'adoption, pour la réalisation du gage, des formalités prescrites par la législation commerciale¹.

Une certaine publicité, avec transcription ou enregistrement, mais avec des frais extrêmement minimes, fut la solution qui réunit la grande majorité² de ceux qui se sont occupés de la constitution du nantissement.

Aussi, sur le rapport de M. Josseau³, adoptant les conclusions de sa propre commission⁴, la Société Nationale d'Agriculture estima⁵ :

1° ;

2° ;

3° Qu'il est utile de modifier l'article 2076 du Code Civil et de permettre au cultivateur de donner en gage, sans cesser d'en conserver la possession, les objets mobiliers affectés par

correspondant de la Société dans la section d'Histoire Naturelle à Caen. Au nom de la Société d'Agriculture de Caen, et sur le rapport de M. Sophronyme Beaujour, adopté par cette Société, M. Morière conclut « que la constitution du gage, dans les termes où elle est proposée, serait inique ou n'offrirait qu'une garantie illusoire ». (*Enquête sur le Crédit Agricole*, t. 1^{er}, p. 18 à 25.)

Voyez également la réponse de M. A. Malo, correspondant de la Société dans la section d'économie des animaux, à Caen, t. 1^{er}, p. 15 à 18.

1. T. 1^{er}, p. 401 à 409.

2. T. 1^{er}, p. 392 à 400, *Enquête sur le Crédit Agricole*.

3. Rapport sur le Crédit Agricole fait par M. J.-B. Josseau, au nom de la commission spéciale. (Séance du 25 mars 1885, T. II de l'Enquête, p. 339.)

4. T. II de l'Enquête, p. 391 à 392.

5. Séance du 1^{er} avril 1885.

privilège à la garantie des fermages; que la même faculté de constituer le gage sans tradition doit être accordée au propriétaire qui exploite lui-même son immeuble;

4° Qu'il n'y a pas lieu d'étendre cette faculté aux cas d'emprunts faits par d'autres que des cultivateurs ou propriétaires exploitants, et sur d'autres objets mobiliers que ceux attachés à une exploitation rurale¹;

5° ;

6° Que le privilège constitué, soit par l'effet du gage à domicile, soit par l'effet direct de la loi, doit être enregistré et rendu public, non par la transcription littérale du contrat, mais par une inscription prise avec des énonciations essentielles prescrites par la loi, sur un registre spécial, au bureau du Receveur d'Enregistrement²;

7° Que ce privilège doit être primé par celui du bailleur, mais seulement pour les fermages échus, pour ceux de l'année courante et ceux de l'année qui la suit, et qu'il doit, pour être valable, être notifié au bailleur;

1. On se rappelle que la Commission Sénatoriale avait étendu le bénéfice du gage sans déplacement à tous les mobiliers, quels qu'ils fussent, et aux prêts n'ayant aucun caractère agricole. Ce fut M. Josseau qui fit repousser cette idée. (Voir son rapport, p. 366, Enquête Agricole, T. II.)

2. Comparer avec l'art. 16 du projet de la Commission Sénatoriale.

8° ;

9° Qu'en cas de non-paiement à l'échéance par l'agriculteur qui a donné un gage, ce gage doit pouvoir être vendu aux enchères, sans jugement, un mois après une mise en demeure restée infructueuse ;

10°

Ces conclusions furent transmises au Ministre de l'Agriculture avec tous les documents de l'Enquête. La Commission Sénatoriale se remit au travail, et, malgré le mouvement si nettement dessiné en faveur de la modification de l'article 2076 du Code Civil, elle élimina de son projet les dispositions concernant la constitution du gage sans déplacement¹.

Une fois de plus, la réforme tant demandée avortait, malgré l'énorme somme de travail dépensée, en dépit des rapports favorables, des projets tant étudiés accumulés les uns sur les autres, des discussions brillantes entre hommes de talent versés dans la matière.

Mais l'idée restait, et, comme elle répondait à un besoin, elle devait se faire jour. Elle dormit toutefois d'un lourd sommeil jusqu'en

1. N° 464. Sénat, Session 1883, Séance du 31 juillet.

Et n° 63. Sénat, Session extraordinaire 1887, Annexe au procès-verbal de la séance du 6 décembre 1887, Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'organisation du Crédit Agricole Mobilier par M. E. Labiche, Sénateur, p. 6.

1897¹; mais alors elle se réveilla pour le triomphe définitif, passant dans la loi, formant le fonds de la proposition ayant pour but la création et la négociation de Warrants Agricoles, ce projet, œuvre d'un esprit pratique et éclairé, versé dans les choses agricoles et commerciales, qui devint la loi du 18 juillet 1898.

Proposition de loi Delaunay

Grand industriel, M. Delaunay savait, par une longue expérience des affaires, combien le crédit est indispensable au commerce et à l'industrie. Agriculteur distingué, faisant lui-même valoir sa terre, il fut frappé de voir qu'à l'aube du XX^e siècle, le Crédit Agricole était encore à créer. Se rendant nettement compte, par sa situation même, des immenses bienfaits que l'Agriculture retirerait, elle aussi, du Crédit Mobilier, il se mit résolument à l'œuvre, n'hé-

1. Pour être complet, disons toutefois que l'idée du gage à domicile fut reprise à deux reprises différentes en 1890 : une première fois par M. Antonin Proust, une seconde par M. E. Ferry. Le premier titre du projet de M. Antonin Proust a, en effet, pour objet d'organiser le gage sans dessaisissement (25 octobre 1890). Il en est de même de la proposition de M. E. Ferry (rapporteur M. Dupuy-Dutemps). Mais la Chambre ne se prononça pas.

sita pas, malgré ses occupations multiples, à se lancer dans l'étude des nombreux documents amassés par les diverses commissions dont nous venons d'étudier les travaux. Les projets de lois, les propositions que lui laissaient ses devanciers, lui parurent, à première vue, trop compliqués : il fallait, à son avis, quelque chose de plus simple, s'adaptant à la situation actuelle de l'agriculteur. Celui-ci, de nos jours, cela ne fait question pour personne, est devenu un véritable commerçant. Pourquoi donc alors ne pas lui appliquer la législation commerciale dans la mesure du possible, ne pas l'en faire bénéficier tout en tenant compte de sa situation spéciale ? Cela était logique. Le warrant commercial était là, rendant tous les jours d'immenses services au commerce et à l'industrie, fonctionnant régulièrement : pourquoi alors ne pas appliquer la loi du 28 mai 1858 à l'Agriculture ? Pourquoi ne warranterait-on pas les produits à domicile, à la condition d'établir des règles destinées à assurer l'identité des produits, des pénalités destinées à en empêcher le détournement, une publicité destinée à prévenir les tiers contre toute surprise ? Ainsi pensa M. Delaunay, et il créa le warrant agricole.

Le 13 mars 1897, en effet, il déposait sur les bureaux de la Chambre la proposition de loi qui devait marquer son passage au Corps Légis-

latif, et dont le but était la création et la négociation de Warrants Agricoles ¹.

Cette proposition est ainsi conçue :

ARTICLE 1^{er}

Tout agriculteur peut emprunter sur tout ou partie des produits récoltés sur ses terres, en conservant la garde de ceux-ci dans ses magasins, greniers ou caves.

Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant, et tout agriculteur convaincu d'avoir détourné ou dissipé, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance, en vertu des articles 406 et 408 du Code Pénal.

Le cultivateur est responsable de la conservation de la marchandise qui reste confiée à ses soins, et cela sans indemnité.

ARTICLE 2

Avant tout emprunt, trois échantillons seront prélevés et cachetés par un des experts dont le Juge de Paix du canton du domicile de l'emprunteur aura dressé chaque année la liste.

1. Chambre des Députés, n° 2341. (Annexe au procès-verbal de la séance du 13 mars 1897.)

Deux des échantillons seront destinés au prêteur ; le troisième sera déposé au greffe de la Justice de Paix sus-indiquée.

La quantité et la valeur de la marchandise, estimée par l'expert sur la base des cours commerciaux du jour, seront indiquées sur un registre à souche déposé à la justice de paix et sur le warrant.

ARTICLE 3

Il ne peut être avancé, sur le produit agricole warranté, plus des deux tiers de cette valeur.

ARTICLE 4

Le cultivateur ayant une ferme à bail devra, aussitôt après l'expertise indiquée ci-dessus, aviser le propriétaire du fonds loué, par lettre recommandée et mise à la poste par le Juge de Paix, de son intention d'emprunter sur les produits agricoles expertisés.

Le propriétaire, dans le cas où des termes échus lui seraient dus, pourra, dans un délai de dix jours francs, s'opposer, par lettre recommandée adressée au Juge de Paix, au prêt sur lesdits produits.

Après l'expiration dudit délai, le Juge de Paix, s'il n'y a pas eu d'opposition, détachera du registre spécial un bulletin constatant le fait;

le cultivateur, muni de ce bulletin, pourra alors contracter son emprunt.

ARTICLE 5

L'endossement du warrant séparé du récépissé, doit énoncer le montant intégral, en capital et intérêts, de la créance garantie, la date de son échéance et les nom, profession et domicile du créancier. Il indique également la Compagnie d'Assurances qui assure le produit, l'emprunteur étant toujours responsable de la solvabilité de cette Compagnie, en cas de sinistre, et de la régularité de l'assurance.

ARTICLE 6

Toute personne qui voudra escompter un warrant agricole devra, au préalable, faire timbrer ce warrant au greffe de la Justice de Paix du canton; le Juge de Paix inscrira sur le registre spécial à souche la déclaration du porteur du warrant agricole, auquel il délivrera un reçu détaché de ce livre, qui restera au greffe; les préposés de l'Enregistrement auront le droit d'en prendre connaissance.

ARTICLE 7

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au greffe de la justice de paix, et inscrire sur le livre spécial.

ARTICLE 8

Le porteur du récépissé séparé du warrant agricole peut, même avant l'échéance, payer la créance garantie par ce warrant.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, si le porteur du warrant n'est pas connu, ou si, étant connu, il n'est pas d'accord avec le débiteur sur les conditions auxquelles aurait lieu l'anticipation de paiement, la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, est consignée à la succursale de la Banque de France la plus rapprochée, qui en demeure responsable, et cette consignation libère la marchandise.

ARTICLE 9

Des récépissés timbrés, auxquels seront annexés leurs warrants agricoles, seront délivrés aux intéressés par l'Administration de l'Enregistrement; ils ne donneront lieu pour l'enregistrement qu'à un droit fixe d'un franc.

ARTICLE 10

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 28 mai 1858, relative aux warrants commerciaux, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles

ci-dessus, seront applicables aux warrants agricoles.

ARTICLE 11

Un règlement d'administration publique prescrira les mesures qui seraient nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Dans cette proposition, M. Delaunay visait un triple résultat :

1° Procurer aux agriculteurs, par la constitution pratique et sans frais d'un gage sérieux, la possibilité d'obtenir plus facilement le crédit qui leur est nécessaire, notamment pour bénéficier réellement de la loi du 5 novembre 1894 sur les Sociétés de Crédit Agricole¹;

2° Éviter qu'aussitôt la récolte faite, l'agriculteur ne soit obligé, pour se procurer des fonds, de vendre à tout prix des produits qu'il aurait pu écouler plus tard, en attendant un moment favorable, dans des conditions plus avantageuses²;

1. M. Delaunay, à la suite d'un voyage en Russie, avait été frappé des services rendus par la Banque d'État Russe. Les statuts de cette Banque, sanctionnés le 6/18 juin 1894, renferment notamment la clause suivante :

« Article 124. — A l'égard des personnes qui inspirent toute confiance à la Banque, des prêts sur billet à une signature garantie par la constitution d'un gage mobilier, peuvent être consentis aux conditions de faveur ci-après : la Banque accepte comme gage des marchandises non portées sur la liste. (Art. 119.) Les marchandises *peuvent être laissées à la garde de l'emprunteur*, et le montant du prêt peut être porté à 75 % de l'estimation. »

2. Voyez exposé des motifs, p. 2 et 3.

3° Remédier à l'avilissement des cours, qui résulte nécessairement, à certaines époques, de l'apport simultané sur le marché de la production du pays tout entier ¹.

Tel est le but que se proposait d'atteindre l'auteur de la proposition. Voyons maintenant comment il en comprenait l'application, à l'aide de quel mécanisme il faisait fonctionner sa création, le warrant agricole.

D'après lui, l'agriculteur qui désire emprunter ferait désigner par le Juge de Paix un expert qui prélèverait et cachetterait trois échantillons de la marchandise ; il en remettrait deux au prêteur, et déposerait le troisième au greffe. La quantité et la valeur de la marchandise, estimées par l'expert, seraient indiquées sur un registre à souche déposé au Greffe de la Justice de Paix. Puis l'agriculteur ferait, s'il y a lieu, au propriétaire du fonds, notification de son intention d'emprunter sur les produits agricoles expertisés ². A l'expiration du délai, s'il n'y avait pas d'opposition, le Juge de Paix remettrait un bulletin constatant le fait à l'intéressé, qui pourrait alors contracter son emprunt. A cet effet, il se ferait délivrer par l'Administration de

1. N° 2552. Chambre des Députés, Annexe au procès-verbal de la séance du 24 juin 1897, — Rapport sommaire fait sur la proposition Delaunay, au nom de la vingt-sixième Commission d'initiative parlementaire par M. Brindeau, Député.

2. Article 4 de la proposition.

l'Enregistrement un récépissé timbré auquel le warrant serait annexé. Ce warrant serait ensuite endossé par l'emprunteur au prêteur, et pourrait être négocié ensuite par le prêteur dans les mêmes formes ¹. Avant chaque endossement, le warrant devrait être timbré au Greffe de la Justice de Paix, et la mention de son transfert y serait transcrite sur un registre spécial.

Enfin l'emprunteur qui aurait remboursé son warrant le ferait constater au Greffe de la Justice de Paix, et inscrire sur le registre spécial.

Le porteur du récépissé séparé du warrant agricole pourrait, même avant l'échéance, payer la créance garantie par ce warrant. En cas de difficulté sur les conditions du remboursement, la somme due, en capital et intérêts, serait déposée à la Succursale de la Banque de France la plus rapprochée ². Notons, pour être complet, que les produits agricoles devraient être assurés par l'emprunteur, qui resterait toujours responsable de la solvabilité de l'assureur et de la régularité de l'assurance ³.

A l'unanimité, la 26^e Commission d'initiative parlementaire admit le projet de M. Delaunay, se bornant à y ajouter deux propositions :

1^o Il lui sembla nécessaire d'ajouter aux

1. Voir la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859

2. Rapport Brindeau, p. 4 et 5.

3. Art. 5 de la proposition.

formalités indiquées pour sauvegarder le privilège du propriétaire, certaines mesures garantissant également le privilège établi par le § 4, art. 2102 Code Civil, relativement aux sommes dues pour les semences et pour les frais de la récolte de l'année.

2° Elle pensa que la délivrance du récépissé et du warrant devait avoir lieu au greffe de la Justice de Paix, où l'on aurait ainsi centralisé toutes les formalités accomplies au Magasin Général.

Projet de loi du Gouvernement

Les choses en étaient là lorsque M. Méline, comprenant de son côté tous les avantages que l'on pourrait retirer de la combinaison des warrants appliqués aux produits agricoles, chargea le Conseil Supérieur de l'Agriculture d'élaborer un projet de loi dans ce sens. Une Sous-Commission fut nommée, qui, sous la présidence de M. Viger, poussa très activement ses travaux. Aussi, quelques mois plus tard, M. Méline présenta, au nom du Gouvernement, le projet de loi suivant sur les Warrants Agricoles ¹.

1. N° 2750. Chambre des Députés, Annexe au procès-verbal de séance du 28 octobre 1897.

PROJET DE LOI

ARTICLE 1^{er}

Tout agriculteur peut emprunter sur les produits provenant de sa récolte et énumérés ci-dessous, en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation.

Les produits sur lesquels un warrant peut être créé sont les suivants :

Céréales en gerbes ou battues,

Légumes secs,

Matières textiles animales ou végétales,

Graines oléagineuses,

Vins, cidres et eaux-de-vie d'origines diverses

Cocons secs et cocons ayant servi au grainage,

Bois exploités.

Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Le cultivateur est responsable de la conservation de la marchandise, qui reste confiée à ses soins, et cela sans indemnité.

ARTICLE 2

Le cultivateur ayant une ferme à bail devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du

fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter.

Cet avis devra être donné au propriétaire par l'intermédiaire du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur. La lettre destinée au propriétaire sera remise au juge de paix, qui devra la viser, l'enregistrer gratuitement et l'envoyer au propriétaire sous forme de lettre recommandée; un avis de réception du destinataire devra être réclamé par le juge de paix.

Le propriétaire, dans le cas où des termes échus lui seraient dus, pourra, dans un délai de dix jours francs, s'opposer, par lettre recommandée adressée au juge de paix, au prêt sur lesdits produits.

ARTICLE 3

Le juge de paix inscrira, sur les deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet, la nature, la quantité et la valeur des marchandises déclarées par l'emprunteur pour servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprunter.

Dans le cas où l'emprunteur aura une ferme à bail, le juge de paix devra, outre les indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire, ainsi que la non-oppo-

sition du propriétaire, après dix jours francs, courant de la date d'avis de réception de la poste.

La feuille détachée de ce registre, dûment timbrée et enregistrée par le juge de paix, devient le warrant qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt.

Le warrant ainsi créé donnera lieu exclusivement à un droit fixe de 0 fr. 50.

ARTICLE 4

L'emprunteur doit faire assurer le produit warranté par une Compagnie d'Assurances dont il indique le nom à son prêteur, et demeure responsable de la solvabilité de cette Compagnie, en cas de sinistre, ainsi que de la régularité de l'assurance.

Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

ARTICLE 5

Les juges de paix sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert copie des inscriptions d'emprunt faites par l'emprunteur, ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune.

ARTICLE 6

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au greffe de la justice de paix de son canton ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu à l'article 3, et il lui sera donné un récépissé de la radiation de son inscription.

ARTICLE 7

L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, moins un délai de dix jours.

ARTICLE 8

Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

ARTICLE 9

L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis, par lettre recommandée, au juge de paix qui aura délivré le warrant ; un accusé de réception devra lui être adressé.

ARTICLE 10

A défaut de paiement à l'échéance et, après avis préalable transmis par lettre recommandée, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant peut, huit jours après l'avertissement et sans aucune formalité de justice, faire procéder par un huissier à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

ARTICLE 11

Le créancier est payé de sa créance sur le prix directement et sans formalité de justice, par privilège et préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes, des taxes d'octroi et des frais de vente.

ARTICLE 12

Le porteur du warrant n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur la marchandise; et, en cas d'insuffisance, les délais fixés par les articles 165 et suivants du Code de Commerce pour l'exercice du recours contre les endosseurs ne courent que du jour où la vente de la marchandise est réalisée. Le porteur du warrant perd, en tout cas, son recours contre les endosseurs, s'il n'a

pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement.

ARTICLE 13

Tout agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement, comme coupable d'abus de confiance, en vertu des articles 406 et 408 du Code pénal.

L'article 463 dudit Code sera applicable au délit prévu au paragraphe précédent.

ARTICLE 14

Un règlement d'administration publique établira la formule du warrant; il indiquera les règles à suivre pour le prélèvement et le dépôt des échantillons, et prescrira toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Sur ce projet, bornons-nous pour l'instant à une simple constatation : c'est qu'il s'écarte sensiblement des dispositions de la loi commerciale qui règlent la matière, et qui, dans la pensée de ses auteurs, seraient d'une application trop difficile pour nos agriculteurs. Mais, cette remarque faite, passons sans en dire autre chose : le projet du Gouvernement, légèrement

modifié, est devenu la loi; en étudiant l'une, nous verrons donc l'autre.

La proposition de M. Delaunay et le projet de loi du Gouvernement furent soumis à une Commission dite « Commission relative aux Warrants Agricoles » : celle-ci en fit une étude simultanée.

Relativement au projet de M. Delaunay, elle trouva qu'il « assimilait trop étroitement le warrant agricole au warrant commercial, et suivait un peu strictement la loi du 28 mai 1858, sans tenir compte des différences essentielles résultant de la nature même des choses ». « Notamment, le récépissé qu'on délivre en même temps que le warrant commercial, et qui sert à transférer la marchandise warrantée, indépendamment du gage, mais sous son affectation, n'a pas sa raison d'être lorsque le gage reste en la possession du propriétaire, qui peut, par tous les modes ordinaires du droit civil, et toujours sous réserve du gage qui l'affecte, le vendre ou en faire l'objet d'une promesse de vente »¹.

Quant à l'expertise des produits warrantés, devait-elle être obligatoire ? La Commission

1. N° 2869. Chambre des Députés, Annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1897. — Rapport de M. Guillaume Chastenet, au nom de la Commission relative aux Warrants Agricoles p. 11.

pensa qu'elle devait seulement être facultative ; mais, s'il en existait une, le résultat ainsi que le nom de l'expert devaient être également consignés sur le warrant.

Il sembla, en outre, à la Commission imprudent d'introduire, dans une matière civile, toutes les règles de la législation commerciale.

La Commission a aussi apporté certaines modifications d'ordre secondaire au projet du Gouvernement, dont elle a d'ailleurs suivi le contexte. Faisons comme elle, et, par comparaison, établissons quels sont ces changements, du moins les plus notables.

Projet de loi de la Commission relative aux Warrants Agricoles

On se rappelle que le projet du Gouvernement prescrivait l'assurance obligatoire pour les produits warrantés ¹.

D'après M. Méline, c'était là une mesure conservatoire qui s'imposait, au même titre que les soins à donner à ces produits pour leur maintenir la même valeur qu'à l'époque de l'emprunt ². La Commission fut d'un avis diffé-

1. Voyez art. 4 du projet.

2. Projet du Gouvernement, exposé des motifs, p. 5.

rent, et modifia complètement sur ce point le texte du projet du Gouvernement. M. Chastenet, dans son rapport ¹, nous résume les raisons qui ont déterminé la Commission : « Quel que soit le sentiment que l'on professe sur le principe général de l'assurance obligatoire, il ne saurait en tout cas être établi que par une législation spéciale et se suffisant à elle-même. L'introduire incidemment en matière de warrants, ce serait substituer à la libre appréciation du prêteur une formalité aussi arbitraire et inefficace que souvent impossible à remplir. Qui serait juge de la solvabilité de la Compagnie et de la régularité de l'assurance ? Cette assurance devrait-elle être générale ou spéciale ? Pourquoi interdire aux parties de conserver les risques à leur charge, et d'être leurs propres assureurs ? Quelle sanction donnerait-on à l'omission de cette formalité ? N'était-il pas évident, enfin, que, dans beaucoup de cas, l'assurance n'étant pas préexistante, les délais nécessaires à sa conclusion ne s'accommoderaient pas avec l'exigence du prêt, et rendraient ainsi impossible la constitution du warrant. C'est au prêteur à exiger l'assurance lorsqu'il la croira utile. Cette exigence peut aussi trouver sa place dans les statuts des Sociétés de Crédit qui prê-

1 Rapport Chastenet, p. 14.

teront sur warrants ; mais ce n'est pas à la loi d'imposer au prêteur une garantie que celui-ci peut considérer comme inutile. »

Relativement au remboursement avant l'échéance de la créance garantie par le warrant, moyennant le paiement par l'emprunteur de dix jours d'intérêt à partir de ce remboursement¹, le projet du Gouvernement s'en référerait simplement aux dispositions qui s'appliquent au remboursement du warrant commercial. Avec juste raison, la Commission remarqua que cette assimilation était un non-sens. En effet, en matière de warrant commercial, au cas de refus du prêteur de recevoir le remboursement, la somme est consignée aux mains du tiers détenteur, c'est-à-dire à l'Administration des Magasins Généraux, tandis que, en matière de warrants agricoles, le détenteur n'est autre que le débiteur lui-même. Or, la Commission ne voulut pas déroger aux principes du droit commun de l'article 1259 du Code Civil ; elle se borna à compléter la procédure de l'offre et de la consignation, qui n'eût pas été suffisante pour rendre libre la marchandise engagée, par l'intervention du Juge de Paix, dont une ordonnance libérerait les produits warrantés en transportant le gage sur la somme régulièrement consignée.

1. Article 7 du projet du Gouvernement.

Nous arrivons maintenant à une troisième modification du projet du Gouvernement: elle est relative à l'article 12. D'après cet article, les règles des articles 165 et suivants du Code de Commerce s'appliquaient au recours du porteur du warrant contre l'emprunteur et les endosseurs; or, la Commission pensa qu'il n'y avait pas à introduire les règles du protêt dans une matière essentiellement civile, et elle établit que la recevabilité du recours du porteur contre les endosseurs serait soumise à une triple condition:

1° La vente des produits warrantés dans le mois qui suit l'avertissement;

2° L'insuffisance du produit de la vente à couvrir le montant du prêt;

3° L'exercice du recours dans le délai d'un mois à partir de la réalisation de la vente.

Mais, outre ces modifications, la Commission introduisit, dans le texte primitif, une innovation véritable; elle ajouta l'article 14, ainsi conçu:

« Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le Juge de Paix. » Ce n'est pas maintenant le moment de traiter cette grave question du référé: nous la retrouverons lors de la discussion de la loi au Sénat, et nous tâcherons de l'élucider dans le commentaire que nous ferons de la loi. Pour le moment, bornons-nous à don-

ner à son sujet l'avis du très distingué Rapporteur de la Commission, M. Chastenet : « Il est facile d'apercevoir, dit-il, que, dans des cas nombreux, les rapports du créancier gagiste et de l'emprunteur dépositaire peuvent nécessiter le recours à la procédure des référés, qui pourvoit aux mesures d'urgence sans préjuger le fond des contestations. S'il fallait recourir dans tous ces cas au Président du Tribunal Civil, on ne rencontrerait pas la rapidité et la simplicité que le projet de la loi s'efforce de maintenir à l'institution nouvelle. Il était plus naturel de porter le référé devant le Juge de Paix, dont l'intervention est déjà imposée pour la délivrance du warrant. En donnant ainsi à ce magistrat les attributions du juge du référé, il n'est, bien entendu, apporté aucune innovation quant aux règles de la compétence sur le fond. »

Telles sont les principales modifications apportées par la Commission au projet du Gouvernement; il en est d'autres, d'infimes¹, sur lesquelles il est inutile de nous arrêter; elles nous sauteront aux yeux, si nous voulons bien comparer, avec le projet de loi présenté par M. Méline, le projet de la Commission relative aux warrants agricoles, dont voici le texte intégralement :

1. Article 1, article 2, par exemple.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER

Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation.

Les produits sur lesquels un warrant peut être créé sont les suivants :

Céréales en gerbes ou battues ;

Légumes secs, fruits séchés et féculés ;

Matières textiles, animales ou végétales ;

Graines oléagineuses ;

Vins, cidres, eaux-de-vie et alcool de nature diverse ;

Cocons secs et cocons ayant servi au grainage ;

Bois exploités, résines et écorces à tan ;

Fromages, miels et cires.

Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité.

ARTICLE 2

Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter.

Cet avis devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné par l'intermédiaire du greffier du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur. La lettre d'avis sera remise au greffier, qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de lettre recommandée, comportant accusé de réception.

Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre adressée au greffier du juge de paix et également recommandée.

ARTICLE 3

Le greffier de la justice de paix inscrira, sur les deux parties d'un registre à souche établi

spécialement à cet effet, et d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprunter.

Dans le cas où l'emprunteur ne sera point propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier du juge de paix devra, outre les indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part après douze jours francs à partir de l'envoi de la lettre recommandée.

La feuille détachée de ce registre, dûment timbrée et enregistrée à un droit fixe et unique de 50 centimes, devient le warrant qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt.

ARTICLE 4

Le warrant doit indiquer si le produit warranté est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

ARTICLE 5

Les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec l'autorisation de

l'emprunteur, copie des inscriptions d'emprunts faites par l'emprunteur ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune.

ARTICLE 6

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au greffe de la justice de paix ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu à l'article 3, et il lui sera donné un récépissé de la radiation de son inscription.

ARTICLE 7

L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant.

Si le créancier refuse ses offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code Civil. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

ARTICLE 8

Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

ARTICLE 9

L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis immédiat au greffier du juge de paix par lettre recommandée, avec accusé de réception.

ARTICLE 10

A défaut de paiement à l'échéance, et après avis préalable transmis par lettre recommandée à l'emprunteur, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant, huit jours après l'avertissement et sans aucune autre formalité de justice, mais avec les formes de publicité prévues par les articles 617 et suivants du Code de procédure, peut faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

ARTICLE 11

Le créancier est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et

préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente, et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix.

ARTICLE 12

Le porteur du warrant perd son recours contre les endosseurs, s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement. Il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés. En cas d'insuffisance, le délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

ARTICLE 13

Tout agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance, et puni conformément aux articles 406 et 408 du Code pénal, sans préjudice de l'application de l'art. 463 du même Code.

ARTICLE 14

Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix.

ARTICLE 15

Un décret déterminera les émoluments à allouer aux greffiers de justice de paix pour l'envoi des lettres recommandées, l'achat et la tenue des registres, ainsi que pour la délivrance des certificats. Il établira, s'il y a lieu, toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ARTICLE 16

La présente loi sera applicable à l'Algérie.

Ce projet, on le voit, s'éloigne sur beaucoup de points de la proposition Delaunay : il en admet le principe, l'idée de gage sans déplacement, le warrant agricole ; mais il s'en sépare nettement en écartant l'assimilation, trop étroite aux yeux de la Commission, que M. Delaunay établissait entre le warrant agricole et le warrant commercial. C'est le projet du Gouvernement perfectionné ; c'est lui qui va devenir la loi.

En effet, l'accord s'établit parfait entre le Gouvernement et les membres de la Commission ¹, animés d'un égal désir d'arriver à une solution, et du même sentiment qu'il fallait pour cela éviter les questions délicates qui avaient

1. Membre de cette Commission, M. Delaunay se rallia au projet de loi définitif.

été l'écueil de tant de méritoires tentatives. Et, le 31 mars 1898, le projet qui nous occupe fut discuté et adopté dans son ensemble par la Chambre des Députés. C'est l'étude de cette discussion qu'il nous faut maintenant aborder : elle va mettre au point des idées précédemment vues ; elle va nous préparer au commentaire de la loi.

Discussion de la Loi à la Chambre des Députés

Déclarée d'urgence à la Chambre des Députés, la loi y fut votée le 31 mars 1898. A l'exception de l'article 1^{er}, tous les articles du projet furent adoptés sans discussion¹.

La première partie de l'article 1^{er} votée, le Président déclara qu'ici se plaçait un amendement de M. Jean Codet et de plusieurs de ses collègues, amendement ainsi conçu : Après les mots « céréales en gerbes ou battues », ajouter : « animaux servant au travail ou à la reproduction ». Ce fut le signal de la discussion : elle fut ardente. M. Codet donna de son amendement les trois raisons suivantes :

1^o En rayant les animaux de l'énumération des produits pouvant être warrantés, le Gouver-

1. Journal Officiel du 1^{er} avril 1898, p. 1498.

nement et la Commission ont privé du bénéfice de la loi les éleveurs français, « emboucheurs de la Nièvre » ou petits propriétaires des pays de montagnes ou de prairies, tous les petits cultivateurs qui consomment leur récolte, dont le seul revenu, la seule fortune agricole résulte de l'élevage du bétail, qui n'ont d'autres produits à warranter que leurs animaux. Or, ces millions de petits cultivateurs, qui sont peut-être les plus intéressants, sont aussi ceux qui ont le plus besoin de crédit.

2° Pourquoi ne pas déclarer les animaux susceptibles de warrant, alors qu'ils figurent dans tous les projets précédents et dans toutes les législations étrangères, celles qui se rapprochent le plus de notre Code Civil, comme les législations belge et italienne ?

3° C'est en vain que la Commission allègue que, si l'on introduisait, comme dans le projet de 1879, les animaux au nombre des objets qui peuvent être warrantés, on ne sauvegarderait pas suffisamment le privilège du propriétaire : son droit est pleinement sauvegardé par la procédure qu'organise l'article 2.

A ces raisons, M. Chastenet, rapporteur, répondit en demandant à la Chambre de repousser l'amendement, et cela « pour plusieurs raisons qui peuvent se ramener à une autre plus générale : c'est qu'il sort du cadre même limité

par le titre de la loi sur les warrants agricoles, dont l'objet est simplement de permettre aux cultivateurs de donner en gage, sans les déplacer, des terres et des bâtiments de leur exploitation, les produits qu'ils pourraient à la rigueur warranter, en les transportant dans les magasins généraux, n'étaient les difficultés et les frais de transport ». Et, développant sa pensée, logique avec la théorie qu'il avait émise du warrant agricole, le rapporteur soutint que, le warrant étant un titre représentatif, il lui faut une sécurité complète pour arriver à son plein développement. Le warrantage ne peut donc s'appliquer qu'à des objets dont la forme, la qualité et la valeur sont fixées d'une manière à peu près définitive, et non à ceux dont les modifications incessantes rendent la garantie des plus aléatoires, tels les animaux.

D'ailleurs, permettre au cultivateur d'emprunter sur son bétail, qui, pour lui, constitue, non pas un produit agricole, mais le principal instrument de son travail, c'est lui permettre de tarir la source même de sa production.

Ayant ainsi répondu quant aux conséquences pratiques de l'amendement proposé, M. Chastenet aborda le terrain du droit. Pour lui, l'obstacle péremptoire et dirimant au vote de l'amendement, c'est qu'il constitue « une anomalie dans notre loi et un non-sens juri-

dique ». En effet, dit-il, qui dit warrantage dit gage, et qui dit gage dit objets mobiliers. Or, le bétail constitue presque toujours ce qu'on appelle immeuble par destination. Dans ce cas, il peut bien faire l'objet d'une hypothèque, d'un privilège, mais non d'un gage proprement dit ; il ne peut donc être warranté. Si les législations belge et italienne ont admis les animaux au nombre des objets susceptibles de warrant, c'est que le principe dont elles se sont inspirées est tout autre que celui qui régit le projet actuel : avec ce projet, il ne s'agit plus du privilège agricole, il s'agit du warrantage ; c'est le gage qu'il constitue, non le privilège ou l'hypothèque.

Dans cette lutte courtoise, il nous faut avouer que toutes nos sympathies vont à M. Codet. D'une application pratique immense et, à nos yeux, incontestable, son amendement, loin d'être un non-sens juridique, s'allie fort bien avec la véritable théorie du gage sans déplacement, avec celle que nous admettons, d'après laquelle ce n'est pas en réalité le gage qu'organise la loi sur les warrants agricoles, mais bien l'hypothèque mobilière. M. Chastenot est parti d'un principe faux : l'idée de gage. Il est logique avec lui-même, voilà tout. Mais, pour nous, qui dit gage dit dépossession, tradition réelle de la chose aux mains du créancier. Pour nous,

la loi ne s'est pas maintenue dans les limites orthodoxes du nantissement : sous prétexte d'organiser une modalité du gage, elle a fait de l'hypothèque. Peu nous importe, par conséquent, la raison juridique alléguée à la Chambre par M. Chastenet : elle n'existe pas. Meubles ou immeubles par destination, les animaux, à notre avis, peuvent et doivent rentrer dans l'énumération des objets susceptibles de warrant. Il est vrai que, si l'on admet le warrantage du bétail, il faudra prévoir et résoudre tous les conflits qui pourront se produire entre le bénéficiaire du warrant et ceux qui pourront avoir privilège ou hypothèque sur le bétail, et qui devraient, s'ils étaient antérieurs en date ou préférables par la nature de leurs créances, primer le porteur du warrant. Mais cette objection de l'éloquent rapporteur ne nous arrête pas : légiférer, dit-il, c'est prévoir. Reprenant ce mot si juste qu'il lança du haut de la tribune, nous nous permettrons de lui faire observer que ses devanciers, auteurs des projets que nous avons étudiés, notamment MM. de Mahy et Léon Say, ont su, eux, prévoir tous ces conflits ; et ils ont légiféré de telle sorte qu'ils ont pu les résoudre dans leurs propositions de loi. Il est vrai qu'ils étaient, eux, beaucoup moins certains de la véritable théorie juridique du gage sans dessaisissement : ils ne savaient

trop s'ils faisaient du gage, du privilège ou de l'hypothèque¹; mais, il faut le reconnaître, leur œuvre, si imparfaite sur d'autres points et inférieure à la loi actuelle, visait les besoins de l'agriculture française prise dans son ensemble, et ne visait pas seulement deux catégories sur trois de nos agriculteurs.

Avec M. Codet, nous pensons donc qu'il y a là une lacune dans la loi; formons le vœu qu'elle soit bientôt comblée: ceux qui élèvent du bétail doivent bénéficier de la loi à l'égal de ceux qui produisent des céréales, de ceux qui produisent du vin^{2 3}.

Discussion de la loi au Sénat

Ainsi adopté dans son ensemble par la Chambre des Députés, le projet vint en discussion au Sénat le 8 juillet 1898⁴, précédé d'un rapport favorable de la Commission Sénatoriale chargée de l'examiner après le vote de la

1. Voir notamment le rapport de M. Bozérian, p. 12. (Suite à la Note sur le Crédit Agricole.)

2. L'amendement de M. Codet fut rejeté par 313 voix contre 205.

3. L'amendement de M. de Jouffroy d'Abbans, qui tendait à comprendre dans l'énumération de l'article 1^{er} « le bétail assuré contre la mortalité, et, s'il s'agit d'un fermier, avec l'autorisation du propriétaire et déduction du cheptel », ne fut pas non plus adopté.

4. Journal Officiel du 9 juillet 1898, p. 785.

Chambre ¹, et présenté par M. Méline, au nom du Gouvernement ².

Deux amendements étaient proposés sur l'article premier ; l'un, de M. Legludic, tendait à comprendre dans l'énumération des objets susceptibles de warrant, non seulement les produits agricoles ou industriels provenant de l'exploitation, mais encore les objets mobiliers et les animaux provenant de cette exploitation, lui servant ou la garantissant. Mais M. Legludic déclara retirer son amendement et se rallier à celui de M. Savary. Celui-ci demandait que la limitation de l'article premier ne se rapportât qu'aux warrants délivrés au locataire ou fermier. D'après lui, le propriétaire ou l'usufruitier devait pouvoir faire warranter tous les objets mobiliers, tous les produits agricoles ou industriels, ainsi que tous les animaux qui sont sa propriété. Repoussé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, cet amendement ne fut pas appuyé ; et, sur la déclaration du Ministre, constatant que le Gouvernement préférerait le voir discuter sous forme de proposition de loi séparée, l'article 1^{er} fut mis aux voix et adopté.

1. N° 253. Sénat. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 avril 1898, Rapport Calvet

2. N° 212. Sénat. Annexe au procès-verbal de la séance du 2 avril 1898.

Loin d'être voté aussi facilement, l'article 2 du projet donna lieu à un long débat; sur lui se porta tout l'effort de la discussion, et cet article, qui, à la Chambre, passa inaperçu, fut celui qui retint le plus longtemps le Sénat. M. le sénateur Girard demandait que le troisième paragraphe en fût ainsi rédigé : « Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, ou encore ce qui garnirait le fonds loué, non compris les objets warrantés, serait d'une valeur insuffisante pour répondre des termes courants et de ce qui concerne l'exécution du bail, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits, par une autre lettre adressée au Greffier du Juge de Paix, et également recommandée. » Dans la pensée de son auteur, l'amendement avait pour but de sauvegarder intégralement le privilège appartenant au propriétaire, en vertu de l'article 2102 du Code civil.

Tous ceux qui ont pris part à la discussion de la loi, disait M. Girard, ont été d'avis, avec la Commission, que le privilège du propriétaire devait rester assuré. Or, du paragraphe 3, article 2, il résulte que, dans le cas où il ne sera rien dû au propriétaire, celui-ci ne pourra pas s'opposer au prêt sur les produits agricoles.

Cette disposition est insuffisante pour sauvegarder les droits du bailleur ¹. Que faut-il donc pour que celui-ci soit pleinement garanti ? Il est nécessaire qu'il ait le droit de s'opposer au prêt, non seulement lorsqu'il sera créancier de termes échus, mais encore lorsqu'il pourra craindre que les objets mobiliers restant après ceux qui sont susceptibles de warrant, ne soient insuffisants pour garantir l'année courante et, en même temps, l'exécution des obligations qui sont imposées par le bail. Autrement, un fermier, après avoir récolté ses produits, s'il ne doit à son propriétaire que l'année courante, non encore échue, pourra parfaitement les gager; et, quand le propriétaire voudra se faire payer de l'année courante, la partie la plus importante de son actif aura disparu et sera le gage d'un tiers. Et qu'à cela on ne vienne pas répondre : le fermier a le droit de vendre, donc il peut gager; car, à ce droit du fermier, le propriétaire peut opposer les siens : droit d'opposition à la vente en cas de fraude, droit de saisie-gagerie en cas d'un déplacement quelconque de fruits ou de meubles ², droit de saisie-revendication. Or, ces mesures de protection auxquelles le

1. Art. 2102 Code Civil, modifié par la loi du 19 février 1889.

2 Le propriétaire peut faire une saisie-gagerie en vertu d'une ordonnance du juge, non seulement pour des fermages échus, mais pour des fermages à échoir.

propriétaire peut avoir recours, la nouvelle loi les lui enlève.

En vain également pourrait-on objecter que la question de savoir si la garantie est suffisante pour assurer le paiement du terme courant, entraînerait des difficultés et des complications: l'article 14 n'autorise-t-il pas un référé devant le Juge de Paix? Pourquoi ne pas saisir également ce magistrat, par la même voie, des contestations qui pourraient s'élever entre le propriétaire et le fermier?

A ces explications de M. Girard, le Ministre de l'Agriculture répondit que les dispositions de la loi assuraient pleinement le privilège du propriétaire. En effet, dit-il, la Commission qui a élaboré le projet a touché le moins possible à l'article 2102 C. C. Elle n'a rien innové; elle a constitué purement et simplement le magasin général au domicile de l'agriculteur. La loi ne touche pas aux objets qui servent à garantir le propriétaire, c'est-à-dire au bétail et aux récoltes pendantes par branches et par racines, objets sur lesquels s'exercent d'habitude, d'une part la saisie-gagerie, de l'autre la saisie-brandon. Quant aux produits de la récolte sur lesquels est constitué le warrant, le fermier peut les vendre sans la permission de son propriétaire. La loi permet donc seulement au fermier de pouvoir garder chez lui des objets qu'il

serait forcé de vendre immédiatement après la récolte, sans attendre le moment favorable pour s'en défaire.

D'ailleurs, dans la pensée du Ministre, la mise en pratique de l'amendement de M. Girard constituerait « l'acte de décès » du projet de loi. Cet amendement emporte estimation de tout le mobilier qui garnit la ferme, chaque fois que le cultivateur voudra warranter. Or, l'agriculteur répugne à la publicité ; il aime qu'on s'occupe peu de ses affaires privées : plutôt que de warranter, il préférera vendre sa récolte à vil prix. Remarque fort juste pour qui connaît les mœurs et les idées de nos paysans, raison excellente quoique toute de pratique, mais qui n'étonne pas, sortant des lèvres de M. Viger. Avec raison, à notre humble avis, le Sénat pensa comme le Ministre, et rejeta l'amendement proposé, qui, adopté, eût bien inutilement compliqué la loi.

La discussion toutefois n'était pas close relativement au privilège du propriétaire, ce droit dont le Sénat s'est toujours montré le gardien vigilant, à tel point qu'il rejeta un projet antérieur comme y portant atteinte¹ : M. Guibourg de Luzinais se leva pour le défendre. Il demanda au Ministre de préciser la portée

1. Projet de Mahy-Léon Say.

juridique de l'article 2, qui subordonne pour le fermier la possibilité de warranter au consentement du propriétaire, lorsque des termes échus sont dus à celui-ci. L'article doit-il être entendu en ce sens que le fermier ne pourra se passer du consentement du propriétaire que lorsque sa situation sera absolument nette et quitte de toute dette pour fermages échus? A cette question, M. Viger répondit que, dans la pensée et des membres de la Commission du Conseil Supérieur de l'Agriculture, qui a élaboré le projet, et des membres de la Commission relative aux Warrants Agricoles, et dans sa propre pensée, il était entendu que des « termes échus » voulaient dire « un ou plusieurs termes échus », et que, quand même un terme n'aurait pas été complètement payé par le fermier, celui-ci ne pourrait emprunter sans l'agrément formel du propriétaire. Sur cette affirmation du Ministre, la discussion fut close : l'article 2 fut adopté.

A l'unanimité, tous les autres articles furent également votés, à l'exception de l'article 14, sur lequel le Sénat dut s'arrêter quelques instants. Cet article, nous le savons, ordonne qu'en cas de référé, ce référé soit porté devant le Juge de Paix. C'est cet article dont M. Guibourg de Luzinai demanda la suppression.

Le Président du Tribunal Civil, dit-il, a non

seulement une autorité, mais une science et une compétence supérieures à celles d'un Juge de Paix. Or, exercer la juridiction de référé est chose fort délicate. On ne peut donc la confier à un magistrat dont les connaissances juridiques sont, en général, beaucoup moins étendues que celles du Président du Tribunal : il pourrait arriver que le fond du droit soit définitivement compromis, sous prétexte d'une décision purement provisoire, obtenue en référé. Il lui fut répondu, avec beaucoup de raison, que la question à trancher sera une question de fait et non une question de droit : il s'agira purement et simplement de rechercher si le propriétaire est créancier ou s'il ne l'est pas. D'autre part, le but assigné au projet de loi, c'est la réduction des frais et la simplification de la procédure dans l'application du warrant à domicile ; il faut donc permettre à l'agriculteur, comme au propriétaire, de faire juger les petits différends par voie de référé devant le Juge de Paix, afin d'éviter des déplacements coûteux et inutiles. Bref, l'article 14 fut adopté conformément au texte du projet.

Avant le vote de l'ensemble de la loi, une dernière question, fort juste, il faut le reconnaître, fut posée au Ministre de l'Agriculture : « Je désire connaître, demanda le Sénateur Millaud, en l'absence de tout texte dans le projet,

quelle sera la situation de l'acheteur ou du vendeur d'une marchandise warrantée. Je voudrais être convaincu que la loi ne rendra pas plus difficile, et quelquefois tout à fait impossible, la vente d'une des denrées énumérées dans l'article premier. Faciliter l'emprunt et nuire à la vente du produit, ce n'est peut-être pas le bénéfice promis à l'agriculture française. »

La réponse du Ministre fut que l'agriculteur se trouvera exactement dans la situation d'un commerçant qui a déposé des objets dans un magasin général, et qui a créé un warrant à l'aide de ces objets ¹: tant qu'il ne sera pas dégagé de son warrant, il ne pourra pas vendre les objets qui constituent le gage; s'il les vend, il encourra les sanctions pénales prévues par la loi. D'autre part, si l'agriculteur veut vendre les produits warrantés avant l'échéance du warrant, il peut invoquer le bénéfice de l'article 7. Donc la loi n'empêche pas la vente, tout en garantissant les droits du créancier.

Sur ces explications de M. Viger, la discussion fut close : le projet de loi était adopté. Le 20 juillet suivant, il devenait la loi sur les war-

1. Comme nous le verrons plus tard, M. Viger va beaucoup trop loin : on ne peut ainsi assimiler le warrant agricole au warrant commercial, puisque, faute de récépissé, le propriétaire des produits warrantés ne peut en transmettre la propriété.

rants agricoles ¹, dont maintenant nous donnons le texte définitif :

LOI DU 18 JUILLET 1898 SUR LES WARRANTS AGRICOLES

ARTICLE PREMIER

Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation.

Les produits sur lesquels un warrant peut être créé sont les suivants :

- Céréales en gerbes ou battues ;
- Fourrages secs, plantes officinales séchées ;
- Légumes secs, fruits séchés et féculés ;
- Matières textiles, animales ou végétales ;
- Graines oléagineuses, graines à ensemercer ;
- Vins, cidres, eaux-de-vie et alcool de nature diverse ;
- Cocons secs et cocons ayant servi au grainage ;
- Bois exploités, résines et écorces à tan ;
- Fromages, miels et cires ;

1. La loi fut promulguée par décret du 18 juillet, inséré au Journal Officiel du 20.

Huiles végétales ;

Sel marin.

Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité.

ARTICLE 2

Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter.

Cet avis devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné, par l'intermédiaire du greffier du Juge de Paix du canton du domicile de l'emprunteur. La lettre d'avis sera remise au greffier, qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer, sous forme de lettre recommandée, comportant accusé de réception.

Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recom-

mandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre adressée au greffier du Juge de Paix et également recommandée.

ARTICLE 3

Le greffier de la Justice de Paix inscrira, sur les deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet, et d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprunter.

Dans le cas où l'emprunteur ne sera point propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier du Juge de Paix devra, outre les indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part après douze jours francs à partir de l'envoi de la lettre recommandée.

La feuille détachée de ce registre devient le warrant qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt.

ARTICLE 4

Le warrant doit indiquer si le produit warranté est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

ARTICLE 5

Les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec l'autorisation de l'emprunteur, copies des inscriptions d'emprunts faites par l'emprunteur ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune.

ARTICLE 6

L'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au Greffe de la Justice de Paix ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu à l'article 3, et il lui sera donné un récépissé de la radiation de son inscription.

ARTICLE 7

L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant.

Si le créancier refuse ses offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code Civil. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le Juge de Paix rendra une ordonnance aux

termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

ARTICLE 8

Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

ARTICLE 9

L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis immédiatement au Greffier du Juge de Paix par lettre recommandée, avec accusé de réception.

ARTICLE 10

A défaut de paiement à l'échéance, et après avis préalable transmis par lettre recommandée à l'emprunteur, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant, huit jours après l'avertissement et sans aucune autre formalité de justice, mais avec les formes de publicité prévues par les articles 617 et suivants du Code de Procédure, peut faire procéder

par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

ARTICLE 11

Le créancier est payé directement de sa créance sur le prix de vente par privilège et préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente, et sans autres formalités qu'une ordonnance du Juge de Paix.

ARTICLE 12

Le porteur du warrant perd son recours contre les endosseurs, s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement. Il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés. En cas d'insuffisance, le délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

ARTICLE 13

Tout agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance, et puni conformément aux

articles 406 et 408 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de l'article 463 du même Code.

ARTICLE 14

Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le Juge de Paix.

ARTICLE 15

Un décret déterminera les émoluments à allouer aux Greffiers de Justice de Paix pour l'envoi des lettres recommandées, l'achat et la tenue des registres, ainsi que pour la délivrance des certificats. Il établira, s'il y a lieu, toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ARTICLE 16

Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement : les lettres prévues aux articles 2, 9 et 10 et leur accusé de réception, la souche du registre institué par l'article 3, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le récépissé de radiation mentionnés aux articles 5 et 6 de la présente loi.

La feuille détachée du registre à souche et qui deviendra le warrant au moyen duquel le cultivateur réalisera son emprunt, restera sou-

mise au droit commun, c'est-à-dire qu'elle deviendra passible du droit de timbre des effets de commerce (5 centimes p. 100) au moment de sa transformation en warrant et de sa remise comme tel au prêteur.

L'enregistrement (50 centimes p. 100) ne deviendra obligatoire que dans le cas de protêt.

ARTICLE 17

La présente loi sera applicable à l'Algérie.



DEUXIÈME PARTIE

Théorie du Gage en Droit Romain

Gaius¹ donne l'étymologie suivante du mot *pignus* : « *appellatum est a pugno, quia res que pignori dantur, manu traduntur.* » *Pignus a pugno*, disait le jurisconsulte romain, afin de dépeindre cette appréhension manuelle, qui est indispensable dans le gage. Cette étymologie peut être forcée ; elle n'en répond pas moins à une idée vraie qui est celle-ci : la tradition est une condition essentielle du nantissement ; il faut que la tradition investisse le créancier et le mette en possession². Il faut que la chose passe en réalité du débiteur au créancier : *ad creditorem transit*³, non pas que ce passage touche en

1. Frag. 238, § 2, *de verb. signif.* D. 50, 16.

2. TROPLONG, *Du Nantissement*, p. 291.

3. ULPEN, L. 9, § 2, D. *De pignerat. actione*.

rien à la propriété, mais c'est un déplacement de possession¹, et ce déplacement est une condition essentielle du gage². *Simul traditur creditori*: ce sont les paroles des Institutes³.

Telle est et telle a toujours été, en droit romain, la théorie du gage: à aucune époque, jamais le juriste de Rome n'a conçu le gage sans la dépossession; pour lui, l'effet particulier du nantissement est de mettre le créancier en possession effective de la chose; il entraîne toujours une tradition réelle de l'objet. Aussi pouvons-nous dire, avec M. Girard, que le gage est un contrat réel qui suppose, pour sa naissance, une remise matérielle de la chose, mais non, à la différence du *Mutuum* et de la *Fiducie*, une translation de propriété⁴. Écoutons, d'autre part, la définition qu'en donne Accarias: « Le gage se forme par une tradition. » Dans le contrat de gage, l'*accipiens* est un créancier auquel la chose est remise, ou par le débiteur, ou par un tiers, pour assurer le recouvrement de sa créance, et à condition de restituer dès qu'il sera complètement payé⁵. La *traditio*, ici,

1. FLORENTINUS, L. 35, § 1^{er}, D. De *pignerat. actione*.

2. Id. *Solum possessionem transit ad creditorem*. Cela n'était pas vrai à l'origine, comme nous le verrons.

3. *Pignus contrahitur traditione*. (ULPIEN, L. 1, D. De *pignerat. actione*.)

4. P.-F. GIRARD, *Manuel de Droit romain, Contrats réels*, p. 511.

5. ACCARIAS, *Précis de Droit Romain*, T. II, des *Contrats réels de la 2^e classe*.

est une *nuda traditio*, c'est-à-dire que le *tradens* remet volontairement à l'*accipiens* la détention matérielle de la chose, sans abdiquer l'*animus domini*; mais il n'y en a pas moins dessaisissement de sa part et remise matérielle de la chose entre les mains du créancier; par conséquent, déplacement de la possession, cession de la possession faite par une personne à une autre personne.

Donc¹, le contrat pignoratif est réel, c'est-à-dire que les rapports contractuels ne peuvent naître que par la dation et à partir de celle-ci, ou à partir de la possession acquise au créancier. En un mot, pour que le contrat de gage soit parfait, il faut que le débiteur se dessaisisse de la chose entre les mains du créancier: la tradition réelle est une condition essentielle du gage.

Telle est la vraie théorie du gage en droit romain, celle qui résulte nécessairement et de l'étude des textes et des travaux de tous les auteurs qui ont écrit sur la matière. Comme nous allons le voir, à l'origine, les Romains ne pouvaient en concevoir une autre; d'autre part, c'est la seule qu'ils aient jamais admise, même dans le dernier état du droit.

A l'origine, en effet, même au temps de Gaius, le gage résultait d'une aliénation avec

1. MOLITOR, *Cours de Droit Romain approfondi*, t. II, p. 285.

contrat de fiducie ¹. Comment aurait-on pu alors concevoir le gage sans dessaisissement, alors que le débiteur transmettait au créancier, non seulement la possession, mais encore la propriété de la chose ? Que se passait-il, en effet ? Le débiteur donnait au créancier une chose dont il lui transmettait la propriété par *mancipatio* ou par *in jure cessio*. Le débiteur perdait donc la chose ; mais on avait l'habitude d'ajouter au transfert de propriété une convention particulière, *fiducia*, par laquelle le créancier s'engageait à remanciper la chose dès que le débiteur aurait payé la dette ^{2 3}.

Ordinairement, on convenait aussi que le débiteur conserverait la possession et la jouissance de la chose : cela pouvait se faire, soit gratuitement, *precario*, soit moyennant un loyer que le débiteur payait au créancier. Mais, remarquons-le, si, par ce moyen, le gage, en réalité, restait aux mains du débiteur, c'est que le créancier tenait peu à la possession, sa principale sûreté étant dans l'acquisition de la propriété quiritaire.

Tel fut le premier mode d'établissement du gage à Rome. A côté de lui, nous en trouvons

1. GAIUS, *Comment.*, II, § 60.

2. ID., *Comment.*, II, § 59.—ISIDORE, *Orig.*, V, 25.—BOETHIUS, *Ad Cic. Topica*, 4.

3. DEMANGEAT, *Cours de Droit Romain*, p. 171.

un autre beaucoup plus simple, mais supposant, lui aussi, la dépossession. Sans aliéner la chose, sans même concéder aucun droit sur elle, le débiteur se bornait à la remettre au créancier à titre de gage, *pignori deponere* ; et le *pignus*, ici encore, tirait toute sa force de la possession ¹.

A l'origine, la remise du gage dans ces conditions ne donnait au créancier d'autre garantie que celle résultant de l'impossibilité physique dans laquelle se trouvait le débiteur de disposer de la chose. Bientôt, on accorda au détenteur du *pignus* la possession dans le sens légal du mot, avec les avantages qui y sont attachés, notamment les actions possessoires et *l'accessio possessionis*, très importante pour l'interdit *utrubi* ².

Tels sont, d'après le droit civil, les deux modes, et les seuls, d'établissement du contrat de gage. Mais, suivant le droit honoraire, va-t-on nous répondre, ce contrat ne pouvait-il pas se former par l'effet d'une simple convention et sans dessaisissement actuel ? Soutenir une telle opinion est, à notre avis, commettre une erreur juridique.

Quelle fut, en effet, l'œuvre du prêteur ?

1. ISIDORE, *Orig.*, IV, 25. — PAUL, II, 4. *De commodato, deposito, pignore fiduciave.* — Frag. 36. D. *De condict. indebiti*, 12, 6.

2. CHARLES MAYNZ, *Cours de Droit Romain*, t. I, page 754.

Il permit au fermier de constituer en gage au bailleur de sa ferme, *prædium rusticum*, ses meubles, esclaves, bestiaux, instruments aratoires, et ce, il est vrai, sans dessaisissement actuel, par l'effet d'une simple convention. Celui-là, en effet, ne pouvait s'en dessaisir : comment, sans eux, aurait-il pu continuer à cultiver le bien loué ? Ils restaient donc en la possession du débiteur ; mais, si celui-ci venait à les enlever, à les faire disparaître de sa ferme, le propriétaire pouvait s'emparer de ces « *illata* » ; il pouvait suivre son gage partout où il se trouvait : le prêteur Salvius lui avait donné comme moyen d'action l'interdit *adipiscendæ possessionis* qui porte son nom, l'interdit Salvien ¹.

Le prêteur Servius, lui, alla plus loin : il créa une action *in rem* par laquelle le bailleur pouvait revendiquer les *illata* comme l'aurait fait un créancier fiduciaire, pourvu toutefois qu'il pût être prouvé qu'à l'époque de l'engagement ils avaient appartenu au fermier, *in bonis coloni fuisse*. Et l'*actio serviiana* rendit de tels services, qu'on l'étendit à d'autres hypothèses ; le prêteur créa une *actio quasi serviiana* : ainsi l'*actio serviiana* devint générale.

Mais ici, remarquons-le, nous ne sommes

1. Gaius, IV, 147.

plus en matière de gage ; nous sommes en matière purement hypothécaire : l'hypothèque, à Rome, nous le savons, pouvait porter sur les meubles aussi bien que sur les immeubles ; en réalité, ce n'est pas du gage qu'a fait le prêteur, c'est de l'hypothèque. Et les Romains, avec leur sens du droit, ne s'y sont pas trompés ; cette action quasi servienne, ils l'ont appelée *actio hypothecaria*, montrant ainsi la différence qu'ils établissaient entre le gage proprement dit et l'hypothèque. Quand la troisième forme de sûreté réelle, l'hypothèque, apparut, ils renforcèrent le gage en empruntant à l'hypothèque ses propres avantages : ils accordèrent au détenteur du gage les actions réelles, mais ils ne firent pas plus, et toujours, même après la disparition de la fiducie ¹, le gage, à leurs yeux, se distingua de l'hypothèque en ce sens qu'il exigea toujours la remise matérielle de la chose ^{2 3}.

Théorie du Gage dans l'Ancien Droit

De même, dans notre ancien droit français, au moyen âge comme à la fin de la monarchie,

1. La fiducie disparut au 5^e siècle de notre ère, mais le gage resta pleinement en vigueur.

2. Cours de Droit Romain de Van-Vetter, t. I. *De l'hypothèque*.

3. Justinien, *Inst. Quibus modis re cont.* § 4, et *De action.* § 7.

tout homme de droit a toujours regardé comme chose essentielle la mise en possession du créancier gagiste. « Le gage est un contrat réel, dit H. Beaune, en ce sens qu'il exige la remise, la tradition de la chose ; une prestation est nécessaire à son existence ; il faut que le créancier soit mis en possession. Pas de doutes à cet égard dans tout le cours de notre ancien droit ¹. »

Écoutons, d'autre part, la définition du gage par Houard : « Gage est immeuble ou meuble déposé aux mains du créancier, pour assurance de ce que l'on acquittera l'obligation contractée à son profit ². »

Pothier, lui-même, qui, plus d'une fois inspira les rédacteurs de notre Code Civil, est du même avis. « On peut, dit-il, définir le contrat de nantissement un contrat par lequel un débiteur, ou un autre pour lui, donne au créancier une chose pour la détenir par devers lui pour la sûreté de sa créance ; et le créancier s'oblige de la lui rendre après que sa créance aura été acquittée ³ ». Et, plus loin, quand Pothier nous parle de ce qui est de l'essence du contrat de gage, il nous dit qu'il doit intervenir une *tradition réelle* de la chose objet du contrat : « Il

1. H. BEAUNE. *Droit Coutumier français, les Contrats*, p. 497.

2. HOUARD, *Dictionnaire de la Coutume de Normandie*, t. II, p. 603.

3. POTHIER. *Traité du Nantissement*, chap. I, art. préliminaire et art. 1, § 2.

est de l'essence du contrat de nantissement, que le créancier *soit mis en la possession réelle de la chose* qui lui est donnée en nantissement. C'est pourquoi il est de l'essence de ce contrat qu'il intervienne une tradition réelle de cette chose, à moins qu'elle ne se trouvât déjà par devers le créancier à un autre titre ¹, fût-ce de prêt ou de dépôt; en ce cas, étant impossible de faire à quelqu'un la tradition réelle d'une chose qu'il a déjà par devers lui, le contrat de nantissement se fait en convenant que la chose que le créancier a déjà par devers lui, à titre de prêt ou de dépôt, lui demeure dorénavant à titre de nantissement. Cette convention renferme, selon les docteurs, une espèce de tradition qu'ils appellent *brevi manus*, par laquelle on feint que le créancier a rendu la chose qu'il tenait à titre de prêt ou de dépôt, et qu'il l'a incontinent reçue à nouveau à titre de nantissement. » Et Pothier conclut: « Hors ce cas, le contrat de nantissement ne peut se faire absolument sans une tradition réelle de la chose qui est donnée en nantissement. »

1. Ce n'est pas le cas de la loi du 18 juillet 1898, puisque le créancier n'a jamais été mis en possession lors du consentement des parties.

Théorie du Gage en Droit Moderne

Ce n'est pas seulement en droit romain et dans notre ancien droit que la remise de la chose par le créancier au débiteur a toujours été considérée comme étant de l'essence du contrat de gage : la théorie du gage a toujours été identique à elle-même, elle ne peut varier, ou bien alors ce n'est plus le gage, c'est tout autre chose, l'hypothèque, par exemple.

Nous pouvons le dire hardiment, une théorie juridique ne peut varier : elle est une, on ne saurait rien y changer sans la détruire. On la retrouve identique dans toutes les législations : à Rome autrefois, comme à Paris aujourd'hui, le gage, pour être le gage, suppose le dessaisissement ; car la possession du gage par le créancier gagiste dérive de la nature même du contrat de gage ¹.

Que veut-on indiquer, en effet, en disant que le contrat de gage est un contrat réel ? On veut dire que ce contrat, engendrant comme principale obligation pour le créancier de restituer le gage après l'extinction de la dette, il ne peut y avoir contrat de gage s'il n'y a pas remise

1. Jurisp. gèn., v^o, *Nantissement*, n^o 46.

faite au créancier : celui-ci ne peut être obligé de restituer, c'est-à-dire de rendre une chose qu'il n'a pas reçue. Ce caractère du contrat de gage ressort de la définition que l'article 2071 C. C. donne du nantissement, dont le gage est une espèce. D'après cet article, le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à un créancier pour sûreté de sa dette. Il y a donc là une condition essentielle à l'existence d'un contrat de gage. Cette idée élémentaire a été exprimée dans les travaux préparatoires du Code Civil¹. Le tribun Gary disait dans son discours au Corps Législatif : « La remise de la chose au créancier est de l'essence du contrat de gage². »

Voilà pourquoi notre Code Civil ne fait que reproduire la vieille théorie romaine ; voilà pourquoi l'article 2076 édicte la mise en possession du créancier gagiste, et ce, au sens où l'entendaient les Romains. S'en convaincre, n'est pas chose difficile ; il suffit d'interroger nos grands jurisconsultes : pas un n'est d'un avis différent.

« En principe, dit M. Guillouard, la mise en possession doit être réelle, et nous admettons volontiers qu'il ne suffirait pas, pour approprier

1. FENET, *Recueil des travaux préparatoires*, t. xv, p. 214.

LOCRÉ, *Législ. Civ. Comm.*, etc., t. xvi, p. 37.

2. Note sous Cassation, 18 mai 1898, — Lyon-Caen (S. 1898, 1, 433.)

le créancier, que le contrat de gage contînt la stipulation que désormais le débiteur posséderait la chose pour le créancier gagiste. Ce que la loi veut en exigeant que le créancier soit mis en possession de l'objet donné en gage, c'est que les tiers soient avertis de l'existence du droit conféré par le débiteur et de la diminution du patrimoine de celui-ci ; et ce résultat ne serait nullement obtenu par une mise en possession contractuelle, qui laisserait le débiteur en apparence dans la situation où il était avant le contrat de gage ¹. »

Troplong, ² lui aussi, exige la saisine du créancier ; il veut que la possession du gagiste soit exclusive : « Le gage n'est véritablement parfait qu'autant que le débiteur s'est dessaisi, et que, par une tradition positive et incontestée, il a livré la possession de la chose au créancier. » Et plus loin : « Il faut que la dépossession du débiteur soit sincère ; il ne faut pas qu'elle soit arrangée de manière à ne laisser au créancier qu'une vaine apparence de possession, et à conserver au débiteur le véritable maniement de la chose. »

De même tous les auteurs : Aubry et Rau ³,

1. GUILLOUARD, *Traité du Nantissement et du Droit de Réten-tion*, p. 95.

2. TROPLONG, *du Nantissement, du Gage et de l'Antichrèse*, p. 291 et suiv.

3. AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, t. IV, — *Du Nantissement*, p. 706.

Pont¹, Baudry-Lacantinerie², Laurent³, etc.

Nous pouvons donc conclure hardiment que la dépossession du débiteur au profit du créancier gagiste est de l'essence du contrat de gage, et ajouter que la possession de ce dernier doit être effective et réelle dans le sens de l'article 1141 et de l'article 2279, qu'elle ne saurait être feinte ou simulée. Le constitut possessoire ne satisfait pas au vœu de la loi, qui, pour mettre les tiers à l'abri des surprises et des fraudes, a voulu la dépossession effective et réelle du débiteur.

La théorie que nous soutenons est d'ailleurs conforme en tout point à l'opinion de la Cour de Cassation sur la matière. Conformément à sa jurisprudence antérieure, jurisprudence qui n'a jamais varié, la Cour Suprême, il y a à peine quelques mois⁴, jugeait que, « le contrat de gage étant un contrat réel, il est de l'essence même de ce contrat que la chose donnée en gage soit mise en la possession du créancier

1. PONT, *Explication théorique et pratique du Code Civil*, t. IV, *Du Nantissement*, p. 563 à 633.

2. BAUDRY-LACANTINERIE, *Traité de Droit Civil, du Nantissement*, t. I, p. 11.

3. LAURENT, *Droit civil français*, t. XXVIII.

4. Cass., 18 mai 1898 (S. 98, 1, 433).

Voyez, d'autre part :

Cass., 17 avril 1882 (S. 82, 1, 298 ; D. 83, 1, 186) ; — Cass., 19 février 1894 (S. 94, 1, 273) ; — Besançon, 18 décembre 1895 (S. 1896, 2, 71) ; — Orléans, 6 janvier 1887 (D. 1887, 2, 223) ; — Cass., 11 mars 1879 (S. 1880, 1, 53 ; D. 1879, 1, 401).

ou d'un tiers convenu (Code Civil, 2071, 2076 ; Code de Commerce, 92) ; —

Que l'accomplissement de cette condition est nécessaire entre les parties elles-mêmes pour que le créancier puisse se prévaloir des effets du contrat à l'encontre de son débiteur ». —

Théorie juridique du Warrant Agricole

M. Chastenet, le rapporteur de la loi à la Chambre, n'a donc pas eu une idée nette de la nature juridique du droit nouveau qu'il voulait introduire dans notre législation, quand il a dit : « Mais il est facile, en outre, d'analyser l'opération juridique : les produits engagés ayant leur représentation légale dans le warrant, la remise au créancier de ce titre représentatif peut constituer la tradition qu'exigent les principes en matière de constitution de gage. En même temps, il s'est opéré une sorte de *traditio brevi manu* ou quasi-tradition des produits warrantés eux-mêmes ; de telle sorte que le propriétaire de ces produits se trouvera détenir sa propre chose pour le compte du créancier gagiste, et à titre de dépositaire, avec toutes les conséquences de droit qui en découlent. A cette tradition, dont le caractère occulte pourrait ne pas

suffire à protéger les tiers, s'ajoute une publicité spéciale au registre du greffe de la justice de paix où s'inscrivent tous les warrants délivrés ¹ ². »

Eh bien, une telle opération juridique est-elle conforme aux principes que nous venons d'étudier, principes immuables, nous venons de le voir, tant en droit romain que dans notre vieux droit français et notre droit actuel ? Il faut répondre hardiment non. Pourquoi ? Nous allons le voir.

Il est évident que les produits engagés ont leur représentation légale dans le warrant; mais il est aussi évident que la remise au créancier de ce titre représentatif ne peut constituer la tradition exigée par les principes en matière de constitution de gage. Elle le pourrait si les produits warrantés étaient dans un entrepôt ou un magasin général, jouant le rôle du tiers convenu dont parle l'article 2076. Mais elle ne le peut précisément parce que le débiteur conserve à son entière disposition, dans ses propres magasins ou granges, l'objet du gage.

Mais si, nous dira-t-on : le créancier, par la remise du titre représentatif des produits war-

1. Rapport Chastenet, annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1897. Chambre, n° 2869.

2. De même, M. Jean Codet, dans la discussion générale à la Chambre, séance du jeudi 31 mars, Journal Officiel du 1^{er} avril 1898.

warrantés, a été mis en possession par le débiteur. A ceux qui nous feront cette réponse, nous demanderons si cette tradition, alors qu'il s'agit d'objets *corporels restant entre les mains du débiteur*, est la tradition telle que l'exigent les principes que nous avons étudiés, si c'est une tradition positive, incontestée, effective et réelle, comme le veulent les articles 1141 et 2279. Nous disons, nous, que c'est la tradition *feinte*, la tradition *simulée*; alors donc le contrat de gage manque d'un de ses éléments essentiels et n'est plus parfait.

D'ailleurs, n'oublions pas que l'article 2076 du Code civil exige, non seulement que le créancier soit mis en possession, mais encore qu'il reste en possession. Y reste-t-il, en réalité, avec la loi actuelle? Évidemment non. Nous entendons bien que, s'il détourne quelques-uns des produits warrantés, le débiteur encourra les peines de l'article 408 du Code pénal. Mais quelle sera alors la situation du créancier gagiste? Son privilège sera perdu, car le tiers acheteur, s'il est de bonne foi, pourra dire: en fait de meubles, possession vaut titre ¹. En droit, en effet, le privilège du créancier gagiste étant fondé sur l'idée de nantissement, ce privilège ne peut survivre au nantissement qui en

1. Louis DURAND, *le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, p. 686.

est la cause¹; puis, en fait, comme le privilège du créancier gagiste ne se manifeste, au regard des tiers, que par la possession du créancier, ceux-ci doivent croire que les droits du créancier ont cessé lorsqu'il n'a plus la possession de l'objet qui lui avait été donné en gage².

Telle est, en effet, en cas de détournement des objets warrantés, la situation : le gage est disparu ; le créancier gagiste n'a plus qu'une action personnelle contre le débiteur ; et les tiers (nous entendons bien qu'ils doivent être avertis de la constitution par les formalités exigées par la loi) peuvent, malgré ces formalités, être facilement induits en erreur, et penser que les objets disparus ont été rendus à la libre disposition du débiteur.

« En matière juridique, rien n'est dangereux comme une dénomination inexacte. L'expression de gage sans dessaisissement est un non-sens : le gage est, par définition, le nantissement d'une chose mobilière³. Gage sans dessaisissement, c'est comme si l'on disait nantissement sans nantissement^{4 5}. » Mais alors

1. PONT, *Des petits contrats*, II, n° 1135.

2. GUILLOUARD, *Du Nantissement*, n° 108.

3. Article 2072 C. C.

4. LOUIS DURAND, *le Crédit agricole en France et à l'Étranger*, p. 685 et suiv.

5. Rapport Bozérian, p. 42. (Suite à la Note sur le *Crédit Agricole*, août 1881.)

comment établir la théorie juridique du warrant agricole.

On a voulu, dit M. Louis Durand, établir un gage, tout en laissant le débiteur en possession ; or, nous savons que, s'il n'y a pas de possession réelle, il n'y a pas de gage ; car le gage tire toute sa valeur de la sécurité que donne au créancier la possession réelle de l'objet engagé. Le législateur valide cette possession, il la sanctionne, il la réglemente ; mais tous les effets que produit le gage sont la conséquence de ce fait matériel de la possession réelle acquise au créancier. Ce n'est donc pas un gage que la loi établit, mais bien un privilège conventionnel. Elle permet au débiteur d'accorder conventionnellement à son créancier un privilège qui consiste dans un droit de préférence, que le débiteur reconnaît au créancier sur le prix des objets warrantés.

Ici, sans doute, la loi du 18 juillet valide une convention jusqu'ici illicite : c'est un axiome de droit, connu de tout le monde, en effet, que, seule, la loi peut créer des privilèges ; la convention des parties est impuissante à en établir.

Mais une loi nouvelle pouvait déroger à cette règle, sans violer aucunement les grands principes de notre droit civil. Cette conception nouvelle, le législateur, il est vrai, ne l'a pas eue,

puisqu'il est parti de l'idée fausse de gage sans dessaisissement. Nous venons de voir que le gage sans dessaisissement n'est plus le gage, et nous devons admettre que, s'il ne peut y avoir gage, il n'en reste pas moins, si on analyse l'opération juridique, un privilège, privilège qui prend sa source dans la convention des parties, et non plus dans la loi. Pratiquement, d'ailleurs, avec cette théorie du privilège conventionnel, nous en arrivons aux mêmes résultats qu'avec la théorie du gage sans dessaisissement. Telle est la théorie soutenue par M. Louis Durand : ce n'est pas la nôtre.

Nous ne pouvons comprendre, en effet, l'antithèse que M. Durand établit entre le privilège et le gage, puisque le gage est un privilège¹ qui a sa cause immédiate dans la convention des parties, la loi n'intervenant que pour ratifier l'œuvre de celles-ci.

En réalité, si on lit avec attention les articles 1^{er} et 11 de la loi, on voit que, sans le vouloir, le législateur a ressuscité l'hypothèque mobilière, telle qu'elle existait dans les Coutumes de Bretagne et de Normandie², cette hypothèque imparfaite qui ne conférait au créancier qu'un droit de préférence sans droit de suite, à laquelle s'applique si parfaitement cette définition de

1. Art. 2074, 2075, 2076 et 2102.

2. Coutume de Normandie, art. 598.

Pothier: « L'hypothèque ou droit de gage est le droit qu'un créancier a dans la chose d'autrui, qui consiste à pouvoir la faire vendre pour, sur le prix, être payé de sa créance. Ce droit d'hypothèque est un droit dans la chose, *jus in re* ^{1.} »

Par suite, en effet, de la convention qui s'établit entre les parties, le créancier acquiert un droit réel sur les meubles affectés à l'acquittement de l'obligation, et qui ne sont autres que les produits warrantés ; le créancier a un droit de préférence puisqu'il est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et préférence à tous créanciers ² ; son droit est bien un droit accessoire ; ce droit subsiste en entier sur les meubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces meubles : donc il est indivisible, *jus est totum in toto et totum in qualibet parte*. Il ne manque donc au créancier, pour avoir sur les produits warrantés une véritable hypothèque, que le droit de suite ; mais ce droit, il ne l'a pas, puisque, en cas de détournement des objets affectés à l'acquittement de l'obligation, par exemple en cas de vente par le débiteur à un acheteur de bonne foi, il ne peut utilement revendiquer lesdits objets, et n'a plus qu'un recours personnel contre le débiteur.

Ce n'est donc pas là l'hypothèque mobilière

1. Pothier, De l'Hypothèque, n° 1.

2. Art. 11 de la loi sur les Warrants Agricoles.

telle que la comprenaient les Romains, celle à laquelle le prêteur Salvius et, plus tard, le prêteur Servius attachèrent une *actio in rem*. Mais, à part cela, quelles ressemblances frappantes entre la théorie romaine et celle que nous soutenons ! Comparons-les ¹ : on pourrait dire que le créancier, dans les deux cas, se trouve dans une situation analogue : ici encore, quoi qu'en dise notre législateur, le droit romain est le grand maître de notre droit moderne : ne nous faisons pas illusion : ce n'est pas le gage qu'a organisé la loi sur les Warrants Agricoles ; ses auteurs, sans le vouloir, ont ressuscité la vieille théorie romaine de l'hypothèque des biens meubles.

Situation juridique du prêteur

Le créancier, avons-nous dit, a d'abord un droit réel sur les meubles affectés au paiement de l'obligation, un *jus in re*. Sans doute, il n'a pas le droit de suite qui, nous le reconnaissons, est le véritable apanage du droit réel ; mais il n'est pas moins vrai qu'il peut, en gardant le warrant qui constitue son titre, mettre l'emprunteur dans l'impossibilité de disposer de ses produits, si

¹ Voyez plus haut : théorie du gage en droit romain.

celui-ci ne veut pas tomber sous le coup de la sanction inscrite dans l'article 13¹.

D'ailleurs, est-ce que l'article 10 ne lui reconnaît pas le droit, à défaut de paiement à l'échéance, de faire procéder par un officier ministérielle à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée? Et, si le produit de la vente est égal au montant de la somme prêtée, le débiteur se trouve complètement libéré vis-à-vis de son créancier.

En réalité, ce droit réel est un droit réel accessoire reposant, non sur la propriété, mais sur un démembrement de la propriété. Il ne peut se concevoir, en effet, que rattaché à un autre droit, sans lequel il ne saurait subsister, au droit de créance. Mais ce n'en est pas moins un droit réel; il repose en effet sur une chose bien déterminée, les objets warrantés; il est absolu et existe *erga omnes*: l'action qu'il engendre peut s'exercer *contra quoscumque*, puisque tout endosseur du warrant est passible de cette action, sans qu'il soit possible de dire à l'avance quel sera cet endosseur. Cette action est réelle, puisque le créancier peut lui-même poursuivre directement la vente de la chose engagée, en cas de non-paiement à l'échéance. Ce droit, enfin, est réel en ce sens qu'il affecte les objets

1. E. HOGREL, *Des Warrants Agricoles*, p. 9.

warrantés eux-mêmes et se trouve, par conséquent, opposable en principe à tous ceux qui acquerront ultérieurement sur la chose des droits de même nature : la chose ne peut plus s'offrir à eux que sous la réserve du droit du prêteur primitif dont elle est grevée. Vis-à-vis des prêteurs subséquents, le prêteur primitif, en un mot, a un droit de préférence, et ce droit de préférence prend lui-même sa source dans le droit réel, dans ce *jus in re* que le premier prêteur a sur les objets warrantés. Or, le droit de préférence n'est-il pas un des attributs du droit réel ? Le droit du créancier sur les objets warrantés est donc bien un droit réel : nous verrons plus loin, dans le commentaire de la loi, comment pratiquement il se traduira.

Pour le moment, nous dirons seulement que ce droit du créancier sur la chose entraîne les conséquences suivantes :

1° Son droit s'exerce sur la chose jusqu'à parfait paiement ; celle-ci est, pour ainsi dire, immobilisée, et, si le débiteur en dispose, il encourt les peines dont les articles 406 et 408 C. P. punissent l'abus de confiance. Et, si la loi a refusé au créancier la possession de la chose, ce qui lui enlève sa principale sûreté, elle lui a néanmoins accordé un titre, le warrant.

2° Si, à l'échéance, le créancier n'est pas payé, il a le droit de faire vendre directement

les objets affectés au paiement de l'obligation, comme nous le verrons en étudiant l'article 10 de la loi.

3^o La vente effectuée, la loi lui accorde un droit de préférence sur le prix. Arrêtons-nous sur ce privilège du créancier ; étudions-le.

C'est l'article 11 qui reconnaît ce privilège au créancier : « Le créancier est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente, et sans autres formalités qu'une ordonnance du Juge de Paix. » En réalité, si nous admettons la théorie de l'hypothèque mobilière que nous avons expliquée plus haut, nous pouvons dire que ce droit de préférence résulte de cette hypothèque, née elle-même de la convention des parties et des formalités prévues par la loi, qu'il en est une suite naturelle et accessoire. Ce serait là sa vraie source : l'article 11 ne ferait que le constater.

Avec la théorie de M. Louis Durand, son fondement juridique serait tout autre : le droit de préférence serait la manifestation du privilège conventionnel que la loi permettrait au débiteur d'accorder à son créancier.

Enfin, avec la théorie admise par le rapporteur de la loi, M. Chastenet, le droit de préférence sur le prix n'est que la conséquence

logique et nécessaire du droit de vente possédé par le créancier gagiste : ce serait un des effets produits par le contrat de gage.

Quoi qu'il en soit, ce privilège existe. Mais à quel rang vient-il ? A cette question la réponse est facile ; il suffit en effet de lire le texte : il est formel et place au troisième rang le privilège du créancier : « à tous créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente. » Donc, il n'est primé que par le privilège du Trésor et le privilège des frais de justice. « C'est le seul qui pourra s'exercer utilement après les frais de justice et la créance du Trésor public, » dit en effet M. Théodore Girard, lors de la discussion de la loi au Sénat ¹.

Mais que faut-il entendre ici par privilège du Trésor ? C'est le privilège reconnu par la loi du 12 novembre 1808, dans son article premier. Or, comme le dit fort bien M. Hogrel, au moment où le warrant est constitué, le gage (M. Hogrel admet la théorie du rapporteur de la loi) est frappé du privilège du Trésor. Il est donc tout naturel qu'il en reste grevé jusqu'à ce que le Trésor ait été payé. Le prêteur qui doit craindre cette créance devra, avant de remettre

1. Journ. Off. du 9 juillet 1898.

2. HOGREL, p. 41.

les espèces ou de consentir le prêt, s'assurer que cette créance n'existe plus.

Par frais de vente, nous entendrons ici tous les frais occasionnés par la vente poursuivie directement par le créancier de l'objet warranté, et de plus les frais de consignation, les frais d'enregistrement de warrant ¹, les frais de l'ordonnance d'attribution. On conçoit que ces frais soient privilégiés : « Les frais de justice, dit en effet Ferrière ², se prennent toujours sur la chose et par préférence, parce qu'étant faits à l'occasion et pour l'utilité d'une cause commune, ils en deviennent la dette, qui doit être acquittée avant que qui que ce soit puisse rien remporter de l'objet qui y donne lieu ^{3 4}. »

Mais ici, constatons-le en passant, la loi est en conflit avec la doctrine et la jurisprudence, comme le fait justement remarquer M. Hogrel ⁵ : elle fait passer, en effet, le privilège du Trésor avant le privilège des frais de justice. Sans nul

1. Article 16 de la loi.

2. Dictionnaire de Droit et de Pratique, v°, *Frais de justice*.

3. Voyez également TROPLONG, *Priv. et Hypo.*, II, p. 139.

4. Les frais faits par chaque créancier dans l'intérêt de sa propre créance sont considérés comme un accessoire de la créance même. (Code Civil du Tessin, art. 894.)

5. HOGREL, p. 41 : « Mais, vis-à-vis du Trésor, le texte de l'article 11 est mal rédigé. On admet, en doctrine et en jurisprudence, que les frais du Trésor sont primés par les frais de justice nécessaires à la réalisation du gage. » (Trib. civ. de la Seine, 7 décembre 1885, *Gazette du Palais*, 86, I, supp. 50. — AUBRY et RAU, III, § 263 bis, texte, p. 186.)

doute, cela est dû à un défaut dans la rédaction du projet de loi; à la Chambre comme au Sénat¹, l'article 11 a été adopté sans discussion; il a passé dans la loi tel qu'il était dans les divers projets. Mais il devait en être autrement dans l'esprit du législateur; car, lors de la discussion de la loi au Sénat, M. Théodore Girard a indiqué les choses telles qu'elles devraient être, disant: « C'est le seul (le privilège du créancier) qui pourra s'exercer utilement après les frais de justice et la créance du Trésor public. » Quoi qu'il en soit, actuellement, le privilège du Trésor passera ici avant les frais de justice; en troisième lieu seulement viendra celui du créancier.

Que doit-on penser de la situation faite par la loi au créancier? Est-il juste que son privilège passe avant le privilège de ceux qui ont fourni les semences, de ceux qui, par leur travail, ont contribué à faire sortir de terre cette récolte, sur le prix de vente de laquelle l'article 2102, § 4, leur accorde le droit d'être payés par préférence au propriétaire²? Doit-il être payé par préférence à ceux qui ont fait des frais pour la conservation de la chose, à ceux qui ont

1. Sénat, Séance du vendredi 8 juillet. (Journal Officiel, 9 juillet 1898.) — Chambre, Séance du jeudi 31 mars. (Journal Officiel, 1^{er} avril 1898.)

2. GUILLOUARD, *Priv. et Hyp.*, p. 402 et 497.

avancé des fournitures de subsistance au débiteur et à sa famille ? M. Théodore Girard, lors de la discussion de la loi au Sénat, ne le croyait pas ¹. Et il s'exprimait ainsi : « Sans doute, Messieurs, lorsque l'emprunteur tiendra ses engagements, lorsqu'il remboursera fidèlement le prêteur à échéances, pas de difficultés possibles ; nous n'avons rien à redouter. Mais devons-nous envisager cette seule éventualité, et n'est-il pas bon de prévoir le cas où l'on se trouvera en présence d'un débiteur soit négligent, soit de mauvaise foi, et où le porteur du warrant devra arriver, pour se faire rembourser, à la réalisation du gage ? Dans ce cas, le porteur du titre de gage sera désintéressé ; mais les autres privilégiés dont je parlais tout à l'heure, les domestiques, ces créanciers si intéressants, les fournisseurs de subsistance, ne vont-ils pas être exposés à perdre leur créance, puisque l'actif sera absorbé par le créancier nanti ? Et qu'on ne vienne pas dire qu'il y aura d'autres meubles ou même des immeubles sur lesquels leurs droits pourront s'exercer. En général, lorsqu'on aura recours à cette procédure, et qu'il faudra warranter les produits pour se procurer des crédits, on peut dire qu'il ne restera pas beaucoup d'autres biens. » Reprenant

1. Journ. Off. du 9 juillet 1898, p. 789.

l'idée de M. Girard, et s'appuyant en outre sur l'article 8 de la loi du 28 mai 1858, M. Hogrel demande la refonte de la loi sur ce point¹. Nous nous permettrons d'avoir une opinion différente, et de soutenir que le législateur a bien fait en fixant au troisième rang le privilège du créancier. M. Girard nous semble ne pas avoir compris l'esprit de la loi, quand il nous représente l'agriculteur n'ayant recours au warrantage qu'à la dernière extrémité, qu'alors que toute autre source de crédit est pour lui tarie, que sa situation est désespérée. Le législateur, au contraire, a voulu que le warrant agricole fût d'un usage courant, comme l'est le warrant commercial : dans son esprit, warranter ses produits n'implique nullement pour l'agriculteur l'idée d'une situation proche de la ruine. Et le législateur a raison : nous l'avons dit, l'agriculteur est aujourd'hui industriel et commerçant à la fois. Warranter, pour lui, doit devenir une opération courante, n'impliquant aucune idée de discrédit. Mais, pour cela, il faut que le créancier se trouve véritablement à l'abri ; son privilège doit donc être fortement établi, et voilà pourquoi le législateur, qui voulait, ne

1. HOGREL, p. 45 et suiv. : « L'article 8 de la loi du 28 mai 1858, qui règle le rang du privilège du porteur de warrant commercial, s'occupe du privilège des frais faits postérieurement à la constitution du gage pour la conservation de la chose : ce privilège prime le créancier porteur de warrants. »

l'oublions pas, créer une des branches du crédit agricole, a bien fait d'assigner au créancier le rang fixé par la loi du 18 juillet. C'était là pour lui une nécessité, s'il voulait assurer d'une manière vraiment forte le crédit de l'emprunteur. Il ne pouvait faire autrement: force lui était de sacrifier ici les autres créanciers, malgré tout l'intérêt, il faut bien le reconnaître, que présentent leurs créances.

Ce sont là, d'ailleurs, les seules créances qui peuvent entrer en conflit avec celle du porteur du warrant : nous n'avons pas, en effet, à nous préoccuper ici de l'article 2102, § 4, puisque l'agriculteur ne peut warranter que les produits de son fonds.

De même du privilège du bailleur; en effet, ou le bailleur ne forme pas opposition, ou il donne son consentement au prêt : dans les deux cas, il diminue son propre privilège volontairement, et ce privilège disparaît dans la mesure du prêt ¹.

Telle est la situation juridique du prêteur. Voyons celle de l'emprunteur : elle nous retiendra moins longtemps.

1. HOGREL, p. 42.

Situation juridique de l'Emprunteur

La situation que la loi fait au débiteur est celle d'un dépositaire, mais d'un dépositaire d'un ordre tout spécial. En effet, le dépositaire rend un service à autrui; l'emprunteur, lui, conservant la garde des produits warrantés, se rend service à lui-même. Et puisque c'est son intérêt qui domine, il faut le mettre sur la ligne du commodataire, et non sur celle du dépositaire^{1 2}. Donc, s'il vient à commettre une faute dans la garde de la chose, non seulement on lui reprochera la faute lourde qu'on reprocherait à un dépositaire ordinaire, mais il devra répondre de la faute légère (*culpa*)³.

Débiteur, tenu de veiller à la conservation de la chose, l'emprunteur est responsable de la faute que ne commettrait pas un bon père de famille (*culpa levis in abstracto*)⁴, alors que le simple dépositaire non débiteur répond seule-

1. TROPLONG, *Du Nantissement*, p. 394.

2. ULPEN, L. 13, § 1. Dig. *De pignorat, act.* — *Venit autem in hanc actionem et dolus et culpa, ut in commodato venit et custodia; vis major non venit.*

Et L. 45, même titre.

3. TROPLONG, *Du Dépôt*, n^{os} 65 et 76.

4. BAUDRY-LACANTINERIE et Albert WALHIL, *De la Société, du Prêt et du Dépôt*, p. 525.

ment de la faute qu'il ne commettrait pas dans la gestion de ses propres affaires (*culpa levis in concreto*)^{1 2}.

Débiteur de la chose, tenu de la conserver, ce n'est pas dans l'article 1927, comme le fait M. Hogrel, qu'il faut chercher les limites de sa responsabilité; c'est à l'article 2080 que nous devons nous reporter : il répondra, selon les règles établies au titre des Contrats ou des Obligations Conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence. Or, en renvoyant au titre des Contrats ou des Obligations Conventionnelles en général, l'article 2080 a évidemment en vue l'article 1137, qui oblige le débiteur d'un corps certain à veiller à la conservation de la chose et à y apporter les soins d'un bon père de famille. Donc, il est logique de décider que le débiteur dépositaire répondra de la faute légère, de la *culpa levis in abstracto*. N'est-il pas, en effet, débiteur d'un corps certain, puisque les produits confiés à sa garde ont été individualisés par le warrant.

1. Id. p. 532.

2. M. Hogrel, dans son *Commentaire de la loi*, se trompe donc quand il nous dit que l'emprunteur, dans la conservation de la chose, doit apporter la même diligence que celle qu'il apporte pour ses propres affaires. Son erreur provient de ce qu'il fait ressortir de l'article 1927 la *culpa levis in abstracto*; or, c'est la *culpa levis in concreto*. (Voyez p. 25.)

D'ailleurs, dans l'appréciation de la faute, le juge devra toujours s'inspirer de l'esprit de l'article 1928, § 3. Ici, en effet, le dépôt a bien été fait dans l'intérêt du dépositaire : c'est dans son unique intérêt que la loi, pour des motifs connus de nous, lui laisse la possession des objets warrantés, dérogeant ainsi à tous les principes admis jusqu'à aujourd'hui en matière de gage. Mais c'est là une cause, et une juste cause d'aggravation de la responsabilité du dépositaire débiteur ¹.

Et le juge devra se montrer d'autant plus sévère dans l'appréciation de la faute que le prêteur, le déposant dans la théorie du rapporteur de la loi, M. Chastenet, ne peut se soustraire à cette obligation de laisser les produits warrantés dans les greniers de son emprunteur.

Mais le juge doit-il étendre la rigueur de l'article 1928 jusqu'à rendre l'emprunteur responsable de la faute très légère ? Il faut, nous semble-t-il, répondre non. L'article 1928 ² ne parle pas de la faute très légère. Il est censé s'en référer au droit commun renfermé dans l'article 1137, et, dès lors, le dépositaire a satisfait pleinement à son devoir en s'acquittant des devoirs du bon père de famille. Exiger de lui les

1. TROPLONG, *Du Dépôt*, n° 82.

GUILLOUARD, *Du Dépôt*, n° 57.

2. TROPLONG, *Du Dépôt*, n° 85.

soins du très bon père de famille serait une exagération en désaccord avec les idées mi-toyennes du Code Civil sur la responsabilité des fautes.

Tels sont les principes desquels il ne faudra pas s'écarter dans l'appréciation de la faute du débiteur dépositaire. En résumé, celui-ci doit conserver la chose en lui donnant les mêmes soins que lui donnerait un bon père de famille. Bien que l'article 1928, § 3, lui soit applicable, il ne faut pas en étendre la rigueur au delà de justes proportions, et, comme tout dépositaire, le débiteur pourra invoquer le bénéfice des articles 1929 et 1933, § 2; ici, en effet, il faut appliquer le droit commun; c'est l'esprit de la loi du 18 juillet. Celle-ci, en effet, en confiant aux soins, à la garde du débiteur la marchandise warrantée, a voulu améliorer la situation du cultivateur. Le rendre responsable du cas fortuit, des accidents de force majeure, des détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, ce serait rendre sa situation éminemment précaire, intolérable même; ce serait aller contre le vœu de la loi. En droit, d'ailleurs, une pareille thèse ne saurait se soutenir. Comme le fait fort bien remarquer M. Hogrel ¹, les produits warrantés sont individualisés par le warrant; c'est un

1. HOGREL, p. 26.

corps certain, et, si ce corps certain vient à périr, le dépositaire va se trouver libéré ¹. Mais il faut s'entendre : il est libéré de la représentation de la chose, mais non de la dette.

Telle est la situation juridique du débiteur dépositaire. De cette situation découlent pour lui des obligations et des droits : ces obligations, ces droits, nous les verrons plus tard, quand nous ferons l'étude de la loi en elle-même.

1. Art. 1929 et 1302 Code Civil.



TROISIÈME PARTIE.

Commentaire de la loi du 18 juillet 1898

Quels sont les produits susceptibles de warrant?
Meubles non susceptibles de warrant

Tout agriculteur a le droit de créer, à son domicile, un warrant sur les produits de son exploitation, agricoles ou industriels, compris limitativement dans l'une des catégories suivantes :

- 1° Produits végétaux de consistance sèche,
Produits végétaux liquides ;
- 2° Produits d'origine animale ;
- 3° Produits d'origine minérale ¹.

1. Rapport de M. Calvet au Sénat. (Annexe au procès-verbal de la séance du 6 avril 1898, Sénat, n° 253.)

Les produits végétaux de la première catégorie sont :

Les céréales en gerbes ou battues, c'est-à-dire le blé, l'avoine, le seigle, le maïs, l'orge, etc., etc., avec ou sans les pailles ;

Les fourrages secs : foin (graminées), luzerne, trèfle, sainfoin (légumineuses), etc., etc., pour ne citer que les plus connus ;

Les plantes officinales séchées : absinthe, hysope, etc.¹ ;

Les légumes secs, les fruits séchés, les féculs, soit haricots, fèves, etc. ; les fruits destinés à fabriquer les boissons, par exemple les pommes séchées qui servent à faire le cidre par le procédé de la diffusion ;

Les matières textiles d'origine végétale : le chanvre, le lin, etc. ;

Les graines oléagineuses et les semences² : ce qui représente les graines de colza, de navette, de carotte, de betterave, de blé, d'avoine, etc., etc. ;

Les bois exploités, les résines et écorces à tan.

Parmi les produits végétaux liquides, la loi a rangé :

1. Voyez la discussion de la loi à la Chambre. Amendement du comte de Jouffroy d'Abbans.

2. Semences : amendement de MM. Ducos, de Ramel, Pourquery de Boisserin.

Les huiles diverses : olive, lin, œillette, etc. ;

Les boissons spiritueuses : vin, cidre, eau-de-vie et alcools divers.

Au nombre des produits d'origine animale, nous trouvons :

Les matières textiles : laine, soie, poil de chameau (en Algérie), cocons secs et cocons après grainage; les fromages, le miel et les cires.

Enfin, parmi les produits minéraux, un seul est susceptible de warrant, le sel marin ¹.

La loi, visant les besoins de l'agriculture française prise dans son ensemble, le législateur, on le voit par cette énumération, a voulu donner satisfaction à toutes les régions agricoles de la France. Pour nous, cette énumération est incomplète : elle devrait, nous l'avons vu, comprendre le bétail. Mais, si sur ce point nous sommes en complet désaccord avec le législateur, nous l'approuvons pleinement quand il exclut de la loi les récoltes pendantes par racines. Il faut bien, en effet, sauvegarder l'intérêt du propriétaire, dont le privilège a pour meilleure garantie la récolte sur pied, celle qu'il saisit ordinairement quand il veut exercer ce privilège. D'ailleurs, warranter une récolte sur pied, alors qu'elle est soumise aux brusques changements de temps, à toutes les sautes de

1. Sur la demande de M. Charruyer : voyez la discussion de la loi à la Chambre.

température, ce serait donner un gage vraiment trop aléatoire. Enfin, s'il est bon de donner du crédit à l'agriculteur, il ne faut pas encourager inconsidérément ses emprunts. C'est donc avec raison, et le texte ne laisse aucun doute à cet égard, que la loi ne vise que les produits récoltés, c'est-à-dire ceux qui, séparés du sol, sont emmagasinés dans les granges, greniers ou caves de l'agriculteur.

Autrement, comment M. Viger aurait-il pu assimiler le grenier du cultivateur au magasin général¹?

De plus, le produit agricole ou industriel susceptible de warrant est celui qui provient de l'exploitation de l'agriculteur. Par conséquent, un agriculteur qui aurait acheté la récolte de blé, un viticulteur qui aurait acheté la vendange de son voisin pour la joindre à la sienne, ne pourrait warranter que ce qui serait le produit de son exploitation personnelle, et non ce qui lui proviendrait des acquisitions faites. Il ne pourrait, dès lors, conférer au regard des tiers, quels qu'ils soient, le privilège résultant de la mise en gage que sur les produits de l'exploitation personnelle². Aussi le cultivateur qui fait le commerce des blés ne peut-il user du war-

1. Voyez la discussion de la loi à la Chambre.

2. LOUIS PERRIN, *Les Warrants Agricoles*, p. 13.

rant agricole ; mais il a à sa disposition le warrant commercial.

En résumé, seuls les produits de la ferme sont susceptibles de warrant, s'ils sont d'autre part compris dans l'énumération de l'article 1. Cette énumération, en effet, et ceci résulte nettement des travaux préparatoires ¹, est strictement limitative : tous les produits qui ne rentrent pas directement dans le texte de la loi ne peuvent être warrantés. Ainsi les fruits, pommes, poires, prunes, cerises, sont insusceptibles de warrant ; de même les légumes verts et les fourrages verts, les carottes, choux, navets, betteraves fourragères ou betteraves à sucre.

Avec raison, en effet, le législateur n'a voulu permettre le warrantage que des objets dont la conservation peut être le plus facilement assurée ². Or, on sait que les fruits, réunis en tas, sont de suite l'objet d'une fermentation très active. Qui n'a vu des tas de pommes à demi pourries, surtout par les années pluvieuses, un mois après la récolte ? Aussi, en pratique, les pommes sont-elles immédiatement expédiées à la brasserie ou transformées en cidre ou en alcool par le cultivateur lui-même. Quant aux fourrages verts, quant aux carottes, navets,

1. Rapport Chastenot.

2. Rapport Chastenot.

etc., ils sont aussitôt consommés par les animaux de la ferme. Les betteraves à sucre, elles, vont à la distillerie ou à la sucrerie. Tous ces produits, par leur nature même, sont insusceptibles d'un utile warrantage.

En ne permettant de warranter que les produits de l'exploitation, la loi a refusé au cultivateur d'emprunter sur les ustensiles qui servent à l'exploitation, sur les outils nécessaires au travail de la terre. Et le législateur a eu raison : warranter ces objets, c'est indirectement les aliéner. Or, supposons un fermier qui, à l'automne, emprunte sur sa charrue, sur son semoir. Vient l'hiver, la dure saison, où, si les fourrages ont manqué, il est si difficile de nourrir le bétail. Notre fermier ne peut payer à échéance ; les instruments qu'il a donnés en gage sont vendus conformément à l'article 10 : comment, au printemps, va-t-il pouvoir faire ses labours et ses semailles ? Son exploitation est arrêtée ; il n'a plus qu'à s'avouer vaincu. Le législateur a voulu éviter à l'agriculteur de tomber dans cette triste situation : nous devons l'en remercier.

Conditions de constitution du warrant

Les conditions nécessaires à la constitution du warrant agricole sont, comme pour tout contrat, de deux sortes : les conditions de fond et les conditions de forme. Étudions dès maintenant les premières.

CONDITIONS DE FOND

Celles-ci sont au nombre de cinq. Pour qu'un warrant agricole soit valablement constitué, il faut, en effet :

1° Que celui qui le constitue soit un agriculteur ;

2° Qu'il soit propriétaire des produits objet du gage ;

3° Qu'il ait la capacité d'aliéner ;

4° Que le propriétaire, si le constituant est fermier, ne s'oppose pas à l'emprunt ;

5° Que les produits warrantés rentrent dans l'énumération de l'article 1^{er}, et proviennent de l'exploitation du constituant.

Nous disons d'abord que le constituant doit être un agriculteur. Cette condition ressort nettement et des travaux préparatoires et du texte même de la loi. Apportant une grave dérogation

à la théorie du gage, telle qu'on la concevait jusqu'à aujourd'hui, la loi nouvelle n'est applicable qu'à l'agriculteur. C'est dans le seul intérêt de l'agriculteur qu'elle a été votée, et, par suite, seul le cultivateur peut profiter de ses dispositions exceptionnelles : le commerçant en denrées, rentrant dans l'énumération de l'article premier, ne saurait, lui, en bénéficier. D'ailleurs, le texte est précis : « Tout agriculteur », dit-il, c'est-à-dire tout exploitant du sol, tout homme qui travaille la terre, qu'il soit fermier, métayer ou colon partiaire, quel que soit d'ailleurs le genre de culture auquel il soumet ses champs, quelle que soit l'étendue de ceux-ci, quelle que soit l'importance de ses récoltes.

En second lieu, cet agriculteur doit être propriétaire des produits objet du gage. Comme nous l'avons vu, l'article 1^{er} ne permet au cultivateur d'emprunter que sur les produits du fonds lui-même. D'ailleurs, nous l'avons dit, warranter, c'est aliéner indirectement. Il faut donc que l'emprunteur soit propriétaire au sens absolu du mot, c'est-à-dire qu'il ait le droit d'*abusus*.

Ce droit d'*abusus* suppose nécessairement, et ceci est la troisième condition, la capacité d'aliéner. N'oublions pas en effet que, si l'emprunteur ne paie pas à échéance, l'objet qu'il a donné en gage sera vendu, que cet objet sortira

ainsi de son patrimoine ; qu'en le warrantant, il l'aura ainsi indirectement aliéné.

Toutefois, l'agriculteur, bien que propriétaire des produits objet du gage, ayant la pleine capacité d'aliéner, mais fermier, ne peut warranter que si son propriétaire ne s'oppose pas à l'emprunt. Comme la proposition Delaunay, comme le projet du Gouvernement, la loi sauvegarde ainsi l'exercice du privilège que confère au bailleur d'immeubles l'article 2102 du Code Civil. Elle donne même une garantie de plus au propriétaire. Rien, en effet, n'interdit aux fermiers de vendre leurs produits sans l'autorisation et même à l'insu du propriétaire ; en fait, le propriétaire apprend, presque toujours trop tard pour exercer son privilège, que le fermier a disposé de sa récolte. Or, cette récolte ne peut être warrantée sans son assentiment. Mais son opposition n'est recevable que dans un seul cas : celui où des termes échus seraient dus. Que faut-il entendre ici par termes échus ?

Sans vouloir revenir sur la discussion qui eut lieu à ce sujet au Sénat, discussion que nous avons étudiée, nous rappellerons que, dans l'intention de la Commission, aussi bien que dans celle du Gouvernement, les mots « les termes échus » ont un sens générique, le plus large. Par ces mots, le législateur entend édicter que la seule créance pour laquelle le propriétaire

aura le droit de s'opposer à l'établissement du warrant, est la créance pour termes échus, c'est-à-dire pour termes de fermages échus ; qu'ainsi la créance pour avances faites au fermier, par exemple, ne conférerait pas au propriétaire le droit de s'opposer au warrant. Ce droit d'opposition n'est attaché qu'à la créance pour fermages échus exclusivement à toute autre créance. Mais, dès que le propriétaire sera créancier pour fermages échus, il sera en droit de s'opposer au warrant sans qu'il y ait lieu d'induire du pluriel employé « des termes échus », que, pour que le consentement du propriétaire soit nécessaire, il ait besoin de prouver que plusieurs termes de fermages lui sont dus. Son droit d'opposition existera qu'il lui soit dû un terme ou qu'il lui en soit dû plusieurs, qu'il lui soit dû un terme entier ou seulement une partie de ce terme, après acomptes reçus. Il sera, dans tous les cas, créancier pour termes échus ¹.

Mais supposons que le fermier paye ses fermages par avance, et qu'il doive à son propriétaire un terme à échoir : peut-il warranter ses marchandises malgré l'opposition du propriétaire ? Ce dernier est-il recevable à former opposition au prêt ? Nous pensons, dit avec raison M. Hogrel ², que fermages échus est synonyme

1. Circ. Minist. du 16 août 1898.

2. HOGREL, p. 17.

de fermages exigibles. C'est sur l'exigibilité du fermage que repose le droit d'opposition : ce qui le prouve, c'est que le propriétaire ne peut en user quand il sait que le gage sera insuffisant pour assurer son privilège. Si donc l'époque d'exigibilité d'un terme à échoir est passée, le propriétaire est recevable dans son droit d'opposition.

Enfin, d'après la loi nouvelle, les produits objet du warrant doivent rentrer dans l'énumération de l'article 1^{er}, et provenir de l'exploitation du constituant. Ces exigences de la loi, nous les avons déjà vues; inutile donc d'y revenir. Passons. Nous avons ainsi étudié les conditions de fond relatives à la constitution du warrant: voyons quelles sont les conditions de forme.

CONDITIONS DE FORME

Les conditions ici exigées par la loi sont plus ou moins simples suivant que l'emprunteur est propriétaire de la terre qu'il exploite, ou s'il en est seulement le fermier.

Pour créer un warrant, le propriétaire agriculteur n'a qu'à s'adresser au Greffier de la Justice de Paix de son domicile. (Art. 2 § 2.)

Nous disons « de son domicile », car, bien que la loi soit muette sur la question, il s'agit du Greffier de la Justice de Paix du domicile de

l'emprunteur. D'une part, en effet, la loi désigne le Greffier de la Justice de Paix du domicile de l'emprunteur pour envoyer au propriétaire un avis dont nous verrons plus tard l'utilité. D'autre part, cette indication est confirmée par les travaux préparatoires, notamment par le rapport de M. Calvet au Sénat¹.

Le Greffier inscrit sur les deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet, et d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprunter.

Ces mentions sont destinées à spécialiser le gage. Inscrites d'après la seule déclaration de l'emprunteur, le Greffier n'a pas à en vérifier l'exactitude. Les produits déclarés existent-ils réellement ? Il n'a pas à s'en préoccuper. Même s'il y avait fraude de la part de l'emprunteur, dit excellemment M. Perrin², la responsabilité du Greffier serait à couvert, à moins de complicité dans les termes ordinaires de la loi pénale. C'est ce qui ressort, en effet, de la circulaire ministérielle relative à l'application de la loi : « Le Greffier n'a pas à se préoccuper du point de savoir si les récoltes annoncées par

1. N° 253. Sénat. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 avril 1898.

2. PERRIN, *Des Warrants Agricoles*, p. 22.

l'emprunteur existent bien sur ses terres ou dans ses bâtiments; il ne lui appartient pas de faire des recherches ou d'exercer un contrôle à ce sujet. Même s'il y a fraude, sa responsabilité est à couvert, sous réserve du cas où, ayant connaissance de la fraude, il se serait prêté à sa consommation. Son rôle consiste uniquement à suivre strictement la procédure qui règle les conditions dans lesquelles le warrant est préparé et délivré¹. »

C'est ici le moment de rappeler que l'article 2 du projet de M. Delaunay exigeait une expertise, par un expert nommé par le Juge de Paix, sur la valeur et la quantité de la marchandise, expertise dont les résultats devaient être portés sur le registre à souche et le warrant. Cette disposition a été supprimée dans le projet du Gouvernement, et le rapporteur de la loi à la Chambre a déclaré que, si l'expertise n'est plus obligatoire, elle reste facultative².

En réalité, elle n'aura jamais lieu dans la pratique, et il est regrettable que la disposition de M. Delaunay n'ait pas passé dans la loi. Remarquons, en effet, que toutes les indications fournies émanent du seul intéressé. C'est l'agriculteur qui détermine lui-même les pro-

1. Circ. minist. du 16 août 1898.

2. Quand l'expertise aura lieu, le résultat devra en être constaté sur le warrant.

duits qu'il veut warranter, leur nature, leur quantité, leur valeur. Le greffier ne fera qu'enregistrer ses déclarations. La loi espère que la seule affirmation de l'agriculteur, reproduite par le greffier, suffira à donner du crédit au warrant. Il est permis d'en douter. Les plus optimistes supposent que le prêteur collaborera à la création du warrant en faisant lui-même une estimation, acceptée par le débiteur, des produits offerts en gage. Mais, si cette hypothèse est possible, tout au moins est-il certain qu'elle n'est pas entrée dans les prévisions du législateur, qui a désiré un prêt consenti, non pas aux produits, mais au titre qui les représente, comme pour le warrant commercial.

Il est également fort regrettable que la loi actuelle n'ait pas reproduit l'article 10 de la proposition Delaunay, lequel portait : « Les dispositions des articles 1 à 13 de la loi du 28 mai 1858, relatives aux warrants commerciaux, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles ci-dessus, seront applicables aux warrants agricoles. »

En effet, l'article 3 n'oblige nullement le greffier à inscrire, tant sur la souche que sur la feuille à détacher, les nom, prénoms, domicile de l'emprunteur ¹, et le Garde des Sceaux a dû

1. Comparez avec art. 1, § 3, et art. 2 de la loi de 1858.

compléter la loi en enjoignant au greffier de faire ces mentions, non indiquées au texte ¹.

Le Greffier de la Justice de Paix devra encore noter, si le produit warranté est assuré, le nom et l'adresse de l'assureur. Si le produit n'est pas assuré, il devra également en faire mention.

Après avoir écrit ces différentes déclarations de l'emprunteur, le greffier détachera la feuille d'inscription de son registre à souche, et la remettra à l'emprunteur. Entre les mains de celui-ci, cette feuille devient le warrant qui lui permettra de réaliser son emprunt. (Article 3 *in fine*.)

Les formalités exigées par la loi pour la création du warrant sont plus nombreuses lorsque l'emprunteur est, non plus propriétaire, mais fermier ou métayer du sol qu'il cultive. Ces formalités nous sont indiquées par l'article 2 et l'article 3. Comme l'article 4 de la proposition Delaunay, et comme l'article 2 du projet du Gouvernement, l'article 2 de la loi actuelle règle les mesures préalables à la délivrance du warrant pour que le propriétaire soit prévenu et puisse, le cas échéant, faire opposition à cette délivrance.

Avant tout emprunt, le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas lui-même propriétaire ou usufruitier

1. Circ. Minist. du 16 août 1898.

du fonds, devra, par l'intermédiaire du Juge de Paix, aviser le propriétaire ou l'usufruitier dont il tient son bail de la nature, de la valeur et de la quantité des produits qu'il désire war-ranter, ainsi que du montant des sommes à emprunter. Le bailleur aura un délai de douze jours pour faire opposition au prêt. Ces diverses significations se feront par simple lettre recommandée, avec accusé de réception ¹.

L'article 2 de la loi ayant son origine dans la proposition Delaunay, on est en droit de le rapprocher de l'article 5 de la loi de 1858 ; raisonnant par analogie, nous pouvons donc affirmer que le montant des sommes à emprunter devra comprendre, non seulement le capital, mais encore le taux des intérêts. Cette solution est d'ailleurs dans l'intérêt du bailleur, intérêt que la loi veut sauvegarder, en ce sens que le propriétaire ne pourra ainsi être trompé sur le montant de la somme à emprunter.

La lettre d'avis sera remise par le fermier au Greffier du Juge de Paix du canton du domicile de l'emprunteur, qui, avant de la faire parvenir à son destinataire, devra l'enregistrer, c'est-à-dire qu'il en fera mention sur un registre spécial, distinct du registre à souche ; il devra en outre la viser. « Cette lettre, dit le Ministre,

1. Rapport Chastenet, p. 12.

dans sa circulaire relative à l'application de la loi, constitue l'acte initial de la procédure dans tous les cas où le cultivateur qui veut emprunter n'est pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation. Elle a une grande importance. Il est indispensable que les indications exigées par la loi, et qui seront plus tard reportées sur le warrant, y soient toutes réunies. Le Greffier est tenu de veiller avec soin à l'observation de ces formalités ; il doit aussi prendre garde que la lettre ne vise pas des produits autres que ceux déclarés warrantables, et qui sont limitativement désignés dans l'article 1^{er}. »

L'avis devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal. Mais que faut-il entendre par mandataire légal ?

D'après M. Perrin, la lettre d'avis ne pourrait être envoyée ¹ qu'au mandataire tenant son mandat de la loi, *lege*, seulement à celui qui, en vertu de la loi représente le propriétaire ou l'usufruitier, par exemple : au tuteur, au père administrateur des biens de ses enfants mineurs, au mari qui a un mandat légal relativement aux propres de sa femme, sous les régimes de communauté, exclusif de communauté, dotal. Et, bien qu'avouant ne pas trop voir le pourquoi de la chose, mais s'en tenant au texte, M. Perrin

1. PERRIN, p. 16 et 17.

refuse le droit d'être avisé au mandataire judiciaire et au mandataire conventionnel.

Mais pourquoi interpréter ainsi restrictivement la loi, qui, faite dans l'intérêt de tout agriculteur, veut, par l'article 2, sauvegarder les droits du propriétaire, que celui-ci soit un mineur, une femme mariée ou un absent? Comment, en effet, dans le système que nous combattons, celui qui, aux termes de l'article 112 du Code Civil, aura reçu mandat du Tribunal de pourvoir à l'administration des biens d'une personne présumée absente, pourra-t-il former opposition, aux termes de l'article 2 § 3 de la loi, s'il ne reçoit pas de lettre d'avis? Et il en sera de même pour l'administration des biens de l'interdit¹. Bien plus, les régisseurs des terres appartenant à nos grands propriétaires fonciers, eux qui ne représentent ces propriétaires qu'en vertu d'une convention, ne devront pas non plus être avisés. Mais alors, ce sera le propriétaire, qui, d'ordinaire, habite loin de son domaine, qui souvent ne connaît rien à la culture, qui devra recevoir la lettre? Voilà les conséquences de la théorie restrictive de M. Perrin : il en arrive indirectement à refuser au mandataire judiciaire le droit d'opposition compris par le Code Civil dans son mandat d'administrateur,

1. Art. 497 Code Civil.

et ce droit, il le refuse également au mandataire conventionnel, ce qui donne lieu à une foule de difficultés pratiques. Nous pensons, nous, qu'il ne faut pas s'en tenir à la lettre qui tue, mais à l'esprit qui vivifie, qu'il faut entendre ici le mot *légal* dans un sens plus large : pour nous, mandataire *légal* est synonyme de mandataire reconnu, admis par la loi, que le mandat vienne d'ailleurs *lege, judicio vel conventione*.

Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire *légal* désigné peuvent former opposition, et s'opposer au prêt dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recommandée. La remise à la poste de la lettre d'avis marque le point de départ du délai de douze jours laissé au propriétaire ou à l'usufruitier pour prendre parti et pour notifier, le cas échéant, son opposition au greffier de la Justice de Paix du domicile de l'emprunteur. Ce délai est franc, c'est-à-dire que le premier et le dernier jour ne sont pas comptés. En admettant, par exemple, que le greffier ait fait partir la lettre d'avis le 1^{er} janvier, il suffira que la lettre renfermant l'opposition du propriétaire ou de l'usufruitier lui parvienne le 14 janvier. De plus, si le dernier jour du délai était un jour férié, le délai serait prorogé jusqu'au lendemain, aux termes de l'art. 1033 du Code de Procédure Civile, modifié par la loi du 13 avril 1895¹.

1. Circulaire ministérielle du 16 août 1898.

Ce délai n'est pas susceptible d'être augmenté à raison des distances entre le domicile du propriétaire et le greffe de la Justice de Paix. Il n'y a pas d'hésitation possible à ce sujet en présence de l'article 4, § 2 *in fine*¹.

L'opposition, notifiée par lettre recommandée, parvenue au greffier après l'expiration du délai, serait en principe inopérante². Quand nous commenterons l'article 14, nous verrons comment régler les difficultés qui peuvent surgir à ce sujet.

La date de l'arrivée au greffe de la lettre recommandée, adressée par le propriétaire ou l'usufruitier, est portée par le greffier sur le registre spécial qui renferme déjà les mentions substantielles contenues dans la lettre d'avis³.

L'opposition notifiée dans le délai de douze jours met obstacle à la délivrance du warrant. Dans le cas où le propriétaire ou l'usufruitier a expressément adhéré à l'emprunt, rien ne s'oppose au contraire à ce que le cultivateur reçoive immédiatement le warrant qui lui servira à réaliser cet emprunt. Enfin, le cultivateur peut réclamer la remise du warrant après l'expiration du délai de douze jours, s'il n'est survenu dans ce délai aucune opposition.

1. En ce sens : HOGREL, p. 23 ; — PERRIN, p. 19.

2. Circulaire ministérielle.

3. Circulaire ministérielle.

Mais, avant de lui délivrer le warrant, le greffier doit mentionner, tant sur la souche que sur la feuille à détacher, outre les indications qui nous sont déjà connues :

1° Aux termes de l'article 3, la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, la non-opposition de leur part ;

2° D'après la circulaire ministérielle, les noms, prénoms, domicile et qualités de l'emprunteur et du propriétaire ou de l'usufruitier de l'immeuble exploité par l'emprunteur. Le greffier peut, d'ailleurs, remplacer la mention de non-opposition par la date de la réception du consentement du propriétaire ou de l'usufruitier ¹.

Conformément à l'article 4, notation devra être prise du nom et de l'adresse de l'assureur, en cas d'assurance des produits warrantés. Si ces produits ne sont pas assurés, le greffier devra également l'inscrire.

Qu'arriverait-il si le greffier délivrait le warrant sans que le propriétaire eût reçu avis de l'intention de son fermier d'emprunter ? Le porteur du warrant ne pourrait opposer aucun privilège au bailleur, ce warrant étant nul, les prescriptions de l'article 2 n'ayant pas été accomplies. D'autre part, le greffier ne pourrait

1. Circ. minist.

être déclaré responsable que s'il y avait oublié de sa part ou entente avec l'emprunteur pour tromper les tiers ; comme nous l'avons vu, le greffier n'est en effet responsable que de ses fautes professionnelles.

Une dernière remarque, et nous en aurons fini de la question de la création du warrant : on a dit bien souvent, lors des travaux préparatoires, que le greffier jouait un rôle analogue à celui du directeur des magasins généraux. Mais, à la différence de celui-ci, il ne délivre à l'intéressé qu'un seul titre, un warrant. Le récépissé représentant le droit de propriété sur les produits n'est pas remis à l'agriculteur. Le législateur l'a considéré comme inutile ¹. A-t-il eu raison ? Nous ne le pensons pas, car nous croyons que cette suppression sera un obstacle sérieux au rachat du warrant. M. Delaunay, lui, le comprenait bien, et voilà pourquoi sa proposition comportait la délivrance du récépissé.

Ceci dit, passons ; plus tard, en temps utile, nous reviendrons sur cette question.

1. Voyez : 1^o Projet du Gouvernement, exposé des motifs par M. Méline ;

2^o Rapport Chastenet, p. 11.

Publicité du Warrant

Nous venons de voir, en étudiant la constitution du warrant agricole, comment la loi a su heureusement concilier l'intérêt de l'agriculteur avec la sauvegarde des droits du propriétaire. Après avoir garanti les droits du bailleur, le législateur devait aussi songer à prémunir les autres tiers contre le danger qui aurait pu résulter pour eux de la détention par le fermier des objets warrantés. Quand il s'agit d'un nantissement ordinaire ou d'un warrant commercial, le débiteur, étant dépossédé de sa chose, ne pourra induire en erreur les tiers auxquels il remettrait de nouveau en nantissement des objets déjà donnés en gage. Il n'en est pas de même pour les warrants agricoles. A défaut de la publicité résultant de la dépossession du débiteur, il était nécessaire d'organiser en faveur des tiers un autre mode d'avertissement. On a eu recours à une procédure analogue à l'inscription d'hypothèque ¹.

L'article 5, en effet, oblige le greffier à délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec autorisation de l'emprunteur, copie des inscriptions

1. Voyez les travaux préparatoires.

d'emprunt faites par l'emprunteur ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune. Les tiers qui voudront consentir un prêt à l'agriculteur auront de la sorte le moyen de se renseigner sur l'étendue de son crédit ¹.

Malgré l'opinion contraire émise par M. Perrin ², nous pensons que le législateur a eu raison de modifier l'article 5 du projet du Gouvernement, et de subordonner au consentement de l'emprunteur la délivrance par le greffier de la copie des inscriptions. Seules, en effet, les personnes qui ont intérêt à connaître le degré de solvabilité de l'emprunteur pourront utiliser la publicité organisée par la loi, et le cultivateur, naturellement méfiant, ne pourra croire son crédit atteint, comme il l'eût cru si la publicité eût été sans limites. Et qu'on ne vienne pas dire, avec M. Perrin, qu'en fait la publicité n'existe plus avec le texte actuel ? Car tout emprunteur qui refusera à son prêteur l'autorisation de requérir délivrance des inscriptions de ses précédents emprunts, sera immédiatement tenu en suspicion par celui-ci, qui lui refusera tout crédit.

Dans le silence de la loi, nous pensons que l'autorisation pourra être donnée dans les formes ordinaires du droit commun, soit que l'emprun-

1. Projet du Gouvernement, exposé des motifs, p. 5.

2. PERRIN, p. 29.

teur donne procuration au prêteur, soit qu'il se rende avec celui-ci au greffe, auquel cas l'autorisation sera verbale. Cette opinion, nous semble-t-il, est conforme à l'esprit de la loi, qui a recherché, en même temps que la simplification des formes, la diminution des frais. Voilà pourquoi la réquisition du prêteur pourra être verbale, ou tout au moins faite par simple lettre affranchie.

En aucun cas, d'ailleurs, et ceci ressort nettement des travaux préparatoires ¹, le prêteur ne pourra consulter lui-même les registres d'inscription, qui ne devront jamais être communiqués par le greffier. Si celui-ci faisait cette communication, comme aussi, d'ailleurs, s'il donnait les copies d'inscriptions sans autorisation, il manquerait gravement à son devoir professionnel ².

De même le greffier ne devra mentionner dans la copie des inscriptions que les warrants en cours, et omettre ceux qui déjà ont été rayés conformément à l'article 6. Ceux-ci n'existent plus ³.

Mais il devra délivrer copie de tous les

1. Projet du Gouvernement, exposé des motifs, p. 5.

2. D'après M. Perrin, le greffier s'exposerait même aux peines de l'article 378 du Code Pénal. Mais il faudrait savoir si le greffier peut être compris dans l'énumération de cet article : c'est là un point de droit que nous n'avons pas à trancher ici.

3. Projet du Gouvernement, exposé des motifs.

warrants émis par un même emprunteur, bien que celui-ci ait donné en gage des récoltes variées. Cela est nécessaire pour que le prêteur puisse nettement mesurer le degré de solvabilité, la « surface », comme on dit souvent dans le langage du commerce, que présente celui auquel il va confier son argent. D'ailleurs, la loi nous dit : « copie des inscriptions d'emprunts faites par l'emprunteur », c'est à-dire copie des inscriptions de tous les emprunts, quels qu'ils soient, quelque variés que soient les produits sur lesquels ils ont été faits, pourvu, bien entendu, que les warrants soient encore en cours.

Un dernier mot et nous en aurons fini avec l'article 5 : la publicité qu'il édicte ayant été organisée en faveur des tiers, dont tout le monde, nous l'avons vu en étudiant les travaux préparatoires et la discussion de la loi, a voulu sauvegarder les intérêts, nous pensons qu'il ne faut pas réserver le bénéfice de cet article au seul prêteur, comme le dit le texte. Tel n'est pas le vœu du législateur, et nous espérons que la jurisprudence permettra d'invoquer l'article 5, toujours bien entendu sous l'autorisation de l'agriculteur, à tous les tiers qui, voulant traiter avec le cultivateur, doivent connaître exactement sa situation. Interpréter ainsi l'article 5 est chose nécessaire, même pour l'intérêt du

cultivateur : jamais, en effet, celui-ci ne trouvera un acheteur pour sa récolte, si on ne reconnaît à ce dernier le droit de s'assurer si cette récolte est libre.

Obligations de l'emprunteur

Avant d'entreprendre le commentaire de la loi, nous avons étudié quelle était en droit la position de l'emprunteur : cette étude va nous permettre d'être très bref sur les obligations de ce dernier ; car elles découlent naturellement de sa situation juridique. Ces obligations peuvent se ramener à quatre :

1° Il doit conserver les produits donnés en gage. Il en est, en effet, le détenteur et le gardien au sens des articles 596 et suivants du Code de Procédure Civile. Leur conservation juridique, aussi bien que leur conservation matérielle, lui est confiée. « Le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité. (Art. 1^{er}.) Quel est le degré de sa responsabilité, quels soins est-il tenu de donner au gage resté en sa possession ? Ce sont choses maintenant connues de nous ¹ ; nous n'y reviendrons pas.

1. Voir plus haut le chapitre : *Situation juridique de l'emprunteur*.

Mais le débiteur, dépositaire de la chose, doit-il la garder par lui-même ?

Peut-il en confier la garde à un tiers ?

C'est là une faculté que la loi, semble-t-il, lui a refusée. « Le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité (art. 1 § 4) en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation. » (Art. 1 § 1.) N'oublions pas, en effet, que les propres greniers du cultivateur jouent ici le rôle du magasin général : les produits objet du gage qui y sont renfermés, ne doivent en sortir qu'après la libération de la dette.

2° Il ne peut user matériellement des objets donnés en gage tant qu'il n'a pas racheté ou payé le warrant.

3° Il ne peut en disposer juridiquement : le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. Tant qu'à ce porteur n'est pas complètement désintéressé, l'emprunteur ne doit pas vendre la chose.

Cette *impossibilité* où il est de vendre la récolte warrantée met le cultivateur dans une

1. Cette impossibilité nous est nettement démontrée par tous les travaux préparatoires, et notamment par la réponse du ministre à M. le Sénateur Millaud. (Voyez la discussion de la loi au Sénat.)

situation des plus critiques. Comment se procurera-t-il de l'argent à l'échéance pour payer le porteur du warrant ? C'est ici que, il faut le reconnaître, la proposition de M. Delaunay était bien supérieure à la loi actuelle. Avec le récépissé créé par la loi de 1858 à côté du warrant, et dont M. Delaunay demandait le maintien, car il en voyait toute l'utilité, avec ce récépissé, disons-nous, la situation respective de ces titres, l'un représentatif du droit de gage, le warrant, l'autre représentatif du droit de propriété, le récépissé, était réglée de la même façon qu'en matière commerciale. Le cultivateur propriétaire des marchandises warrantées, pouvait les vendre en en transmettant la propriété par l'endossement du récépissé, les droits du porteur du warrant restant intacts. Et ainsi, il se procurait des fonds pour rembourser le porteur du warrant. La loi actuelle, au contraire, conçoit le warrant de telle sorte que le cultivateur est dans l'impossibilité, non pas seulement de racheter, mais même de payer le warrant à échéance, à moins que l'argent ne lui rentre d'autre part.

A ces trois obligations de l'emprunteur, la loi a donné une sanction, une sanction pénale. Tout agriculteur, dit-elle (art. 13), convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage

de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance, et puni conformément aux articles 406 et 408 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de l'article 463 du même Code. L'agriculteur, en détériorant volontairement, en dissipant ou en détournant le gage du prêteur, commet en effet un véritable abus de confiance, puisqu'il détient pour le compte de son créancier, dont il est en quelque sorte le mandataire dépositaire¹. L'article 13 peut donc sembler inutile ; à défaut de texte, le juge aurait appliqué les règles du droit commun en matière d'abus de confiance. Mais le législateur, connaissant la maxime : *utile per inutile non vitiatur*, a voulu préciser, et, avec raison, n'a laissé aucun doute à cet égard. Il a d'ailleurs, remarquons-le, étendu les dispositions de l'article 408, qui ne s'appliqueraient pas à de simples détériorations volontaires.

D'après le rapporteur de la loi, M. Chastenet, l'article 405 du Code Pénal pourra, le cas échéant, trouver son application, lorsque les déclarations de l'emprunteur sur la qualité, la quantité et la valeur de la marchandise² seront frauduleuses. C'est d'ailleurs s'en référer au droit commun et à la jurisprudence établie en matière d'escroquerie.

1. Rapport Chastenet, p. 16.

2. Voyez article 3.

Cette sanction pénale était absolument nécessaire pour donner des garanties au prêteur. Celui-ci, en effet, privé par la loi de la possession du gage, aurait été le jouet de l'emprunteur malhonnête, en cas de détournement des objets warrantés : le recours personnel qu'il aurait eu seulement contre le débiteur eût été le plus souvent illusoire. Or, l'ombre de la justice criminelle suffira à elle seule, la plupart du temps, à inspirer une crainte salutaire à l'emprunteur, et à assurer la conservation du gage du créancier.

Mais le warrant commercial aura toujours, sur le warrant agricole, ce grand avantage d'offrir, par le fait même de la possession réelle et du droit de rétention qui en est la conséquence, des sûretés que ne sauraient remplacer les sanctions pénales de l'article 13. Car, si, acculé par la nécessité, l'agriculteur, bravant les foudres du Code, vend sa récolte, ce qu'il pourra faire d'ailleurs par simple ignorance de la loi, le prêteur n'aura plus contre lui qu'un recours personnel, inutile à exercer.

Quoi qu'il en soit, avec la conception du warrant agricole, telle que l'a eue le législateur, l'article 13 de la loi s'imposait : les peines qu'il édicte sont la sauvegarde des intérêts du prêteur, et sa seule sauvegarde.

« D'après l'article 1^{er} *in fine*, dit M. Perrin ¹,

1. Perrin, p. 14.

le cultivateur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde, sans indemnité. La première partie de cette disposition, empruntée à l'article 3 du décret du 12 mars 1859, complétant la loi de 1858, est superflue. On la comprendrait si le dépositaire était autre que l'agriculteur; car il eût été intéressant de préciser l'étendue de la responsabilité de ce tiers, qui n'eût été tenu que par le fait du contrat de dépôt, comme le sont les magasins généraux. Mais, comme en matière de warrant agricole, l'agriculteur est d'abord tenu par le contrat de prêt, il importe peu au prêteur que l'on édicte contre l'emprunteur la responsabilité du dépositaire : elle n'ajoutera rien ni comme créance ni comme garantie aux droits du porteur du warrant. »

Il serait oiseux d'ajouter quelque chose à ces paroles. Passons pour en arriver à la dernière obligation de l'emprunteur, celle qui consiste dans le paiement à l'échéance. Tout naturellement, l'étude de cette obligation rentre dans la question du paiement du warrant, dont nous allons maintenant nous occuper.

Païement du Warrant

Relativement au paiement du warrant agricole, trois cas peuvent se présenter :

1° Le prêteur est remboursé à l'échéance convenue ;

2° Le warrant est l'objet d'un remboursement anticipé de la part de l'emprunteur ;

3° Le débiteur ne peut payer à l'échéance.

Ces trois cas sont respectivement prévus par la loi dans ses articles 6, 7 et 10.

Le premier cas ne présente aucune difficulté ; et, en réalité, dans l'article 6, la loi ne fait que régler les formalités que l'emprunteur devra accomplir pour obtenir mainlevée de son inscription, une fois le remboursement opéré. Rentré en possession du warrant par le fait même du paiement, l'emprunteur devra présenter ce warrant au Greffier de la Justice de Paix. Celui-ci constatera le remboursement à l'aide d'une mention sur le registre à souche prévu par l'article 3. L'inscription rayée, il donnera un certificat de la radiation à l'emprunteur. Dès lors, celui-ci pourra disposer librement des produits qu'il avait warrantés, et qui, étant le gage du prêteur, étaient, de ce fait, immobilisés.

Cette impossibilité dans laquelle se trouve le débiteur de disposer de l'objet du gage tant qu'il n'a pas remboursé son prêteur, aurait pu le mettre dans une situation des plus fâcheuses, l'empêcher de se défaire de sa récolte alors qu'il en trouve un prix rémunérateur, bref, lui faire manquer une bonne opération, si le législateur n'avait prévu le cas.

Ce dernier, à l'exemple du législateur de 1858¹, permet à l'emprunteur de rembourser, même avant l'échéance, la créance garantie par le warrant, et édicte les formalités que l'emprunteur devra remplir au cas où le créancier n'accepterait pas ce remboursement anticipé. (Art. 7.)

Si l'agriculteur s'entend avec le prêteur ou son cessionnaire, il ne peut y avoir aucune difficulté ; le paiement aura lieu, et l'emprunteur pourra obtenir mainlevée de son inscription conformément à l'article 6.

Mais, si le créancier refuse ses offres, le débiteur pourra, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code Civil. (Art. 7, § 2.)

Il fera donc au porteur du warrant sommation d'accepter les offres réelles du montant des sommes qui lui sont dues.

1. Loi du 28 mai 1858, article 6.

Si ce dernier accepte, il se dessaisira du warrant aux mains de l'huissier, qui lui remettra les fonds. S'il persiste dans son refus, dépôt sera fait de la somme due à la Caisse des Dépôts et Consignations avec le paiement de dix jours d'intérêt qui suivent le dépôt. (Art. 7, § 3.) Sur le vu de la quittance de consignation régulière, le Juge de Paix rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée. Cette quittance est suffisante, dit la loi, c'est-à-dire que le Juge de Paix, non seulement pourra, mais devra rendre l'ordonnance dont il s'agit, du moment qu'un certificat régulier de consignation lui sera présenté.

Bien que la loi soit muette sur ce point, nous pensons, avec M. Perrin¹, que, sur le vu de l'ordonnance, le Greffier devra alors procéder à la radiation de l'inscription par une mention écrite sur la souche du warrant comme au cas de paiement volontaire, et délivrer un certificat de radiation.

Telles sont les formalités libératrices des produits warrantés. N'oublions pas qu'elles sont applicables, soit que le warrant se trouve entre les mains du prêteur, soit qu'il soit en la possession d'un tiers porteur.

1. PERRIN, p. 39.

Que faut-il penser de ces formalités ?

Si nous voulons bien nous rappeler la proposition de M. Delaunay¹, nous savons que son auteur demandait la consignation de la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, non à la Caisse des Dépôts et Consignations, mais bien à la succursale de la Banque de France la plus rapprochée, qui en demeurerait responsable. Dans son idée, cette consignation libérerait la marchandise.

Ce système, nous semble-t-il, est bien préférable à celui qu'organise la loi actuelle. Il a d'abord l'avantage d'être très simple, de nécessiter beaucoup moins de démarches, d'occasionner beaucoup moins de frais : la simple consignation libère la marchandise. Les droits du prêteur sont sauvegardés, puisque la Banque demeure responsable de la somme due consignée. Puis, la marchandise est libérée, bien que le warrant continue à circuler.

Or, que peut-il arriver dans le système de la loi actuelle, malgré les dispositions de l'article 9 ?

A supposer, dit M. Perrin², que l'emprunteur veuille faire des offres réelles le 1^{er} octobre au prêteur connu à cette date, il est très possible que le jour même où il va remettre ses fonds à

1. Proposition Delaunay, art. 8 § 2.

2. PERRIN, p. 38.

l'huissier pour faire ses offres, le warrant ait été transmis à un autre, et ainsi de suite, en sorte que le véritable porteur peut toujours être inconnu au moment où se font les offres.

D'autre part, et c'est sur ce point surtout que nous croyons sa proposition meilleure que la loi actuelle, M. Delaunay pensait, comme le législateur de 1858, que la consignation doit comprendre tous les intérêts jusqu'à l'échéance. Déjà, lors de la discussion de la loi sur les warrants commerciaux, on avait tenté d'introduire le système de la loi actuelle sur les warrants agricoles¹. Et, avec raison, le législateur de 1858 repoussa l'idée admise, on ne sait vraiment pourquoi, par le législateur de 1898. Rappelons-nous, en effet, que les capitalistes prêtent sur des marchandises à raison de la durée du prêt et de l'élévation du taux de l'intérêt. La menace d'un remboursement anticipé sans paiement de tous les intérêts à échoir détournera donc les capitalistes, et nuira ainsi aux agriculteurs eux-mêmes. Pourquoi alors admettre en 1898 une disposition justement reconnue mauvaise en 1858²? Inconséquence législative, répondra-t-on, et dont malheureusement nous avons trop d'exemples. C'est vrai ;

1. LYON-CAEN et RENAULT, *Droit Commercial*, t. III, p. 261.

2. Voyez la discussion de la loi de 1858, *Recueil des lois et arrêts*, année 1858.

mais il faut reconnaître que l'auteur de la loi sur les warrants agricoles est ici bien peu excusable, puisqu'il avait pour l'aider dans son travail, non seulement une loi depuis longtemps appliquée, avec tous ses travaux préparatoires, si documentés, mais encore une proposition de loi parfaitement étudiée : la proposition Delaunay.

L'emprunteur pourrait-il recouvrer la libre disposition d'une partie des marchandises warrantées, en consignait préalablement une partie proportionnelle de la somme due ? En un mot, pourrait-il opérer un retrait partiel du warrant, au moyen d'une consignation partielle ? Nous lui déniions ce droit, et cela pour deux raisons :

D'abord, raisonnant par analogie avec la loi de 1858, nous savons que la jurisprudence ¹ a depuis longtemps refusé au porteur du récépissé le droit d'opérer le retrait partiel, comme contraire à la règle que le gage est indivisible, notamment en ce sens que la chose engagée reste entièrement affectée à la créance, tant qu'il n'y a pas extinction intégrale de celle-ci ².

D'autre part, la loi du 18 juillet 1898 est une loi d'exception, tant par son principe que par la catégorie des citoyens auxquels elle est seule applicable ; il faut donc en étendre le moins

1. LYON-CAEN et RENAULT. *Droit Comm.*, t. III, p. 263 et arrêts par eux cités.

2. Voyez art. 2032, § 1 et 2033 Code Civil.

possible les dispositions ; il faut s'en tenir au texte. Or l'article 7 ne règle en aucune façon les formalités que le législateur aurait certainement prévues, s'il avait admis le retrait partiel.

Disons enfin, pour terminer ce sujet, qu'il ressort, tant des travaux préparatoires que de l'esprit de la loi, faite, ne l'oublions pas, dans l'intérêt de l'agriculteur, que ce dernier ne saurait renoncer au bénéfice de l'article 7.

Nous en sommes maintenant arrivé à l'étude du troisième et dernier cas qui peut se produire en matière de paiement de warrants agricoles : celui où le débiteur laisse passer le jour de l'échéance sans rembourser son créancier.

Quel est alors le droit du prêteur ?

Disons tout de suite que la loi, par une procédure très simple, lui permet d'avoir recours à une exécution forcée. L'article 10, en effet, organise, sans autre formalité qu'un avertissement préalable, l'exécution du gage et la vente par officier ministériel des produits warrantés ¹.

Pour user de la faculté que la loi lui reconnaît, le prêteur non remboursé à l'échéance adressera, par lettre recommandée, un avis préalable à l'emprunteur ; il devra lui demander un accusé de réception. Huit jours après cet avertissement, et sans aucune autre formalité

1. Rapport Chastenot, p. 15.

de justice, le créancier peut faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée. Toutefois, il devra observer les formalités relatives à la publicité, prévues par les articles 617 et suivants du Code de procédure civile. Tel est l'article 10 de la loi.

Ce sont les règles du gage commercial en général, du warrant commercial en particulier ¹, qui ont été transportées en notre matière. Toutefois, la loi actuelle a apporté une simplification qui constitue, en sa faveur, un progrès sur la loi de 1858 : elle a remplacé le protêt par un simple avis préalable. « Nous nous sommes préoccupés, dit M. Chastenet ², de simplifier le plus possible les formalités. » Cette affirmation du rapporteur de la loi infirme, nous semble-t-il, l'opinion ³ d'après laquelle l'avis informant l'emprunteur des poursuites futures devra être donné, par l'intermédiaire du greffier, sous forme d'avertissement ordinaire ⁴.

Sans doute, nous le reconnaissons, l'intervention d'un officier ministériel est une garantie

1. Voyez : art. 7 de la loi des 28 mai-11 juin 1858, et LYON-CAEN et RENAUT, T. III, p. 312, et l'article 93 Code Comm.

2. Rapport Chastenet, p. 15.

3. PERRIN, p. 41.

4. Le mot « avertissement » est pris ici dans le sens spécial qu'il a en matière de procédure devant la Justice de Paix. (Voyez art. 17, loi du 25 mai 1838.)

de la bonne exécution de la loi et de l'authenticité de l'avis ; mais ici, le législateur, qui, ne l'oublions pas, a voulu simplifier toutes les formalités, n'a nullement prévu cette intervention. Elle est donc inutile ; nous devons ici nous en tenir au texte : si le législateur avait regardé comme nécessaire l'intervention du greffier, il l'eût certainement ordonnée dans l'article 10, comme il l'a fait au cas prévu par l'article 2 de la loi. D'ailleurs, dans l'opinion que nous combattons, à quoi sert l'avis de réception que le prêteur doit réclamer à l'emprunteur ? Il est inutile, puisque c'est l'intervention de l'officier ministériel qui rend l'avis authentique.

De même, nous en tenant toujours au texte, la loi ne reproduisant pas dans l'article 10 la disposition de l'article 3, § 2, *in fine*, nous pensons que le point de départ du délai de 8 jours sera la date donnée par l'accusé de réception, et non le jour de l'envoi. Ce qui d'ailleurs fortifie notre opinion, c'est que ce délai de 8 jours est accordé par la loi en faveur de l'agriculteur : la loi n'est-elle pas faite dans son intérêt ? Dans son principe, dans ses dispositions, ne fait-elle pas toujours passer l'intérêt de l'emprunteur avant celui du prêteur ?

Il va sans dire que ces 8 jours seront francs : la loi ne le dit pas, mais c'est le droit commun.

On peut aussi se demander si le créancier a la faculté de requérir l'attribution du gage jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, conformément au droit civil¹? On sait que cette faculté est contestée quand il s'agit du gage commercial². Pour nous, on ne saurait la reconnaître au créancier dans le cas qui nous occupe. La loi que nous étudions est, nous l'avons dit maintes fois, une loi d'exception, dont les dispositions, formant un ensemble unique, doivent être interprétées restrictivement. Par le fait même qu'elle organise le gage agricole d'une façon exceptionnelle, on ne peut déduire de son texte que la solution expressément prévue. Donc on ne peut ici invoquer l'article 2078 du Code Civil : les suites normales du gage ne peuvent se produire que si le gage est lui-même normalement constitué³. En outre, l'art. 2078 implique qu'il s'agit d'un gage avec possession; « le gage *demeurera* au créancier ». Donc, il est impossible de l'appliquer à un gage sans déplacement.

Tel est, au cas de non-paiement à échéance, le droit du créancier, quand ce créancier se trouve être le prêteur initial, c'est-à-dire celui qui a réellement versé les fonds à l'emprunteur.

1. Art. 2078 C. C.

2. LYON-CAEN et RENAUT, *Droit Comm.*, t. III, p. 273.

3. En sens contraire, HOGREL, p. 36.

Mais que devient ce droit, lorsque le créancier se trouve être un tiers porteur, c'est-à-dire un des cessionnaires successifs du prêteur primitif ? C'est à cette question qu'il nous faut maintenant répondre.

L'article 12 dispose que le porteur du warrant perd son recours, s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement : il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés. En cas d'insuffisance, le délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

En réalité, l'article 13 applique au recours du porteur du warrant contre l'emprunteur et les endosseurs des dispositions analogues à celles qui existent pour les warrants commerciaux¹. Cette affirmation de M. Méline nous permettra d'éclairer à la lumière des enseignements tirés du droit commercial la question qui nous occupe. Avec le rapporteur de la loi à la Chambre, nous pouvons dire que la loi a soumis la recevabilité du recours du porteur contre les endosseurs à une triple condition :

1° La vente des produits warrantés dans le

1. Projet du Gouvernement, exposé des motifs, p. 5.

mois qui suit l'avertissement dont il est plus haut parlé;

2° L'insuffisance du produit de la vente à couvrir le montant du prêt;

3° L'exercice du recours dans le délai d'un mois, à partir de la réalisation de la vente.

La première condition se justifie aisément: il ne faut pas qu'en retardant indéfiniment la vente, le porteur du warrant laisse les endosseurs sous le coup du recours qu'il a contre eux, quand le prix de la marchandise ne suffit pas pour le désintéresser. On peut, du reste, craindre que les cours ne baissent, et que la vente ne puisse plus se faire dans de bonnes conditions.

Le prix des marchandises suffira d'ordinaire pour désintéresser intégralement le porteur du warrant: celui qui prêtera, en effet, sur les objets warrantés, ne le fera que pour une somme inférieure à leur valeur. Il peut toutefois arriver que le produit de la vente des marchandises warrantées n'atteigne pas le montant de la somme prêtée: les cours peuvent baisser subitement; la vente est alors faite dans de mauvaises conditions; ou bien les marchandises se sont détériorées: les fourrages secs warrantés ont subi, par exemple, une fermentation active, par suite d'une température anormale, dans les greniers où ils ont été remisés.

Que fera alors le porteur du warrant? En vertu du recours que lui reconnaît la loi, il pourra à son choix poursuivre collectivement l'emprunteur et les endosseurs, ou n'actionner que l'un d'eux. Mais, remarquons-le, ce recours n'est que subsidiaire: le porteur ne pourra en user qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés et en cas d'insuffisance. Cette disposition crée une sorte de bénéfice de discussion au profit des endosseurs du warrant. Elle constitue une dérogation aux principes généraux, d'après lesquels le créancier gagiste peut à son gré faire vendre d'abord le gage ou les autres biens de son débiteur.

Pourra-t-on stipuler que le porteur du warrant pourra, sans discussion préalable du gage, agir contre l'emprunteur et les endosseurs par cela seul qu'il ne sera pas payé à l'échéance? Une telle clause, il est vrai, est valable en matière de warrants commerciaux¹; mais, d'après nous, elle serait radicalement nulle en matière de warrants agricoles. Si elle est possible, en effet, en droit commercial, c'est que cette possibilité ressort nettement des travaux préparatoires de la loi de 1858. Dans le rapport fait au Corps législatif, il a été dit expressément « que la Commission n'avait nullement entendu infir-

1. LYON-CAEN et RENAULT, tome III, p. 277.

mer le droit qu'auront toujours les parties de stipuler que la responsabilité personnelle pourra être réclamée avant même la garantie de la marchandise. » Or, nous ne trouvons rien de semblable dans les travaux préparatoires de la loi que nous étudions. Nous n'avons qu'un texte, et il est formel. Nous devons nous y tenir; c'est seulement après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés, et au cas où le montant de la vente ne couvrirait pas le montant du prêt, que le porteur du warrant pourra avoir recours contre les endosseurs.

Encore est-il que, dans ce cas, la loi lui a imposé un délai pour agir : le délai d'un mois à dater du jour de la réalisation de la vente. Le motif de cette disposition est le même que celui de la première des trois conditions que nous venons d'étudier. Pour en terminer avec l'article 12, disons que, suivant M. Hogrel¹, les délais de cet article sont des délais non francs, et qu'il y aura lieu de leur appliquer les dispositions de l'article 1033 § 5 du Code de Procédure Civile, modifié par la loi du 13 avril 1895.

Nous en avons fini avec la question du paiement du warrant. Au cours de cette étude, nous avons dû nous arrêter sur un des droits les plus importants du créancier, le droit de vente. Il

1. HOGREL, p. 39.

nous reste maintenant à connaître quels sont les autres droits que lui confère la loi.

Droits du Prêteur

En réalité, nous connaissons déjà les droits essentiels du prêteur, ceux qui découlent nettement de sa situation juridique, et qui devaient fatalement se retrouver dans les dispositions de la loi. Le droit de faire vendre en cas de non-paiement, nous venons de le voir. Le privilège qui engendre à son profit un droit de préférence sur le prix de la chose vendue, nous l'avons longuement étudié, quand nous avons dû déterminer quelle était en droit la position du prêteur. Reste cependant un troisième et dernier droit, beaucoup moins important que les précédents, accessoire, droit prévu par l'article 4 § 2: « Les porteurs de warrant ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée. »

En réalité, la loi ne fait ici que reproduire l'article 10 de la loi de 1858 sur les warrants commerciaux¹: elle aussi subroge aux marchandises l'indemnité d'assurance².

1. Voyez également loi du 10 décembre 1874 sur l'Hypothèque Maritime, art. 17, et loi du 19 février 1889. art. 2.

2. LYON-CAEN et RENAULT, T. III, p. 274 et 275.

Une telle disposition avait sa raison d'être dans la loi de 1858 ; car, jusqu'en 1889, elle a constitué une dérogation aux principes généraux de notre législation : l'indemnité d'assurance n'était pas, en effet, considérée comme représentant la chose, et, par suite, elle appartenait à tous les créanciers, sans que les créanciers privilégiés ou hypothécaires fussent admis à exercer sur elle leurs privilèges ou leurs hypothèques. Mais, depuis le vote de la loi du 19 février 1889, les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. En présence de ce texte, la disposition de l'article 4, § 2, nous semble inutile, puisqu'elle n'est qu'une application de la règle générale¹.

L'article 4, § 2, étant la reproduction de l'article 10 de la loi de 1858, nous pouvons penser, par comparaison avec le droit commercial, que le porteur du warrant ne peut exercer son privilège que sur l'indemnité d'assurance afférente aux marchandises, non sur les indemnités dues à un autre titre, pour cause de pertes ou de détériorations².

1. En sens contraire, HOGREL, p. 26.

2. LYON-CAEN et RENAUT, T. III, p. 276 et suiv.

D'ailleurs, nous le répétons encore, notre loi est une loi d'exception qu'il faut interpréter restrictivement.

Tel sera le droit du prêteur en cas d'assurance des produits warrantés; mais, nous le savons ¹, le législateur n'a pas voulu rendre l'assurance obligatoire. Quel sera donc le droit du prêteur quand, par exemple, la récolte incendiée ne sera pas assurée? Il n'aura plus contre son débiteur qu'une action personnelle; son privilège sera perdu.

Il va sans dire que le prêteur a toujours le droit d'assurer lui-même les produits warrantés. Il y a intérêt, soit quand le propriétaire n'a pas conclu d'assurance, soit même s'il en a conclu une : cette assurance peut être entachée de quelque cause de nullité ou être insuffisante.

Escompte du Warrant
Perte du Warrant
Endossement du Warrant

Pour tout porteur, le warrant agricole est un puissant instrument de crédit; car, en endossant le warrant, il opère la transmission du gage.

1. Rapport Chastenet, p. 14.

Aussi peut-il, avant l'échéance de la dette garantie, le faire escompter, c'est-à-dire « obtenir d'un banquier auquel il l'endosse le paiement immédiat de la dette, sous déduction de l'intérêt de la somme due jusqu'à l'échéance ¹. »

Toute banque privée peut escompter comme bon lui semble ; mais nous savons que les établissements publics de crédit n'escomptent les effets de commerce que s'ils sont revêtus de deux ou de trois signatures, suivant leurs statuts particuliers. Or, il fallait nécessairement favoriser le warrant agricole ; aussi, le législateur, dans l'article 8, a-t-il édicté que les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

L'article 8 de notre loi est la reproduction absolue de l'article 11 de la loi de 1858 ; il n'offre aucune difficulté. Toutefois, disons qu'il faut lire : « comme les effets de commerce. » Jamais la loi, en effet, n'a voulu dire que le warrant est un effet de commerce. Nous sommes en matière civile, ne l'oublions pas ; cela résulte formellement des travaux préparatoires ².

Le warrant, avons-nous dit, est destiné à circuler. Mais le législateur a voulu réserver à

1, LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de Droit Comm.*, p. 315.

2. Rapport Chastenet : p. 15.

l'emprunteur la faculté de se libérer par anticipation, et de reprendre ainsi la libre disposition des produits warrantés. Il a prescrit, dans ce but, que l'escompteur ou réescompteur du warrant sera tenu d'en donner avis au Greffier de la Justice de Paix par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette mesure, dans l'esprit du législateur, permettra de retrouver le dernier endosseur, entre les mains duquel sera fait le remboursement : en s'adressant au greffier, le cultivateur se renseignera à tout instant sur l'identité du porteur du titre de créance¹; il pourra donc, quand il voudra, racheter le warrant.

Constatons-le : alors que la loi sur les warrants commerciaux n'exige la transcription que du premier endossement du warrant², de l'article 9 de la loi sur les warrants agricoles ressort nettement l'obligation pour tous les cessionnaires de faire transcrire les endossements successifs.

Mais si, à défaut de la transcription prescrite par la loi de 1858, les tiers intéressés peuvent faire considérer le premier endossement comme non avenu à leur égard, cette même sanction ne saurait exister pour le warrant agricole. Les

1. Circ. Minist. du 16 août 1898.

2. Art. 5 de la loi de 1858.

tiers intéressés, les créanciers du cultivateur, par exemple, ne peuvent invoquer la nullité à leur égard de la négociation, parce que le greffier n'aura pas mentionné les mutations dans le cadre préparé sur le verso de la souche du warrant ¹. Cela résulte nettement des travaux préparatoires : « L'avis au greffier, dit M. Chastenet ², a pour effet de permettre au souscripteur du warrant d'en suivre la filière, et d'en opérer le remboursement entre les mains du dernier titulaire. » Permettre le rachat du warrant, tel est donc le but, et le seul, de l'article 9 ; il ne faut pas y voir autre chose. Mais, d'après notre sentiment, et c'est une conséquence de ce que nous avançons, l'emprunteur qui, par suite de la négligence de l'escompteur, serait dans l'impossibilité d'opérer le rachat de son warrant, faute d'en connaître le dernier titulaire, cet emprunteur, disons-nous, pourrait se retourner contre l'escompteur qui a manqué aux prescriptions de la loi : celui-ci lui a causé un préjudice ; il en doit réparation.

Le législateur a oublié de régler la situation du porteur du warrant au cas où ce dernier viendrait à perdre le titre représentatif du gage. Dans le silence de la loi, cette situation nous

1. Circ. Minist. du 16 août 1898.

2. Rapport Chastenet, p. 15.

semble être des plus délicates, pour ne pas dire sans issue.

En effet, nous sommes ici en présence de deux théories : ou admettre par analogie l'application de l'article 12 de la loi du 28 mai 1858, ou dire que seule une disposition législative nouvelle peut combler la lacune que présente sur ce point la loi actuelle. C'est cette seconde théorie qui est la nôtre, et voici pourquoi : on ne peut régler la difficulté en appliquant les dispositions de la loi commerciale, puisque l'article 10 de la proposition Delaunay a été écarté¹, cet article si sage qui appliquait aux warrants agricoles les dispositions de la loi commerciale, en ce qu'elles ne sont pas contraires à la loi actuelle.

Et nous devons d'autant plus regretter que la Commission relative aux warrants agricoles n'ait pas adopté l'idée de M. Delaunay, que ce n'est pas la seule question que la loi laisse sans solution. Quelles sont les formes de transmission du warrant ? Quelles énonciations doit contenir l'endossement ? Ici encore, le législateur ne nous répond pas. Devions-nous alors appliquer purement et simplement les dispositions de l'article 137 du Code de Commerce² ?

1. En sens contraire, Hogrel, p. 39.

2. En ce sens, Hogrel, p. 34.

Devions-nous nous en référer à l'article 5 de la loi de 1858 ? Mais le législateur n'a pas voulu admettre l'article 10 de la proposition Delaunay. La question était insoluble. Heureusement, le Ministre, sur ce point, a suppléé à l'insuffisance de la loi ¹, et nous savons aujourd'hui que, sur le verso du warrant, le premier endossement devra être ainsi libellé :

Bon pour transfert du présent warrant à l'ordre de M., demeurant à, sur garantie de la somme de, payable le, intérêt compris.

Du référé devant le Juge de Paix

Non seulement, comme nous l'avons vu, le législateur, dans la loi qui nous occupe, n'a pas craint, en créant ce qu'il a appelé le gage sans déplacement, de donner une grave entorse aux principes de notre Code Civil en matière de nantissement ; il a encore apporté une importante dérogation à une théorie admise jusqu'ici par notre Code de Procédure Civile ; mais cette réforme, nous devons le reconnaître, n'est nullement contraire aux principes.

1. Circ. Minist. du 16 août 1898.

En effet, d'après la disposition de l'article 14, lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le Juge de Paix¹. Or, connaître des référés était jusqu'alors un pouvoir propre au Président du Tribunal de Première Instance, et une attribution qui n'appartenait qu'à lui². Ni le Président du Tribunal de Commerce, ni le Juge de Paix ne pouvaient statuer ainsi sur des affaires rentrant dans leur compétence. C'est donc une véritable innovation qu'introduit la loi actuelle, au sujet des warrants agricoles.

Déjà, il est vrai, si nous étudions les travaux préparatoires de la loi du 25 mai 1838, nous y voyons formulée une proposition tendant à confier au Juge de Paix l'exercice du référé, en cas d'urgence seulement, mais d'une manière générale³.

Cependant cette proposition fut rejetée. C'est cette idée que reprit la commission dite « relative aux warrants agricoles ». Nous savons dans quel but elle l'introduisit dans le texte du projet du Gouvernement, et à quelle ardente discussion

1. Le Juge de Paix compétent sera celui du domicile de l'emprunteur : cela résulte implicitement des articles 2 et 3 de la loi.

2. GARSONNET, *Traité théorique et pratique de Procédure*, t. VII, p. 282.

3. Voir le rapport de M. Amilhau à la Chambre des Députés, séance du 6 avril 1838. (D. A. V^e *Compétence civile des Tribunaux de Paix*, p. 104, n^o 1 et suiv.)

donna lieu au Sénat l'article 14: inutile de revenir sur ces faits. Il vaut mieux, nous semble-t-il, voir dès maintenant quels sont les cas d'application de cet article.

On a prétendu n'en avoir trouvé aucun¹; on a avoué avoir vainement cherché un exemple qui pût rentrer dans le domaine du référé.

Sans prévoir les cas que la pratique fera certainement découvrir, disons, nous, qu'il en existe dès maintenant, ne fût-ce que ceux indiqués par le Ministre dans sa circulaire complétant la loi².

Nous savons, par exemple, que le droit d'opposition que possède le propriétaire, aux termes de l'article 2, tombe en principe, si la lettre recommandée contenant notification de son opposition parvient au Greffier après l'expiration du délai prévu par la loi. On conçoit que des contestations puissent s'élever à ce sujet. Eh bien, ce sera le Juge de Paix qui les tranchera par provision.

De même, c'est encore lui qui réglera les difficultés qui pourront s'élever au sujet d'une demande en mainlevée d'opposition faite dans le délai légal, pourvu toutefois que cette opposition soit fondée sur d'autres causes qu'une dette de fermages.

1. HOGREL, p. 48.

2. Circ. Minist. du 16 août 1898.

Ces espèces, prévues par le Ministre, ne sont évidemment que des exemples, mais ces exemples suffisent à nous montrer comment nous devons comprendre la compétence du Juge de Paix en la matière qui nous occupe. Essayons, d'après eux, d'en asseoir la base, d'en déterminer les principes fondamentaux.

On peut, nous semble-t-il, condenser ces principes dans les deux propositions suivantes :

1° La loi actuelle ne modifie nullement la compétence du Juge de Paix, en ce qui concerne le fond du droit. Cela résulte nettement des travaux préparatoires. « En donnant ainsi à ce magistrat, a dit M. Chastenet, les attributions du juge de référé pour pourvoir aux mesures d'urgence, il n'est, bien entendu, apporté aucune innovation quant aux règles de la compétence sur le fond. »¹

2° Le législateur a assimilé en tout point le Juge de Paix au Président du Tribunal Civil : le Juge de Paix, appelé à statuer en référé sur une question relative aux warrants agricoles, aura les mêmes droits, les mêmes devoirs que le Président du Tribunal Civil en matière de référé. Il lui est substitué en effet, ce qui nous autorise à dire que les articles 806 et suivants du Code de Procédure Civile lui sont applicables.

1. Rapport Chastenet, p. 16.

Tels sont les principes. En conséquence, nous pouvons affirmer que le Juge de Paix sera compétent :

1° Toutes les fois qu'il y aura urgence, et 2° quand la mesure qu'on sollicitera de lui ne pourra en rien préjudicier au principal ¹.

Il ressort de l'esprit de la loi que la condition d'urgence n'est pas ici formellement exigée ; elle semble plutôt être de plein droit supposée exister. Mais la seconde condition est essentielle : l'ordonnance de référé devra nécessairement laisser intacte l'appréciation du fond du droit, et le Juge de Paix se déclarera incompétent toutes les fois que la difficulté soulevée devant lui sera de telle nature qu'il ne pourra la résoudre sans statuer en même temps sur le fond ².

Aussi ne pourra-t-il se prononcer ³ sur le point de savoir si le fermier est ou non dans les conditions légales pour warranter ses blés sans le consentement du propriétaire, celui-ci soutenant qu'il est créancier de fermages échus, tandis que le fermier le conteste. « Ne voyez-vous pas, dit fort justement M. Guibourg de Luzinais ⁴, que, si le Juge de Paix se laissait

1. Voyez les articles 806 et 809 Code Proc. Civ.

2. GARSONNET, *Traité théorique et pratique de Procédure*, t. VII, p. 299 et suiv.

3. En sens contraire, Circ. Minist. du 16 août 1898.

4. Voyez la discussion de la loi au Sénat.

induire à statuer sur pareille question par la voie du référé, et autorisait, par exemple, le warrant en considérant que le propriétaire n'a pas justifié de sa créance, ne voyez-vous pas que, si ultérieurement le propriétaire venait à faire reconnaître par les juges compétents, et après débat au fond, qu'il était réellement créancier, il serait exposé à ne plus retrouver les blés que son fermier avait été autorisé par voie de référé à warranter ? Ils pourraient avoir absolument disparu, et, par conséquent, il arriverait que le fond du droit aurait été définitivement compromis sous prétexte d'une décision purement provisoire obtenue en référé. »

Dans ce cas, l'ordonnance du Juge de Paix, portant préjudice au principal, constituerait un excès de pouvoir, une violation des règles de sa compétence : elle serait radicalement nulle.

En résumé, nous le voyons, la loi de 1898 ne change absolument rien aux grands principes qui dominent toute la matière du référé : elle ne fait qu'accorder au Juge de Paix un droit jusqu'ici réservé au seul Président du Tribunal. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que le législateur ne nous ait pas indiqué la procédure à suivre ; il n'aurait pu que répéter bien inutilement le titre XVI, livre V, du Code de Procédure Civile. C'est ce texte qu'il faudra appliquer quant

à la forme des ordonnances, à leur exécution ¹. Rien de changé non plus en matière d'appel : l'appel sera réglé conformément aux dispositions de l'article 809 du Code de Procédure et aux principes établis par la loi du 25 mai 1838 : il va sans dire que le Tribunal compétent sera le Tribunal Civil ².

Telle est l'innovation apportée par le législateur en matière de référé. Que doit-on en penser ?

Sans nous faire d'illusion sur la portée de l'article 14, portée beaucoup moins étendue, à notre avis, que ne le pensaient les auteurs de la loi, il est incontestable qu'il est appelé à rendre quelques services ; il est utile, donc le législateur a eu raison de le mettre au rang des dispositions de la loi. Les Juges de Paix, nous en sommes certain, réuniront leurs efforts pour en assurer une bonne et utile application ; car, loin de justifier les critiques amères de M. Guibourg de Luzinais, jamais ils n'ont démerité, et, encore aujourd'hui, ils sont dignes des éloges qu'en 1838, M. Amilhau leur décernait à la tribune de la Chambre ³. « Quelle magistrature a rendu plus de services avec moins d'encouragement ? Quelle institution a brisé plus de

1. Art. 809 Code Proc. Civ.

2. Voir, pour les détails de la procédure, HOGREL, p. 48, 49 et 50.

3. Rapport Amilhau, séance du 6 avril 1838.

passions, et étouffé plus de procès ? C'est le grand honneur de nos lois modernes que chacun obtienne sur-le-champ bonne et prompte justice ; pourtant, on brave encore les lenteurs des tribunaux ordinaires. Mais l'homme pauvre, l'habitant des campagnes en appelle à son juge, et seul, avec son droit, il obtient sans retard et presque sans frais la solution qu'il réclame. Il faut aussi faire justice de cette guerre si vive sur les personnes, qui porterait un étranger à croire que le défaut de savoir et d'intelligence est la condition ordinaire d'une magistrature qui rend, depuis si longtemps, de nombreux et importants services. »

Partie fiscale de la Loi

Avec la question du référé, nous en avons fini avec l'étude des dispositions de la loi proprement dite. Les articles qui nous restent à voir sont en effet purement fiscaux. Ils n'offrent d'ailleurs, par eux-mêmes, nulle difficulté, et si nous en parlons, c'est que nous tenons à faire passer sous les yeux du lecteur l'œuvre entière du législateur, même dans la partie où elle s'éloigne le plus du sujet que nous traitons. Toutefois, nous serons très bref.

Toute peine mérite salaire, dit la Sagesse des Nations. C'est en vertu de ce proverbe que la loi alloue aux Greffiers de nos Justices de Paix de nouveaux émoluments pour les dédommager du surcroît de travail qu'il leur faut fournir pour remplir les différentes formalités voulues par la loi.

Conformément à l'article 15, un premier décret relatif à ces émoluments parut le 11 août 1898¹. L'exagération des tarifs était évidente. Sur l'initiative de M. Chastenet, une commission fut chargée d'élaborer les modifications à apporter à ce règlement d'administration publique. Bref, le 29 octobre 1898, parut un nouveau décret abrogeant le précédent². Nous renvoyons purement et simplement au texte de ces décrets ; mais nous tenons à rappeler qu'aux termes de la circulaire ministérielle³, « il est interdit aux greffiers de réclamer, sous aucun prétexte, d'autres honoraires que ceux prévus dans les divers articles de ce tarif, et qui ont été calculés de façon à les couvrir de la dépense leur incombant pour l'achat des deux registres nouveaux qu'ils auront à tenir ».

C'est également conformément à l'article 15 qu'a paru la circulaire du Garde des Sceaux,

1. Journal Officiel du 13 août 1898.

2. Journal Officiel du 31 octobre 1898.

3. Circ. Minist. du 16 août 1898, *in fine*.

circulaire qui nous a servi, non seulement à éclairer les points obscurs de la loi, mais encore à en combler les lacunes.

Tout ce qui concerne les droits de timbre et d'enregistrement, le législateur l'a réuni dans l'article 16, dont le texte ne présente aucune difficulté.

L'article 17 étend le bénéfice de la loi à l'Algérie.



CONCLUSION

Au cours de cet ouvrage, nous avons étudié le gage à domicile en remontant aux sources elles-mêmes; nous en avons suivi toutes les phases, qui se reflètent dans les propositions de lois de plus en plus mûries, de plus en plus parfaites, à mesure que l'on avance dans le temps. Fouillant successivement les travaux des Commissions parlementaires et extraparlamentaires, nous avons vu comment, partant de l'idée de gage sans dessaisissement, le législateur en est arrivé à la création du warrant agricole. Enfin, ce warrant agricole, nous l'avons étudié tant en lui-même que dans son mécanisme, dans son fonctionnement. Notre tâche semble donc terminée. Elle ne l'est pas. Que devons-nous penser de l'œuvre du législateur? Quelle en est la portée pratique, le champ d'application? C'est à ces deux questions qu'il nous faut maintenant répondre.

Considérée en elle-même, la loi du 18 juillet 1898 est loin de mériter les critiques acerbes que

lui adressent ses détracteurs, qui certainement n'ont pas approfondi son texte. Que peut-on lui reprocher, en effet?

Est-ce son principe? Elle ressuscite, il est vrai, l'antique hypothèque des biens meubles, qui n'avait pas trouvé place dans notre Code Civil; mais est-ce là un mal? Nous ne le pensons pas : le gage, à notre sentiment, est une institution propre aux peuples primitifs; on le retrouve à l'origine de toutes les législations antiques : l'homme des premiers temps n'est-il pas, en effet, semblable à l'enfant, et la première idée de l'enfant qui veut s'assurer une chose n'est-elle pas d'offrir un gage? Donc, au gage, l'homme civilisé, l'homme des temps modernes, doit nécessairement préférer l'hypothèque, qui, elle, sauvegarde les droits du créancier tout en laissant au débiteur, non seulement la possession, mais encore l'usage de la chose. A une époque comme la nôtre, où la fortune mobilière est devenue de beaucoup supérieure à la fortune immobilière, où les meubles représentent un capital immense, ce capital, lui aussi, doit pouvoir être engagé pour obtenir le crédit, sans lequel il n'y a pas de grandes entreprises : plus que jamais l'hypothèque des meubles est devenue nécessaire. Or, comme l'idée que nous exprimons correspondait à un besoin, elle a naturellement passé dans la loi.

Le fonctionnement du warrant agricole est, dit-on, trop compliqué dans son mécanisme ; si elle cherche à diminuer les frais, la loi impose trop de formalités. C'est là encore un reproche non fondé : qu'a voulu le législateur en effet ? Rester en matière civile, faire une loi purement civile. Il devait donc s'écarter le moins possible des principes admis par le Code, et nous devons avouer, si nous voulons être justes, qu'il a su, dans cet ordre d'idées, concilier de la façon la plus heureuse, dans une loi faite en faveur du débiteur, et les droits du créancier, et l'intérêt des tiers.

Mais ceci accordé, nous autres partisans de l'étroite assimilation du cultivateur au commerçant, nous ne faisons nulle difficulté pour reconnaître que le projet Delaunay, dans sa simplicité, nous aurait semblé parfaitement suffisant, préférable même ; forts de l'article 10, nous aurions appliqué, le cas échéant, la loi de 1858, cette loi qui a fait ses preuves, et dont les passages obscurs sont aujourd'hui éclairés à la lumière de la jurisprudence. Le cultivateur est devenu un commerçant comme les autres ; il suffisait, selon le vœu de M. Delaunay, de lui appliquer la loi commerciale, dans la mesure du possible. La Commission relative aux warrants agricoles a voulu faire mieux : son œuvre est-elle meilleure ? En réalité, elle n'a fait que

développer le projet Delaunay en en retranchant une des dispositions les plus utiles, l'article 10.

De plus, elle a jugé à propos de supprimer le récépissé, sous prétexte qu'il n'était ni rationnel, ni nécessaire de remettre un titre représentatif de propriété au propriétaire, qui conserve la détention de son bien. C'était oublier que le warrant lui-même, tel qu'on l'a conçu, est aussi un titre représentatif d'un droit sur son bien qu'on remet à l'agriculteur. Or, nous l'avons démontré, supprimer le récépissé, c'était mettre le cultivateur dans l'impossibilité, non seulement de racheter, mais même de payer le warrant à l'échéance. Il ne peut vendre la récolte warrantée ; elle est immobilisée. Pour qu'il trouve l'argent nécessaire au remboursement, il faudra que l'acheteur consente à faire une avance du prix d'achat. Or, l'acheteur le voudra-t-il ?

Il est donc nécessaire qu'on procède à une refonte de la loi sur ce point ; cette mesure est urgente. Espérons qu'elle ne se fera pas longtemps attendre, et qu'on profitera de l'occasion pour inscrire le bétail au nombre des objets susceptibles de warrant.

Alors vraiment le fonctionnement de la loi sera parfait, et le législateur, après avoir créé

le Crédit Agricole Personnel en 1894¹, pourra se vanter d'avoir, en 1898, fondé le Crédit Agricole Mobilier, qui, jusqu'ici, faisait absolument défaut aux agriculteurs.

En elle-même, en effet, la loi est excellente ; car le crédit basé sur une hypothèque mobilière offre plus de sécurité que lorsqu'il repose uniquement sur la confiance personnelle, et il est d'un mécanisme autrement souple et maniable que lorsqu'il s'appuie sur l'hypothèque des immeubles. Ces conditions de sécurité et de simplicité le rendent en même temps le moins onéreux. On peut dire, sans crainte d'être démenti, que, sous cette modalité, le crédit présente les plus grands avantages avec les moindres dangers.

En effet, l'étendue de ce crédit se mesurera

1. En créant les Sociétés de Crédit Agricole, loi du 6 novembre 1894. (Sirey, lois annotées de 1894-1895, p. 969.)

Les applications de cette loi de 1894 sont de plus en plus nombreuses.

Voyez à ce sujet :

Agriculture moderne, 6 mars 1898;

Journal d'Agriculture Pratique, t. 1^{er}, p. 635, 671;

Journal de l'Agriculture, t. 1^{er}, p. 824.

Rappelons, d'autre part, qu'un projet de loi relatif à l'organisation des « Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel » (voir, pour l'exposé des motifs, *Journal d'Agriculture Pratique*, t. 1, p. 81), modifié par une Commission spéciale de la Chambre (voir *Journal d'Agriculture Pratique*, t. 11, p. 374), a été entièrement approuvé par la Commission Sénatoriale chargée de l'examiner, et l'on peut espérer voir l'agriculture dotée prochainement de cet instrument de crédit.

à l'étendue des valeurs mobilières qui en seront la garantie. Dans cette limite, il n'y a guère à craindre que l'agriculteur emprunte pour étendre son patrimoine et augmenter son capital fixe. Il n'empruntera que pour accroître sa production en augmentant son capital d'exploitation. Or, si le capital foncier ne donne qu'un intérêt quelquefois nul au propriétaire qui l'affirme, le capital d'exploitation bien employé pour l'achat des engrais, des machines agricoles, pour l'amélioration des races de bétail, pour l'attente du moment le plus favorable à la vente des récoltes, peut, au contraire, se reproduire dans des proportions considérables.

A ceux qui s'obstinent à s'exagérer les dangers du crédit pour l'agriculture, nous pouvons d'ailleurs répondre que, la loi limitant le warrantage aux produits récoltés et ne comprenant pas les récoltes pendantes, la dette ne peut être à proprement parler une charge, puisqu'elle a sa contre-partie et sa représentation actuelle dans une marchandise que l'emprunteur pourra toujours réaliser. En d'autres termes, c'est une vraie monnaie représentative, quoique différée, que l'agriculteur échange contre de la monnaie réelle actuelle.

Cette monnaie représentative, les Sociétés de Crédit Agricole¹ sont naturellement indiquées

1. Voyez art. 1^{er} de la loi de 1894.

pour la négociation. Ce sera pour elles une source d'opérations importantes et rémunératrices. Elles pourront employer leurs capitaux disponibles à escompter ces warrants, toujours faciles du reste à négocier, puisque, présentant toutes garanties, ils seront certainement recherchés par les personnes et les banques qui ont des capitaux à placer pendant quelques mois, et prêtent volontiers sur warrants au-dessous même du taux de la Banque de France.

En un mot, quand le warrant agricole sera entré dans la pratique, l'agriculteur aura en sa possession, comme le commerçant, une marchandise mobilisable avec laquelle, par un nantissement sans frais, il pourra à tout moment se procurer de l'argent au taux le plus bas. Il évitera ainsi les ventes précipitées, et sera à même de se défendre contre les spéculateurs en écoulant ses produits dans de meilleures conditions; ce qui d'ailleurs remédiera à cet avilissement des cours qu'on constate à certaines époques de l'année¹.

1. En faisant la moyenne des cours du blé de commerce de première qualité, au marché libre de Paris, pendant cinq années, de 1891 à 1895, on a trouvé 22 fr. 08 par cent kilos, comme prix moyen général. Mais les cinq mois de vente de la culture, août, septembre, octobre, novembre, décembre, donnent comme prix moyen 21 fr. 26 seulement, alors que le cours moyen des sept autres mois, de janvier, février, mars, avril, mai, juin et juillet, période pendant laquelle l'industrie consomme ses réserves, s'élève à 22 fr. 53; l'écart du prix est de 1 fr. 27 par cent kilos, ce qui constitue une différence de 5 fr. 75 % de la valeur. (Proposition Delaunay, exposé des motifs.)

Le Crédit Agricole, sortant du domaine de la théorie, entrera ainsi dans la réalité. Pour l'organiser complètement, il ne restera plus au législateur qu'à réorganiser le Crédit Foncier, et procéder à la refonte de notre régime hypothécaire, si suranné, si en désaccord avec les besoins actuels.

Mais ceci fait, le Crédit Agricole complètement organisé, les agriculteurs n'oublieront pas que la véritable source du crédit se trouve dans l'adaptation des mœurs aux nécessités nouvelles, dans la multiplication des moyens de développer la production, dans la stabilité des baux, l'élargissement des marchés et l'application constante de la science à l'agriculture. Si bien organisé soit-il, le crédit ne possède pas la vertu magique de créer des capitaux, et éternellement vraies seront les paroles de M. Josseau, le très distingué rapporteur de la Commission de 1866 : « Pour rester dans la vérité, il ne faut ni exagérer ni amoindrir l'effet des réformes législatives ; sans doute, elles seront impuissantes à donner du crédit aux gens dont la moralité et la probité ne seraient pas de nature à rassurer les possesseurs de capitaux ; sans doute, le crédit de l'agriculteur demeurera toujours subordonné à des causes qui tiennent bien plus à la nature de cette industrie et à des faits économiques qu'à des dispositions législatives.

Mais il est permis d'espérer que, dans une mesure appréciable, ces réformes compléteront et fortifieront la confiance qu'inspirent les cultivateurs honnêtes ; elles ne créeront pas leur crédit, mais elles l'accroîtront ; elles les mettront en position d'obtenir plus facilement des capitalistes l'argent dont ils ont besoin ; et, si, grâce à la disparition des entraves législatives et à l'initiative privée, l'agriculture peut enfin se procurer à de meilleures conditions les ressources qui lui manquent, elle saura, nous n'en doutons pas, en profiter pour augmenter la production du sol et la prospérité du pays ¹. »

1. Rapport Josseau, *Enquête Agricole*, t. II.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
D. DANJON.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages. 1
-------------------------	-------------

INTRODUCTION

<i>L'Agriculture et le Crédit</i>	5
-----------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le gage sans dessaisissement et le Crédit Agricole

Commission de 1856	23
Commission de 1866	28
De 1870 à 1879	50
Commission de 1879	51
Proposition Delaunay.	98
Projet du Gouvernement.	107
Projet de la Commission relative aux Warrants Agricoles .	115
Discussion de la loi à la Chambre.	127
Discussion de la loi au Sénat; son texte	132

DEUXIÈME PARTIE

Théorie juridique du warrant agricole; ses conséquences

Théorie du gage en Droit Romain	119
Théorie du gage dans l'Ancien Droit Français	155
Théorie du gage d'après le Code Civil.	158
Théorie juridique du warrant agricole	162
Situation juridique du prêteur.	169
Situation juridique de l'emprunteur.	179

TROISIÈME PARTIE

Commentaire de la Loi

	Pages.
Objets susceptibles de warrant; meubles non susceptibles de warrant	183
Conditions de constitution du warrant agricole	191
α : conditions de fond	191
β : conditions de forme	195
Publicité du warrant	207
Obligations de l'emprunteur ¹	211
Paiement du warrant	217
Droits du prêteur	231
Escompte du warrant; perte du warrant; endossement du warrant	233
Du référé devant le Juge de Paix	238
Dispositions fiscales de la loi	245
CONCLUSION	248







